MINISTERE AUPRES
DU PREMIER MINISTRE CHARGE
DU BUDGET

DIRECTION DES PARTICIPATIONS
ET DE LA PRIVATISATION

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES SOCIETES DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

RAPPORT AU TITRE DE L'EXERCICE 2013

SOMMAIRE

I. PRESENTATION DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT ---- 5
I.1 Les Sociétés d'Etat ---- 5
I.2 Les Sociétés à Participation Financière Publique ---- 5
I.3 Les Prises de Participations et les Cessions ---- 6
I.4 Les Sociétés sorties du Portefeuille ---- 6
I.5 Les Augmentations du Capital Social ---- 6
I.6 Les Privatisations opérées sur la période 2012-2013 ---- 6
II. PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE EN 2013 ---- 7
II.1 Situation globale des résultats du portefeuille ---- 7
II.1.a) Situation par secteur d'activités ---- 7
II.1.b) Situation par niveau de participation ---- 95
II.2 Classement des entreprises ---- 95
II.2.a) Les meilleures performances ---- 95
II.2.b) Les pertes les plus importantes ---- 95
III. CONTRIBUTION AU BUDGET DE L'ETAT ---- 96
III.1 Recettes fiscales ---- 96
III.1.a) Situation fiscale en fonction du secteur d'activités ---- 96
III.1.b) Situation fiscale en fonction du niveau de participation financière publique ---- 99
III.2 Recettes non fiscales ---- 101
IV. SOUTIEN APPORTE PAR L'ETAT AUX ENTREPRISES PUBLIQUES ---- 103
V. ETAT ACTIONNAIRE ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES ---- 105
V.1 Actions menées pour l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des entreprises ---- 105
V.1.a) La réforme du portefeuille bancaire public ivoirien ---- 105
V.1.b) La finalisation du cadre juridique des entreprises publiques ---- 105
V.1.c) Le renforcement des capacités des agents de la DPP ---- 105
V.1.d) La mise en place des Conseils d'Administration des sociétés d'Etat ---- 105
V.1.e) Le renforcement du cadre de travail entre la DPP et les entreprises ---- 105
V.1.f) Le renforcement du cadre de travail entre la DPP et la Direction du Budget de l'Etat ---- 105
V.2 Perspectives pour l'exercice 2014 ---- 105
ANNEXES ---- 107

Le présent rapport a pour objet de présenter la situation économique et financière du portefeuille de l'Etat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013, conformément aux Lois n°97-519 et 97-520 du 4 septembre 1997 relatives aux Sociétés d'Etat et Sociétés à Participation Financière Publique.

En effet, ces lois font obligation, notamment en leurs articles respectifs 59 et 27, au Ministère assurant la tutelle financière desdites sociétés, de soumettre la situation des entreprises publiques au contrôle parlementaire.

A ce titre, il est communiqué à l'Assemblée Nationale, en annexe à la Loi des Finances, un rapport sur la situation économique et financière desdites sociétés correspondant à l'exercice comptable n-1.

Ce rapport, qui répond à cette exigence, présente successivement :

- la liste exhaustive de toutes les entreprises publiques visées par les lois précitées ;
- la situation des résultats par entreprise publique pour l'exercice social antérieur comparée à celle de l'exercice écoulé ;
- les mouvements de privatisation ;
- les variations de capital ;
- les engagements financiers des entreprises publiques vis-à-vis de l'Etat ;
- les subventions et les aides accordées par l'Etat aux entreprises publiques.

L'évolution de l'économie mondiale est toujours marquée par la persistance de la récession dans la zone Euro mais aussi par une croissance moins rythmée dans les pays avancés (**1,4**% en 2013, contre **1,2**% en 2012). Ainsi, avec un taux de croissance de **3,3%** en 2013, l'économie mondiale a atteint son niveau le plus bas depuis le début de la crise financière en 2008.
En effet, après une croissance de **1,6**% en 2011, la zone Euro est rentrée en récession en 2012 (**-0,7**%). Cette décroissance s'est poursuivie en 2013 avec un taux de **-0,4%**. Selon les experts du FMI, il ne serait pas possible d'atteindre les indices de 2007 avant 2015 en raison du taux de chômage élevé dans cette zone ainsi que la faible croissance des exportations liée au reflux de capitaux observé dans les pays émergents.

Au niveau de l'UEMOA, la croissance de l'économie s'est établie à **6,5**% en 2013, contre **5,8**% en 2012 du fait de la normalisation de la situation socio-politique au Mali, des progrès réalisés dans la transition en Guinée-Bissau, des efforts déployés par les Etats membres en vue d'accroître les investissements dans les secteurs prioritaires et de la reprise économique en Côte d'Ivoire.

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, la relance économique amorcée en 2012 (**10,7**%, contre **-4,4**% en 2011), s'est consolidée au cours de l'année 2013 avec un taux de croissance économique de **9,2**%.

En effet, les projets inscrits au Programme d'Investissement Public (PIP) 2013-2015, (déclinaison triennale du Programme National de Développement), ont été bien exécutés au cours de l'année 2013 avec des investissements publics (notamment dans le secteur des BTP) d'un montant de **942,1** milliards FCFA, en hausse de **53,0%** par rapport à 2012.

Cette dynamique de la croissance économique constatée en 2013 a été possible grâce à des reformes opérées par le Gouvernement tant au niveau sociopolitique et sécuritaire qu'au niveau économique. Il s'agit, notamment, de l'amélioration du climat des affaires avec la mise en application du nouveau code des investissements, l'opérationnalisation du guichet unique de création des entreprises, la mise en place des tribunaux de commerce et la réduction des coûts fiscaux de création d'entreprise et d'accès à la propriété foncière. Ces réformes ont placé la Côte d'Ivoire parmi les (dix) 10 pays ayant fait le plus de progrès dans le monde, selon le rapport "Doing business 2014" de la Banque Mondiale.

En ce qui concerne le secteur parapublic ivoirien, plusieurs actions ont été menées dans le cadre du suivi des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique. Ce sont :

- l'amorce de la restructuration du portefeuille bancaire public ;
- la mise en place des Conseils d'Administration des sociétés d'Etat ;
- le renforcement des capacités des Administrateurs ;
- l'amélioration du processus de suivi des subventions.

Par ailleurs, en 2013, l'Etat a pris des mesures se rapportant au portefeuille des entreprises publiques ; à savoir :

- la dissolution en septembre 2013 de la société d'Etat ARECA au profit du Conseil Coton et de l'Anacarde (CCA) ;
- la transformation effective de la société d'Etat CGRAE en Institution de Prévoyance Sociale (IPS/CGRAE).

A ces mesures, s'ajoutent la mise en puissance de la société Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES), de l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radio électriques (AIGF) et de l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT).

Pour consolider ces acquis, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget envisage, au titre de l'exercice 2014, de développer les actions ci-dessous :

- la mise en œuvre du système d'informations et de gestion des entreprises publiques (SIGEP) ;
- le suivi de la politique d'endettement des entreprises publiques ;
- l'amélioration du taux de transmission des états financiers ;
- le renforcement du contrôle et du suivi budgétaire des entreprises publiques ;
- l'optimisation du suivi et du contrôle des conventions de concession ;
- l'amélioration du taux de passation des marchés des entreprises publiques ;
- le suivi des filiales des entreprises publiques.

Le présent rapport fait ressortir la situation économique et financière au 31 décembre 2013 des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique.

I. PRESENTATION DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT[1]

Au 31 décembre 2013, le Portefeuille de l'Etat compte quatre vingt trois (83) sociétés dont trente deux (32) sociétés d'Etat et cinquante et une (51) sociétés à participation financière publique. Ce nombre est identique à l'effectif des sociétés du portefeuille au 31 décembre 2012.

Tableau 1: Evolution du portefeuille de 2008 à 2013

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de SODE*	29	30	31	31	31	32
Nombre de SPFP**	52	52	53	52	52	51
Total	**81**	**82**	**84**	**83**	**83**	**83**

**SODE : société d'Etat*
***SPFP : société à participation financière publique*

Le montant total du capital social consolidé des entreprises publiques (SODE et SPFP) s'élève en 2013 à **452 512 490 121** FCFA, contre **402 645 450 121** FCFA en 2012. Ce montant est en hausse en raison de l'augmentation du capital social de certaines sociétés (CIPREL, Air Côte d'Ivoire, SN SUSOCO et CNCE). La quote-part de l'Etat dans ce capital s'élève à **254 279 917 243** FCFA, soit un niveau de participation moyen de **56,19%**, contre **57,21%** en 2012.

Cette participation financière publique se répartit comme suit :

- sociétés d'Etat : **155 098 372 581** FCFA ;
- sociétés à participation financière publique majoritaire : **42 161 481 040** FCFA ;
- sociétés à participation financière publique avec minorité de blocage : **31 636 200 000** FCFA ;
- sociétés à participation financière publique minoritaire : **25 383 863 622** FCFA.

La situation financière de sept (7) sociétés n'a pu être prise en compte dans le présent rapport.

Sociétés non prises en compte dans le Rapport 2013

La non production des états financiers par les sept (7) sociétés du portefeuille relève de situations diverses qui se résument comme suit :

- une (1) société, Société Cotonnière de Côte d'Ivoire (COTIVO), en redressement judiciaire ;
- trois (3) sociétés dont les états financiers sont en cours d'élaboration, à savoir, Société de Construction du Pont de Jacqueville (SOCOJAC), SILS TECHNOLOGY et YAOURE MINING ;
- trois (3) sociétés, en phase de démarrage de leurs activités : Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD), Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC (ANSUT) et Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences (AIGF).

La variation observée au niveau de la capitalisation du portefeuille de l'Etat s'explique également par :

- la cession à l'Etat de Côte d'Ivoire, des parts de l'actionnaire privé dans la société I2T ;
- la cession partielle des participations de l'Etat de Côte d'Ivoire dans la Société des Mines d'Ity (SMI).

I.1 Les Sociétés d'Etat

Le capital social des Sociétés d'Etat est entièrement détenu par l'Etat ou des personnes morales de droit public, conformément à l'article 2 de la Loi n° 97-519 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation des Sociétés d'Etat.

Le nombre de sociétés d'Etat est passé de trente et une (31) sociétés en 2012 à trente deux (32) sociétés en 2013 en raison de la sortie du portefeuille des sociétés ATCI et CGRAE et la création des sociétés ANSUT et AIGF. Par ailleurs, la société à participation financière publique majoritaire I2T a été transformée en société d'Etat suite à la cession des parts de l'actionnaire privé à l'Etat.

I.2 Les Sociétés à Participation Financière Publique

Les Sociétés à Participation Financière Publique (SPFP) sont régies par la Loi n° 97-520 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation desdites sociétés. En fonction du niveau de la participation financière publique, l'on distingue :

- les Sociétés à Participation Financière Publique majoritaire (*participation supérieure à 50% du capital social*), au nombre de seize (**16**), contre dix sept (**17**) en 2012 ;
- les Sociétés à Participation Financière Publique, avec minorité de blocage (*participation comprise entre 33,33% et 50% du capital social)* au nombre de neuf (**9**), contre huit (**8**) en 2012 ;

[1]Annexe 1 : Liste exhaustive des sociétés du portefeuille de l'Etat

- les Sociétés à Participation Financière Publique minoritaire (*participation inférieure à 33,33% du capital social)*, au nombre de vingt sept (**27**), contre vingt sept (**27**) en 2012.

A fin décembre 2013, le total de ces sociétés, dans lesquelles l'Etat détient directement ou indirectement des participations, s'élève à cinquante et un (**51**), contre cinquante deux (**52**) enregistrées en 2012.

I.3 Les Prises et les Cessions de Participations

Au cours de l'exercice 2013, certaines participations financières publiques ont enregistré des variations. Celles-ci ont porté sur les sociétés suivantes :

- I2T : initialement actionnaire majoritaire avec **65%** du capital social, l'Etat détient à ce jour, **100**% du capital social suite à la cession au francs symbolique, des parts de l'actionnaire privé. Toutefois, la mise en harmonie des statuts n'est pas encore effective ;
- SICOGI : les parts directs de l'Etat dans le capital social de la SICOGI sont passées de **79,72%** à **84,18%** ;
- SUCAF : la participation financière publique portée par la BNI est passée à **5%**, contre **21,23%** initialement.

I.4 Les Sociétés sorties du Portefeuille

Deux (2) sorties de société ont été enregistrées au niveau du portefeuille, au cours de l'exercice 2013. Il s'agit de :

- CGRAE : la société d'Etat CGRAE a été transformée en avril 2012, en une Institution de Prévoyance Sociale dénommée IPS/CGRAE ;
- ATCI : la la société d'Etat ATCI a été dissoute au profit de la création de l'AIGF et de l'ANSUT, par l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication.

Ces deux sociétés sont effectivement sorties du portefeuille en 2013.

I.5 Les Augmentations du Capital Social

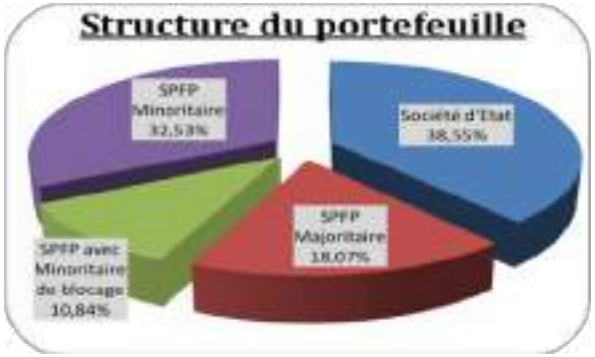
Quatre (4) sociétés du portefeuille de l'Etat ont procédé à l'augmentation de leur capital respectif au cours de l'exercice 2013. Ce sont :

- CIPREL : la société a procédé à une augmentation de son capital qui est passé de **9,2** milliards FCFA à **29,20** milliards FCFA ;
- Air Côte d'Ivoire : créée en remplacement de la Société Nouvelle Air Ivoire, la société Air Côte d'Ivoire a connu une variation de son capital social qui est passé de **2,5** milliards FCFA à **25** milliards FCFA. La participation financière de l'Etat est demeurée inchangée et se fixe à **65**% ;
- SN SOSUCO : le capital social de cette société est passé de **3,28** milliards FCFA en 2012 à **8,14** milliards FCFA en 2013, suite à une incorporation de compte courant actionnaire.
- CNCE : le capital social de cette société d'Etat est passé de **25** milliards FCFA en 2012 à **35** milliards FCFA en 2013, par conversion de la dette subordonnée de l'Etat évaluée à **4** milliards FCFA et de l'emprunt Etat évalué à **6** milliards FCFA.

I.6 Les Privatisations opérées sur la période 2012-2013

Au titre de l'exercice 2013, le comité de privatisation a démarré les travaux de cession des parts de l'Etat dans quinze (15) entreprises dont la liste a été arrêtée en Conseil des Ministres du 2 décembre 2013.

En termes de résultats, la privatisation de la SMI a été achevée début 2014 à travers la cession de **9,1%** et de **5%** des actions de l'Etat respectivement à la MANCHA PRECIOUS METAL SA et à la société KEYMAN INVESTMENT. Les recettes de cette privatisation s'élèvent à **7,2** milliards FCFA.



II. PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE EN 2013

II.1 Situation globale des résultats du portefeuille[2]

Le chiffre d'affaires global de l'exercice 2013 s'est établi à **3 758,18** milliards FCFA, contre **3 718,42** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **1,07%** favorisée par le volume des activités commerciales des entreprises publiques. Cette augmentation du chiffre d'affaires est tirée essentiellement par le secteur de l'énergie (**+57,81** milliards FCFA en 2013 par rapport à 2012), de la construction (**+47,91** milliards FCFA) et des transports (**+39,52** milliards FCFA). Ces bonnes performances ont été partiellement compensées par les difficultés rencontrées par le secteur bancaire (**-90,56** milliards FCFA en 2013 par rapport à 2012) et le secteur minier (**-21,04** milliards FCFA).

Au niveau des contributions individuelles, la SIR, CIE, PETROCI, VIVO ENERGY et Côte d'Ivoire Telecom ont réalisé les chiffres d'affaires les plus importants au 31 décembre 2013. Ces cinq (5) entreprises ont généré près de **68%** du chiffre d'affaires réalisé par les sociétés du portefeuille au cours de l'exercice 2013.

En ce qui concerne le résultat net global des entreprises du portefeuille de l'Etat, il s'est établi à un montant de **158,51** milliards FCFA au 31 décembre 2013, en baisse de **28,40%** par rapport à celui de l'exercice 2012 qui s'élevait à **221,37** milliards.

[2]Voir annexe 2 pour quelques indicateurs sur les performances globales du portefeuille

II.1.a) Situation par secteur d'activités

Ce résultat varie selon le secteur d'activité. Les résultats par secteur se présentent comme suit :

- **Secteur Agro-industrie** : **10,58** milliards FCFA contre, **12,40** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **1,82** milliard FCFA (**-14,68%**) ;
- **Secteur Energie** : **55,01**milliards FCFA, contre **72,80** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **17,19** milliards FCFA (**-24,44%**) ;
- **Secteur Mines** : **52,85** milliards FCFA, contre **87,30** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **34,45** milliards FCFA (**-39,46%**) ;
- **Secteur Transports** : **1,16** milliard FCFA, contre **21,02** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **19,86** milliards FCFA (**-94,48%**) ;
- **Secteur Construction et Habitat** : **1,72** milliard FCFA, contre **-2,46** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **4,18** milliards FCFA (**+169,92%**) ;
- **Secteur Banque et Finances** : **5,28** milliards FCFA, contre **3,73** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **1,55** milliard FCFA (**+41,57%**) ;
- **Secteur Communication et Etudes** : **25,54** milliards FCFA, contre **19,81** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **5,73** milliards FCFA (**+28,91%**) ;
- **Secteur Industrie** : **5,35** milliards FCFA, contre **5,58** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **0,22** milliard FCFA (**-3,96%**) ;
- **Secteur Tourisme et Hôtellerie** : **1,01** milliard FCFA, contre **1,19** milliard FCFA en 2012, soit une baisse de **0,18** milliard FCFA (**-15,44%**).

La diminution du résultat global du portefeuille en 2013 est, principalement, imputable aux secteurs «Mines», «Transport» et «Energie» qui ont enregistré des baisses significatives de leurs résultats nets. En effet, les résultats nets de ces secteurs sont passés respectivement de **87,30** milliards FCFA, **21,02** milliards FCFA et **72,80** milliards FCFA en 2012, à **52,85** milliards FCFA, **1,16** milliard FCFA et **55,01** milliards FCFA en 2013.

La contre-performance du secteur des Mines a été occasionnée par la baisse de la production, la chute des cours de l'or sur le marché international et la hausse du coût de production suite à la faible teneur du minerai extrait.

Ainsi, la Société LGL a réalisé la perte la plus importante de ce secteur, avec un déficit de **16,67** milliards FCFA en 2013, contre un bénéfice de **11,28** milliards FCFA enregistré en 2012. Pour les mêmes raisons, la société des mines de TONGON qui a contribué à hauteur de **90%** à la formation du résultat net du secteur des Mines en 2013, a enregistré une baisse de son résultat net qui est passé de **57,72** milliards FCFA en 2012 à **47,83** milliards FCFA en 2013, soit une baisse de **17,13%**.

Au niveau du secteur des Transports, le faible niveau du résultat est lié à la perte d'un montant de **20,61** milliards FCFA enregistrée par la compagnie Air Côte d'Ivoire du fait de la non limitation des droits de trafic de cinquième liberté pour certaines compagnies opérant vers Abidjan et du niveau important des coûts directs (location d'avions, assurances, maintenance et équipages) qui sont estimés à **18,6** milliards FCFA, soit **35%** des charges d'exploitation. A noter toutefois que 2013 a constitué le premier exercice complet pour Air Côte d'Ivoire.

Enfin, dans le secteur de l'Energie, la PETROCI a enregistré une baisse considérable de son résultat net qui est passé de **43,29**

milliards FCFA en 2012 à **28,84** milliards FCFA en 2013, soit une baisse de **33,39%** occasionnée par :

- la hausse de **15,60** milliards FCFA des dotations aux amortissements du fait des investissements réalisés pour le développement des blocs en production ;
- le déficit de **7,10** milliards FCFA de son résultat financier dû à une hausse de **47%** des intérêts sur emprunts et des pertes de change d'un montant de **1,9** milliard FCFA.

Tableau 2 : Répartition des résultats nets de l'exercice 2013 par secteur d'activités

Secteurs (millions FCFA)	Agro-industrie	Energie	Mines	Transports	Construction et Habitat	Banque et Finances	Communication et Etudes	Industrie	Tourisme et Hôtellerie	Total
Résultats positifs 2013	**13 742**	**55 009**	**69 526**	**21 901**	**2 300**	**22 903**	**26 756**	**5 766**	**2 085**	**219 988**
ratio(%)*	*6,25*	*25,01*	*31,6*	*9,96*	*1,05*	*10,41*	*12,16*	*2,62*	*0,95*	*100*
Résultats positifs 2012	**20 249**	**72 799**	**88 826**	**25 735**	**1 462**	**24 461**	**20 619**	**7 005**	**1 844**	**263 000**
ratio(%)*	*7,70*	*27,68*	*33,77*	*9,79*	*0,56*	*9,30*	*7,84*	*2,66*	*0,70*	*100*
Résultats négatifs 2013	**-3 158**	**0**	**-16 675**	**-20 740**	**-576**	**-17 621**	**-1 216**	**-412**	**-1 077**	**-61 475**
ratio(%)*	*5,14*	*0*	*27,12*	*33,74*	*0,94*	*28,66*	*1,98*	*0,67*	*1,75*	*100*
Résultats négatifs 2012	**-7 846**	**0**	**-1 525**	**-4 718**	**-3 923**	**-20 730**	**-807**	**-1 430**	**-652**	**-41 631**
ratio(%)*	*18,85*	*0*	*3,66*	*11,33*	*9,42*	*49,79*	*1,94*	*3,43*	*1,57*	*100*
Résultats nets 2013	**10 584**	**55 009**	**52 851**	**1 161**	**1 724**	**5 282**	**25 540**	**5 354**	**1 008**	**158 513**
ratio(%)*	*6,68*	*34,7*	*33,34*	*0,73*	*1,09*	*3,33*	*16,11*	*3,38*	*0,64*	*100*
Résultats nets 2012	**12 403**	**72 799**	**87 301**	**21 017**	**-2 461**	**3 731**	**19 812**	**5 575**	**1 192**	**221 369**
ratio(%)*	*5,60*	*32,89*	*39,44*	*9,49*	*-1,11*	*1,69*	*8,95*	*2,52*	*0,54*	*100*

**Pourcentage de contribution du secteur à la formation du résultat des sociétés du portefeuille*

Tableau 3 : Répartition des chiffres d'affaires de l'exercice 2013 par secteur d'activités

Secteurs (millions FCFA)	Agro-industrie	Energie	Mines	Transports	Construction et Habitat	Banque et Finances	Communication et Etudes	Industrie	Tourisme et Hôtellerie	Total
Chiffres d'affaires	**213 864**	**2 446 695**	**296 867**	**210 606**	**103 947**	**113 839**	**227 794**	**127 863**	**16 707**	**3 758 182**
ratio(%)*	*5,69*	*65,10*	*7,90*	*5,60*	*2,77*	*3,03*	*6,06*	*3,40*	*0,44*	*100*

**Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires total des sociétés du portefeuille*

SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL

Sur le marché des matières premières agricoles, l'année 2013 a été marquée, au plan international, par une baisse quasi-généralisée des cours.

En Côte d'Ivoire, l'activité dans le secteur agro-industriel a enregistré des évolutions contrastées. Ainsi, les productions de coton, de caoutchouc, de cacao et d'anacarde ont connu des hausses du fait des investissements réalisés pour l'amélioration de la qualité des semences, des subventions octroyées par l'Etat et l'Union Européenne, du meilleur encadrement des producteurs, de l'entrée en production de nouvelles exploitations, de l'accroissement des surfaces plantées et de l'amélioration de la demande des pays importateurs.

Par contre, les productions de café, de sucre, de bois, d'ananas et d'huile de palme ont chuté, en raison du vieillissement du verger de caféier, des problèmes climatiques, des entrées frauduleuses de sucre, de la raréfaction des essences, de la destruction des superficies et de la chute des prix aux producteurs.

Les entreprises du portefeuille de l'Etat opérant dans ce secteur ont, également, contribué à l'évolution observée au niveau national.

En effet, au niveau de la filière coton et anacarde, la CIDT et l'ARECA ont affiché une hausse de leurs chiffres d'affaires respectifs de **43,87%** et de **19,84%**.

Au niveau de la filière sucre, malgré le repli de la production au plan national, les entreprises du portefeuille de l'Etat (SUCRIVOIRE, SUCAF-CI et SN SOSUCO), ont enregistré une progression de **3,48%** de leurs chiffres d'affaires global. Celui-ci est passé de **115,16** milliards FCFA en 2012 à **119,16** milliards FCFA en 2013, en raison de la hausse de **6,83%** du prix de vente moyen du sucre.

Cette tendance a été constatée au niveau des autres entreprises du portefeuille, à l'exception de la TRCI dont le chiffre d'affaires a régressé de **23,31%** en raison de la baisse de la demande en caoutchouc naturel dans les principaux pays consommateurs. De même, au niveau de la filière palmier à huile, la société PALMAFRIQUE a vu son chiffre d'affaires décroître de **19,5%** pour atteindre **12,38** milliards FCFA lié à la baisse de la production et à la chute de **19,7%** du prix de vente moyen de l'huile de palme.

En définitive, le chiffre d'affaires global de ce secteur a régressé de **4,46%** pour se situer à **213,86** milliards FCFA en 2013, contre **223,85** milliards FCFA en 2012.

De même, le résultat net global du secteur a connu une baisse de **14,68%**, passant de **12,40** milliards FCFA en 2012 à **10,58** milliards FCFA en 2013. Ce niveau de résultat est imputable à la contre-performance des sociétés du secteur sucrier (SUCAF et SUCRIVOIRE) dont les résultats nets ont chuté de **6,3** milliards FCFA en 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 23 juillet 1997

Capital social : 24,5 milliards FCFA

Capitaux propres : 41,16 milliards FCFA

Part de l'Etat : 23%

Chiffre d'Affaires 2013 : 53,14 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 4,14 milliards FCFA

PCA : Alassane DOUMBIA

Directeur Général : CONQUET Jean Claude

Adm. Min Eco & Fin : YAO Madeleine

Adm. Min Agriculture : ASSANVO N'Guetta

SUCRIVOIRE est l'une des principales industries sucrières en activité en Côte d'Ivoire. Cette entreprise, contrôlée par le groupe ivoirien SIFCA, gère plus de 11 000 hectares de plantations industrielles. Dans sa politique de diversification agricole, elle s'est lancée dans la culture du teck, du Jatropha et des céréales.

En raison des problèmes climatiques et des pertes enregistrées dans les usines, la campagne 2012/2013 s'est achevée par une production de **90 900** tonnes de sucre, contre une production de **93 000** tonnes enregistrée en 2012, soit une baisse de **2,26%**. Toutefois, en raison des quantités de sucre importées et déstockées, **99 184** tonnes de sucre ont été vendues sur le marché local, contre **88 663** tonnes en 2012, soit une hausse de **11,87%**.

Le chiffre d'affaires de SUCRIVOIRE s'est établi à **53,14** milliards FCFA en 2013, contre **44,47** milliards FCFA en 2012, soit une progression de **19,50%**. Cette performance commerciale a été favorisée par le besoin croissant du marché ivoirien et les mesures prises par l'Etat pour lutter contre la fraude.

Cependant, l'augmentation de la masse salariale (**+710** millions FCFA) et des dotations aux amortissements (**+1,70** milliard FCFA) ont impacté cette performance qui s'est soldée par un résultat net bénéficiaire de **4,14** milliards FCFA en 2013, contre **5,56** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **25,54%**.

Malgré ce niveau de résultat, aucun dividende n'a été distribué par la société, conformément aux accords entre SUCRIVOIRE et les Institutions Financières qui financent son programme triennal d'investissement débuté en 2011 et qui s'élève à **37,8** milliards FCFA. En effet, ces accords précisent qu'aucune distribution de dividendes ne peut se faire durant les trois (3) années de différés. Le résultat net a, donc, été affecté au compte « report à nouveau ».

Quant aux impôts dus à l'Etat, au titre de l'exercice 2013, ils ont connu une baisse de **17,54%**, passant de **1,71** milliard FCFA en 2012 à **1,41** milliard FCFA en 2013 (dont **834,17** millions FCFA d'impôts et taxes et **575,91** millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, sur les trois (3) dernières années, SUCRIVOIRE présente une structure financière saine au regard de son ratio d'endettement[3]. En 2013, sa dette financière représente **43,63%** de ses capitaux propres.

Faits Marquants de SUCRIVOIRE 2013

Libération intégrale de la part souscrite de l'Etat lors de l'augmentation du capital de SUCRIVOIRE par la compensation avec ses dettes fiscales pour un montant de 1,9 milliard FCFA.

[3] Ce ratio apprécie la capacité d'endettement de l'entreprise et permet de vérifier que ses dettes ne sont pas trop importantes par rapport au montant des capitaux propres. La norme requise est comprise entre 30% et 65%.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 24 juillet 1997

Capital social : 21,20 milliards FCFA

Capitaux propres : 53,26 milliards FCFA

Part de l'Etat : 5%

Chiffre d'Affaires 2013 : 52,60 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 5,13 milliards FCFA

PCA : KOUAME Kra Joseph

Directeur Général : Jean Claude SCHMIDT

La Sucrerie Africaine Côte d'Ivoire (SUCAF-CI) est l'un des principaux acteurs de l'industrie sucrière en Côte d'Ivoire. Elle a été créée à la suite du programme de restructuration et de privatisation du secteur sucrier ivoirien. Cette société dispose de deux (2) sucreries situées dans le nord de la Côte d'Ivoire. La SUCAF-CI a pour objet, la production, la transformation et la commercialisation de la canne à sucre.

Durant le premier trimestre de l'exercice 2013, du fait des mouvements de grèves successifs, les productions de la SUCAF-CI se sont élevées à **91 472** tonnes, contre **106 097** tonnes prévues au budget. De même, la quantité de sucre commercialisée est passée de **110 000** tonnes en 2012 à **100 735** tonnes en 2013, soit une baisse de **8,43%**.

Le chiffre d'affaires de la SUCAF-CI a suivi cette tendance en affichant une baisse de **8,57%**, passant de **57,53** milliards FCFA en 2012 à **52,60** milliards FCFA en 2013.

Ce repli d'activités a occasionné la chute du résultat net de la société qui s'est établi à un bénéfice de **5,13** milliards FCFA en 2013, contre un bénéfice plus important de **10,01** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **48,75%**.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la société, ils sont passés de **4,75** milliards FCFA en 2012 à **1,95** milliard FCFA en 2013 (dont **882,45** millions FCFA d'impôts et taxes et **1,07** milliard FCFA d'impôts sur le résultat), soit une baisse de **58,95%**.

Enfin, les capitaux propres de la société sont positifs de **53,26** milliards FCFA au 31 décembre 2013. Le ratio d'endettement s'est situé à un faible niveau de **7,74%** en 2013.

Faits Marquants de la SUCAF CI 2013

- baisse de 8,43% de la quantité de sucre commercialisée en raison des mouvements de grève.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1998

Capital social : 8,14 milliards FCFA

Capitaux propres : 7,99 milliards FCFA

Part de l'Etat : 2,20%

Chiffre d'Affaires 2013 : 13,42 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 16,61 millions FCFA

PCA : El Hadj BARRO Djanguinaba

Directeur Général : Didier VANDENBON

Administrateur Etat CI : SAIN Oguié

La Nouvelle Société Sucrière de la Comoé (SN SOSUCO) est une société anonyme dont le siège social est situé à Banfora dans le sud-ouest du Burkina Faso. Elle a, essentiellement, pour objet la culture de la canne à sucre, la fabrication du sucre blond ou raffiné en granulé et en morceaux et la vente du sucre et de ses sous-produits.

Les difficultés de démarrage de la campagne 2012/2013 ont entraîné le report sur 2013 de la récolte de plusieurs parcelles. Ainsi, l'exercice 2013 a été marqué par une hausse de la superficie récoltée et par une augmentation de **15%** de la quantité de sucre produite.

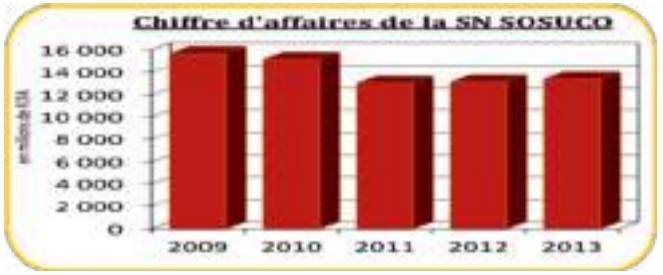
Cependant, les ventes ont chuté de **5,89%** en raison des importations frauduleuses de sucre qui ont inondé le marché burkinabé. Quant au volume d'alcool écoulé, il a progressé de **26,67%** du fait de la forte demande.

La variation du prix de vente moyen du sucre (+**6,83%**) et la stabilité du prix du litre d'alcool ont permis au chiffre d'affaires de la SN SOSUCO d'atteindre **13,42** milliards FCFA en 2013, contre **13,16** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une légère hausse de **1,98%**.

Ce regain d'activités combiné à la maîtrise des charges d'exploitation a contribué à améliorer le résultat net de la société qui s'est soldé par un bénéfice de **16,61** millions FCFA en 2013, contre un déficit de **901,6** millions FCFA enregistré en 2012.

Les capitaux propres de la société sont passés de **3,21** milliards FCFA en 2012 à **7,99** milliards FCFA en 2013, soit un bond de **148,91%** dû à ce niveau de performance ainsi qu'à l'augmentation du capital social de la société.

Par ailleurs, au 31 décembre 2013, la dette financière de la SN SOSUCO d'un montant de **6,75** milliards FCFA, représente **84,48%** de ses capitaux propres.



Faits Marquants de la SN SOSUCO 2013

- augmentation du capital social de la société de près de 150% ;
- nomination d'un nouveau Directeur Général ;
- mise en place d'une nouvelle équipe financière ;
- arrivée de responsables cultures et mécanisation, fabrication ; maintenance en plus des experts en charge de la chaufferie et des moulins ;
- instauration du projet d'entreprise de 2 000t/jour de cadence de broyage.

TROPICAL RUBBER COTE D'IVOIRE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : février 1995

Capital social : 2 milliards FCFA

Capitaux propres : 19,42 milliards FCFA

Part de l'Etat : 20%

Chiffre d'Affaires 2013 : 43,83 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 78,62 millions FCFA

Dividende net Etat 2013 : 170 millions FCFA

PDG : BILEY Joseph-Désiré

Adm. Min Eco & Finance : ASSI Achy Hervé

Tropical Rubber Côte d'Ivoire (TRCI) est une entreprise agro-industrielle exerçant dans la filière hévéîcole. Elle dispose de plantations d'hévéa et d'usines de traitement du caoutchouc naturel. TRCI se charge, également, de l'encadrement et de l'assistance technique des planteurs d'hévéa.

La période sous revue a été caractérisée par le renouvellement de l'outil de production qui a favorisé une baisse des pannes des machines et un accroissement de la production qui a atteint **3 563** tonnes en 2013, en hausse de **12,58%** par rapport à l'exercice 2012.

Quant à l'exportation de caoutchouc naturel de la TRCI, il s'est établi à **3 449** tonnes en 2013, contre **3 250** tonnes en 2012, soit une progression de **6,15%**.

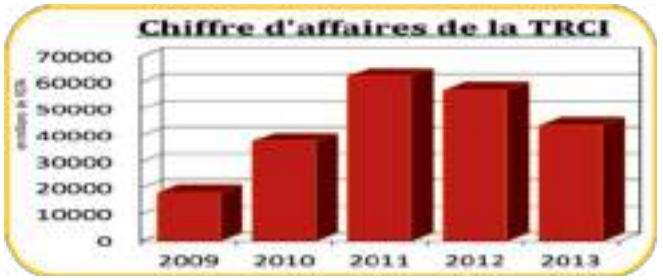
Malgré ce niveau des ventes, le chiffre d'affaires a enregistré un repli de **23,31%**, passant de **57,15** milliards FCFA en 2012 à **43,83** milliards FCFA en 2013 en raison de la baisse drastique du cours moyen de la tonne du caoutchouc naturel (**-22,19%**), conséquence de la réduction de la demande des pays développés et du ralentissement de la croissance en Chine.

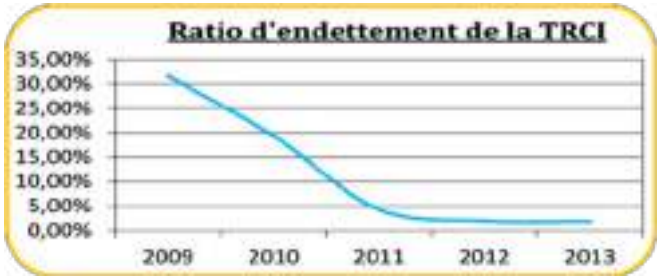
Ainsi, le résultat net, bien que bénéficiaire, a poursuivi sa tendance baissière en s'établissant à **78,62** millions FCFA en 2013, contre **1**,**61** milliard FCFA en 2012. Cette baisse de **95,12%** est liée à la régression du chiffre d'affaires et à la hausse de **23,48%** des charges du personnel, soit **514,70** millions FCFA.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2013, la société TRCI a bénéficié d'une subvention d'exploitation (hors Etat), d'un montant de **167,9** millions FCFA. Quant aux dividendes perçus par l'Etat, ils sont se élevés à **170** millions FCFA, identiques à ceux de l'exercice 2012.

Les impôts dus à l'Etat par la TRCI, se sont élevés à **2,42** milliards FCFA (**2,36** milliards d'impôts et taxes et **60,28** millions d'impôts BIC), contre **3,48** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **30,46%**.

Enfin, sur les trois (3) dernières années, la TRCI a faiblement recouru aux emprunts. En 2013, ses dettes financières ne représentaient que **1,75%** de ses capitaux propres ; la norme étant comprise entre **30%** et **65%**.





Faits Marquants de la TRCI 2013

- Décision de la Cours Suprême d'un retour à l'actionnariat initial suite au problème de gouvernance opposant les actionnaires.

Compagnie Ivoirienne pour de le Développement du Textile

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 20 juin 1974

Capital social : 7,2 milliards FCFA

Capitaux propres : 3,84 milliards FCFA

Part de l'Etat : 99,99%

Chiffre d'Affaires 2013 : 16,53 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 3,85 milliards FCFA

Subventions 2013 : 2,07 milliards FCFA

PCA : FANNY Ibrahima

Directeur Général : Dr. COULIBALY Mamadou

Adm. Min Agriculture : GNAMBA-YAO Guillaume

Adm. Min Eco&Fin : KOUA Assemien Paul

La Compagnie Ivoirienne pour de le Développement des Textiles (CIDT) est l'une des principales entreprises agro-industrielles exerçant dans la filière coton en Côte d'Ivoire. La CIDT est chargée de l'égrenage du coton graine qu'elle achète et de la commercialisation de la fibre et de la graine de coton produites. Par ailleurs, elle encadre et assiste des producteurs réunis au sein des organisations agricoles.

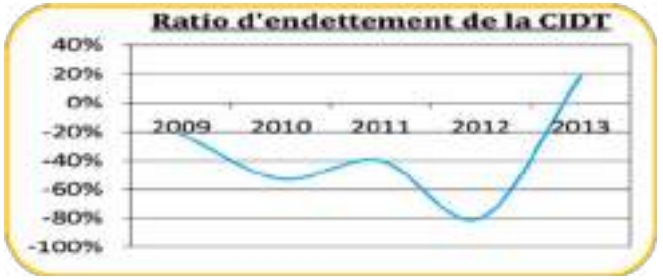
Au cours de l'exercice 2013, la production totale de coton traité a atteint **31 148** tonnes (dont **24 347** tonnes issues de la récolte des semis de l'année 2012 et **6 801** tonnes pour l'année 2013), contre **19 616** tonnes en 2012. La quantité de fibres obtenues à partir de cette production a été de **13 492** tonnes, contre **9 698** tonnes en 2012.

Quant au prix moyen de vente de la fibre, il est passé de **985** FCFA/kg en 2012 à **822** FCFA/kg en 2013. En dépit de cette baisse des cours, l'activité de la CIDT a maintenu son dynamisme à travers un chiffre d'affaires en forte progression (**+43,86%**) et qui a atteint un montant de **16,53** milliards FCFA en 2013, contre **11,49** milliards FCFA en 2012.

L'effet conjugué de ce regain d'activités et de l'appui considérable du Gouvernement, en termes d'abandon de créances et de reprise des dettes de la société envers la CNPS, a contribué à l'amélioration significative du résultat net de la CIDT qui est passé d'un bénéfice de **729,42** millions FCFA en 2012 à un excédent de **3,85** milliards FCFA en 2013.

Grâce à ce résultat net exceptionnel, l'équilibre financier de la CIDT s'est renforcé et ses capitaux propres sont devenus positifs pour la première fois depuis 2008, soit **3,84** milliards FCFA au 31 décembre 2013. En outre, ses dettes financières évaluées à **698,96** millions FCFA sont en baisse de **15,51%**.

En ce qui concerne, les impôts dus à l'Etat par la CIDT, ils se sont élevés à un montant de **388,59** millions FCFA en 2013, contre **334,3** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **16,24%**.



Faits Marquants de la CIDT 2013

- baisse du prix du coton fibre sur le marché international (822 FCFA/kg en 2013, contre 985 FCFA/kg en 2012) ;
- paiement tardif du coton graine de la campagne 2012/2013 ;
- sécheresse sur l'ensemble des zones pendant la période des semis ;
- qualité moyenne de la semence coton ;
- défection de certains fournisseurs d'intrants.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 16 septembre 2002

Capital social : 200 millions FCFA

Capitaux propres 2013 : -2,85 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 1,76 milliard FCFA

Résultat Net 2013 : -1,3 milliard FCFA

Subventions 2013 : 400 millions FCFA

PCA : BAMBA Mamadou

Directeur Général : SANOGO Malamine

Adm. Min Eco & Fin : Abdoulaye Lamine DEMBELE

Adm. Min de l'Agriculture : Idrissa TRAORE, OTCHONY née Ella Rita Awa COULIBALY

L'Autorité de Régulation du Coton et de l'Anacarde (ARECA) est une société d'Etat créée par décret n°2002-449 du 16 septembre 2002. Elle est chargée de la mise en place du cadre réglementaire et contractuel devant régir le fonctionnement des filières coton et anacarde.

Au cours de l'exercice 2013, les activités de la l'ARECA se sont déroulées dans un environnement propice. Ainsi, malgré la baisse (**-16,55%)** du prix du coton fibre sur le marché international, la production nationale de coton graine s'est accrue de **35,14**%, passant de **260 503** tonnes en 2012 à **352 038** tonnes en 2013.

Quant à la production de coton fibre, elle a atteint **152 706** tonnes en 2013, contre **114 621** tonnes en 2012.

En ce qui concerne l'anacarde, la production nationale de noix de cajou a progressé de **16,28%**, passant de **430 000** tonnes en 2012 à **500 000** tonnes en 2013.

Ces performances commerciales ont amélioré le chiffre d'affaires de l'ARECA qui s'est établi à **1,76** milliard FCFA en 2013, contre **1,47** milliard FCFA en 2012, soit une hausse de **19,73%**.

Toutefois, la non maîtrise de certains postes de charges, notamment, les services extérieurs qui ont atteint **1,38** milliard FCFA en 2013, a accentué le déficit du résultat d'exploitation de l'ARECA qui s'est établi à **1,14** milliard FCFA en 2013, contre un déficit de **555,35** millions FCFA en 2012.

Le résultat net qui en découle s'est soldé par un déficit de **1,3** milliard FCFA en 2013, contre un déficit de **691,73** millions FCFA enregistré en 2012.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la société, ils se sont élevés à **131,86** millions FCFA en 2013 (**0,635** million FCFA d'impôts et taxes et **131,23** millions FCFA d'impôts BIC), contre **121,81** millions FCFA en 2012.

L'analyse de la politique de financement de l'ARECA sur les trois (3) dernières années a révélé l'insuffisance des fonds propres de la société qui sont demeurés négatifs sur la période. Ainsi, pour financer ses activités, la société a eu recourt aux découverts bancaires, évalués à **362** millions FCFA au 31 décembre 2013, à **336** millions FCFA en 2012 et à **3** millions FCFA en 2011.

Faits Marquants de l'ARECA 2013

- baisse du prix de coton fibre sur le marché international ;
- recourt aux découverts bancaires ;
- capitaux propres négatifs de 2,85 milliards FCFA au 31 décembre 2013
- recours de plus en plus important aux découverts bancaires.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1996

Capital social : 5,71 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : -1,78 million FCFA

Part de l'Etat : 30%

Chiffre d'Affaires 2013 : 12,38 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : -1,43 milliard FCFA

PCA : KOFFI Koffi

Directeur Général : Thierry Davaille

Adm. Min AGRI : KOUASSI Kouamé Bernard

Adm. Min Eco & Fin : KABA Ibrahim

La société d'acquisition PALMAFRIQUE a été créée en 1996 suite à la cession des actifs de l'ex PALMINDUSTRIE à la Société Africaine de Financement et de Participation (SAFIPAR). Le capital actuel qui s'élève à un montant de **5,72** milliards FCFA est détenu à hauteur de **30%** par l'Etat de Côte d'Ivoire et **70%** par le groupe SAFIPAR.

L'environnement de cette société en 2013 a été marqué par une diminution de **4,9%** de la production nationale d'huile de palme qui s'est établie à **396 300** tonnes. La production de PALMAFRIQUE a suivi cette tendance en régressant de **1,60%** pour atteindre **27 440** tonnes, d'où sa position de 4eme producteur ivoirien d'huile de palme en 2013.

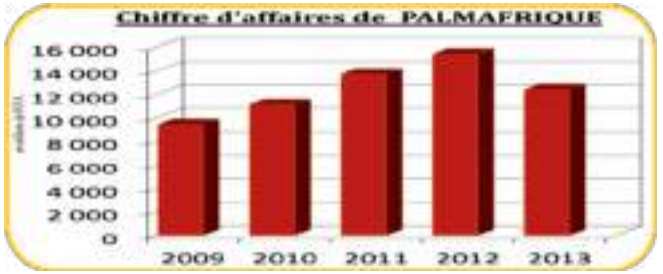
Le fléchissement de la production combiné à la chute de **19,7%** du prix de vente moyen de l'huile de palme sur le marché mondial, a contribué à la baisse de **19,51%** du chiffre d'affaires de la société qui s'est affiché à **12,38** milliards FCFA en 2013, contre **15,38** milliards FCFA en 2012.

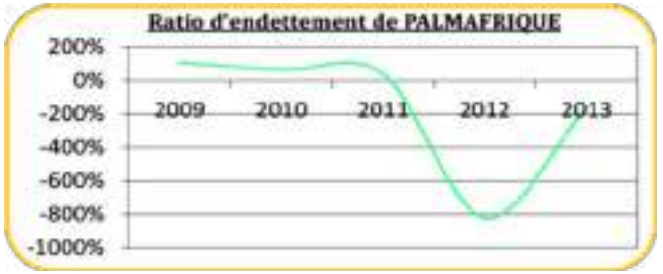
Par ailleurs, la hausse de certaines charges d'exploitation, notamment, les services extérieurs (**+726,93** millions FCFA) et les charges de personnel (**+308,63** millions FCFA), a dégradé davantage le résultat d'exploitation de la société qui est passé de **193** millions FCFA en 2012 à **-1,43** milliard FCFA en 2013.

Le résultat net qui en découle s'est soldé par un déficit pour la deuxième année consécutive. Il s'est fixé à **-1,43** milliard FCFA en 2013, contre **-6,25** milliards FCFA enregistré en 2012.

Au regard du niveau important des déficits enregistrés, les capitaux propres de PALMAFRIQUE sont devenus négatifs et ont atteint **-1,78** milliard FCFA en 2013.

En ce qui concerne les impôts dus par la société, au titre de l'exercice 2013, ils se sont élevés à un montant de **272,99** millions FCFA, contre **289,08** millions FCFA en 2012, soit une baisse de **5,57%**.





Faits Marquants de PALMAFRIQUE 2013

- blocage de tous les comptes bancaires de PALMAFRIQUE d'octobre 2012 à janvier 2013 ;
- perturbations de l'activité sur les sites (Eloka, Anguédédou, Dabou) ;
- remise en état des usines et renouvellement de certains équipements ;
- renouvellement partiel du verger par la replantation de 2500 ha de palmier à huile.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 13 février 1993

Capital social : 383,15 millions FCFA

Capitaux propres : 4,72 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 5,44 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 30,16 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 1,08 milliard FCFA

Directeur Général : Mamadou SANGARE

PCA : KONE Ousmane

Adm. Min Eco & Fin : Mme DIOMANDE Massanfi

Adm. Min. des eaux et forêts : SIRO KEH François

La Société de Développement des Forêts (SODEFOR) est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique environnementale du Gouvernement en matière d'enrichissement du patrimoine forestier national, du développement de la production forestière, de la valorisation des produits issus des forêts et de la sauvegarde des zones forestières.

Au cours de l'exercice 2013, les activités de la SODEFOR ont porté sur le renforcement des mesures de protection des forêts, le reboisement et la régénération de certaines parcelles. Ces activités ont été financées sur les ressources propres de la société. Ainsi, **3 815** ha de zones de forêts dégradées ont été reboisés et **841** ha de parcelles ont été régénérés après une coupe définitive.

Au 31 décembre 2013, le volume total de parcelles régénérées a été de **14 841** ha.

Au niveau commercial, le chiffre d'affaires de la SODEFOR a régressé de **44,43%** en passant de **9,79** milliards FCFA en 2012 à **5,44** milliards FCFA en 2013. Cette contre-performance a été induite par la chute des ventes des produits fabriqués et par la faible mobilisation des ressources liées aux produits accessoires (loyers de convention de partenariat).

Toutefois, le soutien constant de l'Etat à travers une subvention d'exploitation de **1,08** milliard FCFA en 2013 et les revenus issus des autres produits évalués à **2,87** milliards FCFA au 31 décembre 2013 ont permis à la SODEFOR de rentabiliser son exploitation qui est passée d'un déficit de **1,92** milliard FCFA en 2012 à un bénéfice de **262,41** millions FCFA en 2013.

Cependant, la perte exceptionnelle (HAO) de **215,68** millions FCFA subie par la société en 2013, a réduit ces performances financières. Ainsi, le résultat net de la SODEFOR s'est réduit de **51,09%** en affichant un bénéfice de **30,16** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice de **61,66** millions FCFA enregistré en 2012.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils sont passés d'un montant de **216,90** millions FCFA en 2012 à un montant de **114,33** millions FCFA en 2013 (**88,58** millions FCFA d'impôts et taxes et **25,75** millions d'impôts BIC), soit une baisse de **47,29%**.

Enfin, avec un ratio d'endettement de **184%** en 2013, la SODEFOR a un niveau d'endettement élevé.

Faits Marquants de la SODEFOR 2013

- faiblesse des appuis financiers extérieurs, insuffisance et indisponibilité de la trésorerie en temps réel ;
- indisponibilité des équipements du Projet japon du fait des procédures douanières ;
- non démarrage du projet C2D/AFD.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 29 septembre1993

Capital social : 500 millions FCFA

Capitaux propres : 2,15 milliards FCFA

Part de l'Etat : 35%

Chiffre d'Affaires 2013 : 5,09 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 487,90 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 9,64 milliards FCFA

Subvention d'investissement 2013 : 134,20 millions FCFA

PCA : KOUAME Brou

Directeur Général : Dr. SIDIKI CISSÉ

Adm. Min Eco & Fin : BAMABA N'Galadjo

Adm. Min de l'Agriculture : Mme CONDE Djénébou

L'ANADER est une société anonyme dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des Organisations Professionnelles Agricoles. A cet effet, elle conçoit et met en œuvre des outils appropriés et des programmes adaptés pour assurer un développement durable et maîtrisé.

En ce qui concerne les missions de l'ANADER, le climat de paix et de relance qui a prévalu durant la campagne agricole 2013 a permis à la société de mener plusieurs activités. Ce sont, entre autres, l'appui à la mise en œuvre de programmes (caféiculture et cacaoculture), l'amélioration de la qualité et de la productivité de l'anacarde et le développement de la riziculture.

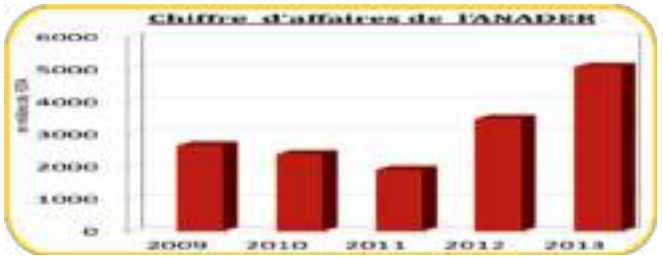
Ainsi, le chiffre d'affaires de l'ANADER a connu une hausse de **47,11%** en passant de **3,46** milliards FCFA en 2012 à **5,09** milliards FCFA en 2013.

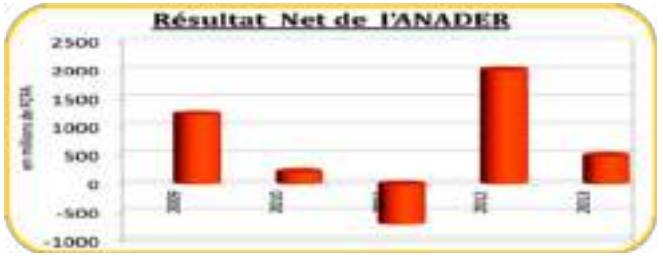
Par ailleurs, compte tenu de sa mission de service public, en 2013, l'ANADER a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **9,64** milliards FCFA, contre **8,76** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **10,05%**.

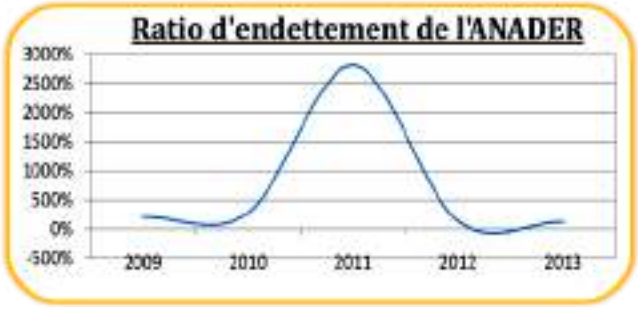
Le résultat net de la société en 2013 s'est soldé par un bénéfice de **487,90** millions FCFA, contre un bénéfice plus important de **2,01** milliards FCFA enregistré en 2012 du fait essentiellement d'une reprise de provisions pour un montant de **1,11** milliard FCFA.

En ce qui concerne les impôts dus, au titre de l'exercice 2013, ils se sont élevés à **441,05** millions FCFA **(**dont **411,05** millions FCFA d'impôts et taxes et **30** millions FCFA d'impôts sur le résultat), contre **501,97** millions FCFA en 2012.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de l'ANADER révèle un niveau d'endettement très risqué de la société. En 2013, le ratio d'endettement s'est fixé à **126,38%**, contre **136,05%** en 2012. La société cumule un niveau important de dettes à court terme, évalué à **8,73** milliards FCFA en 2013 dont **68,51%** de dettes sociales.







Faits Marquants de l'ANADER 2013

- démarrage de la construction des bureaux des Directions Régionales Nord, Centre-est et Ouest ;
- poursuite de la mise en œuvre des recommandations de l'audit organisationnel ;
- non libération de 16% du capital social de la société par certains actionnaires privés.

CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 22 avril 1998

Capital social : 500 millions FCFA

Capitaux propres : 5,06 milliards FCFA

Part de l'Etat : 40%

Chiffre d'Affaires 2013 : 9,54 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : -429,57 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 1,50 milliard FCFA

PCA : Dr YTE WONGBE

Directeur Général : Dr YO Tiémoko

Adm. Min Ensg Sup & Rche Sc : SIDIBE Valy

Adm. Min Eco & Fin : Colonel KOUADIO Marcelin

Le Centre National de Recherche Agronomique de Côte d'Ivoire (CNRA) a été créé en 1998 suite à la dissolution de l'Institut des Forêts (IDEFOR), de l'Institut des Savanes (IDESSA) et du Centre Ivoirien de recherche Technologique (CIRT).

Le CNRA a pour objet, l'accroissement durable de la production et de la productivité dans les domaines agricoles et agro-industriels par des recherches sur les productions végétales, animales, forestières et par l'adaptation des innovations technologiques en milieu rural.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2013, essentiellement constitué par la vente des produits issus de ses recherches, a connu une légère baisse de **2,55%**, passant de **9,79** milliards FCFA en 2012 à **9,54** milliards FCFA en 2013. De même, la subvention d'exploitation dont a bénéficié la société, a connu une baisse de **30,55%**, passant de **2,16** milliards FCFA en 2012 à **1,50** milliard FCFA en 2013.

Cette situation, combinée à la hausse de certains postes de charges dont le personnel (+**752,53** millions FCFA), soit **10,45%** et les services extérieurs (+**222,74** millions FCFA), soit **17,29%**, ont entrainé un déficit du résultat net qui s'est fixé à **-429,57** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice de **256,57** millions FCFA enregistré en 2012.

Par ailleurs, au titre de l'exercice 2013, les impôts dus à l'Etat par le CNRA se sont élevés à un montant de **144,43** millions FCFA, contre **262,66** millions FCFA en 2012, soit une baisse de **45,01%**.

Enfin, l'analyse de la structure de financement du CNRA révèle l'inexistence de dettes financières avec un ratio d'endettement qui s'est fixé à **0,20%** en 2013, contre **0,19%** en 2012. Quant aux fonds propres, ils sont en baisse de **8,17%** en se situant à **5,06** milliards FCFA en 2013, contre **5,51** milliards FCFA en 2012.

Faits Marquants du CNRA 2013

- baisse du résultat net de la société ;
- résultat net déficitaire pour la première fois depuis 2004.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 07 juin 1990

Capital social : 38 millions FCFA

Capitaux propres : 90,46 millions FCFA

Part de l'Etat : 31,58%

Chiffre d'affaires 2013 : 121,29 millions FCFA

Résultat net 2013 : 6,12 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 254,77 millions FCFA

PCA : BOSSE Boazou

Directeur Général : HAUSSAIN Noël Boka

Adm. Min Rssce Animale & Halieutique : BOSSE Boazou, COULIBALY Djiakariya

Adm. Min Eco & Fin : ASSUI Konan Anderson

La Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC) est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour mission la gestion de l'Abattoir de porc de Yopougon ainsi que le développement et la modernisation de la filière porcine en Côte d'Ivoire.

Au cours de l'exercice 2013, la société a enregistré un repli d'activités en dépit de la hausse de **11,45%** de son activité principale (l'abattage). En effet, le chiffre d'affaires de la SIVAC s'est établi à **121,29** millions FCFA en 2013, contre **158,41** millions FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **23,43**% imputable à la chute de plus **63%** de la production d'aliment du bétail.

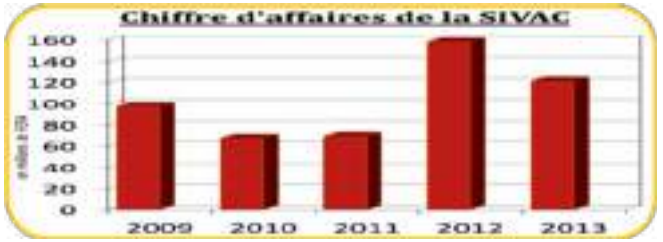
Toutefois, grâce à la réduction de **27,7%** des charges d'exploitation qui ont été ramenées à **395,87** millions FCFA en 2013, la société a amélioré sa performance. Ainsi, son résultat net est ressorti bénéficiaire pour la troisième année consécutive en passant de **2,69** millions FCFA en 2012 à **6,12** millions FCFA en 2013, soit une hausse de **127,51%**.

Par ailleurs, la subvention accordée par l'Etat pour couvrir le déficit de tarifs pratiqués, s'est élevé à un montant de **254,77** millions FCFA en 2013, contre **203,81** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **25**%.

Quant aux capitaux propres de la société, ils ont connu une hausse de **7,27%**, passant de **84,33** millions FCFA en 2012 à **90,46** millions FCFA en 2013.

Au titre des impôts dus à l'Etat par la SIVAC, ils sont passés de **11,03** millions FCFA au 31 décembre 2012 à **10,84** millions FCFA en 2013 (dont **7,19** millions FCFA d'impôts et taxes et **3,65** millions FCFA d'impôts sur le résultat), soit une légère baisse de **1,72%**.

Enfin, le ratio d'endettement de la SIVAC observé sur les trois (3) dernières années, traduit une politique d'endettement quasi inexistante. En 2013, ce ratio est de **2,21%**.



Faits Marauants de la SIVAC 2013

- formation de deux cadres à la COOPERL Arc Atlantique dans la production porcine ;
- affectation à la SIVAC par la COOPERL Arc Atlantique, d'un Volontaire International en Entreprise (VIE) pour assurer le développement du secteur productif de la filière porcine ;
- démarrage du programme d'amélioration génétique (PREFIPOR) ;
- construction et équipement de bureaux administratifs.

SECTEUR ÉNERGIE

Au niveau international, le marché des produits pétroliers est resté relativement stable. Le cours moyen du baril Brent s'est établi à $ 107,5 jusqu'au troisième trimestre 2013. Sur fond d'intensification des tensions géopolitiques au Moyen Orient, il a atteint, à fin août 2013, un niveau de $ 111,29 par baril, avant de connaître une baisse au cours du mois d'octobre avec la résolution partielle des tensions et l'augmentation de l'offre en provenance des Etats-Unis. Quant au cours du baril de pétrole WTI, sous les effets du regain de croissance de l'économie mondiale, il s'est apprécié de **27%** (75,7 $ en 2012 à 96,2 $ en 2013).

Au plan national, plusieurs contrats de partage de production ont été signés en 2013. En outre, les ventes de produits pétroliers se sont accrues de **4%** et celles du Groupement des Professionnels du Pétrole de **17,2%** en raison de la reprise économique. Cependant, en dépit de l'augmentation de la demande, la production nationale de pétrole a atteint péniblement les **30 000** barils par jour, contre **50 000** barils en 2011.

Concernant l'activité commerciale des sociétés opérant dans le secteur pétrolier, elle s'est légèrement améliorée (**+0,55%**) avec un chiffre d'affaires qui est passé de **2 029,49** milliards FCFA en 2012 à **2 040,76** milliards FCFA en 2013.

Quant au secteur électricité, sa production nette s'est établie à **7 515** GWh en 2013, contre **6 895** GWh en 2012. Cette hausse de la production (**+9%**), soutenue par le renforcement de la consommation en électricité (**+21,5%)** a permis aux sociétés exerçant dans ce secteur d'intensifier leur activité commerciale. Ainsi, le chiffre d'affaires de ces sociétés s'est établi à **405,7** milliards FCFA en 2013, contre **359,4** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **12,88%**.

En définitive, le chiffre d'affaires global réalisé par le secteur énergie a progressé de **2,42%**, passant de **2 388,89** milliards FCFA en 2012 à **2 446,69** milliards FCFA en 2013. Quant au résultat net, il a enregistré une baisse importante de **17,79** milliards FCFA pour se situer à **55,01** milliards FCFA en 2013, contre **72,8** milliards FCFA en 2012. Cette contre-performance financière du secteur est imputable à la PETROCI et la GESTOCI dont les résultats nets ont chuté respectivement de **14,45** milliards FCFA et **1,59** milliard FCFA en 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : AG constitutive du 03/10/1962

Capital social : 39 milliards FCFA

Capitaux propres : 7,02 milliards FCFA

Part de l'Etat : 47,28%

Chiffre d'Affaires 2013 : 1 527,46 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 384,52 millions FCFA

PCA : AKOSSI BENDJO

Directeur Général : CAMARA Thomas

Adm. Min Eco & Fin : Issa COULIBALY

Adm. Min du Pétrole et de l'Energie : Ibrahima DIABY

La Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) a été créée le 03 octobre 1962 par le Gouvernement ivoirien avec le concours de groupes pétroliers internationaux. Elle a pour mission d'assurer le raffinage du pétrole brut, l'approvisionnement de la Côte d'Ivoire et de certains pays de la sous-région en produits pétroliers.

Au cours de la période sous revue, la SIR s'est attelée à poursuivre la mise en œuvre des actions contenues dans son plan de redressement.

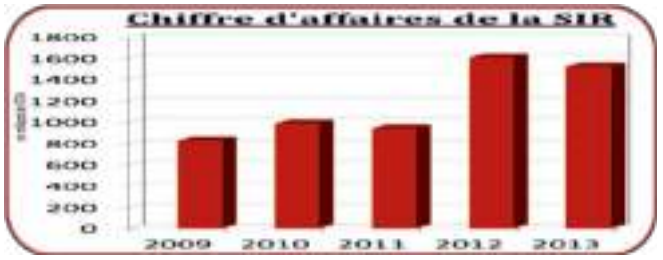
Au plan commercial, malgré la légère augmentation (**1%**) des ventes globales, le chiffre d'affaires de la SIR a régressé de **5,04%** en passant de **1 608,56** milliards FCFA en 2012 à **1 527,46** milliards FCFA en 2013. Cette chute du chiffre d'affaires est due à la réduction de **6,44%** des revenus liés aux ventes à l'export et de **3,15%** des revenus liés aux ventes locales, occasionnées par la baisse du cours moyen du pétrole brut et de la marge de raffinage export mer.

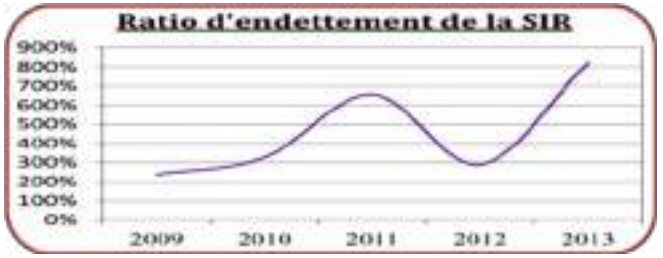
Le résultat d'exploitation de la SIR en 2013 s'est soldé par un déficit de **8,55** milliards FCFA, contre un excédent de **29,32** milliards FCFA réalisé en 2012.

Toutefois, les effets de cette contre-performance économique ont été contenus par l'excédent enregistré au niveau du résultat financier (**+8,97** milliards FCFA). Ainsi, le résultat net de la SIR a atteint **384,52** millions FCFA en 2013, contre **151,14** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **154,41%**.

Malgré ce niveau de résultat, la SIR reste confrontée à d'énormes difficultés de financement se traduisant par un niveau d'endettement risqué et une insuffisance des capitaux propres. En 2013, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **821,63%**. La norme requise étant comprise entre **30%** et **65%**. Le fonds de roulement de la SIR demeure négatif sur la période et la situation nette reste préoccupante avec des capitaux propres estimés à **7,02** milliards FCFA au 31 décembre 2013 (**18%** du capital social de la société).

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils sont passés de **5,76** milliards FCFA en 2012 à **7,50** milliards FCFA en 2013 (**7,46** milliards FCFA d'impôts et taxes et **35** millions FCFA d'impôt BIC).





Faits Marquants de la SIR 2013

- bonne performance de l'outil de production ;
- révision de la formule des prix Côte d'Ivoire au 1er avril 2013 ;
- baisse du cours du baril ;
- titrisation des créances sur l'Etat à hauteur de 100 milliards FCFA ;
- mise en place de plusieurs financements.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 14 septembre 1983

Capital social : 240 millions FCFA

Capitaux propres 2013 : 11,32 milliards FCFA

Part de l'Etat : 12,5%

Chiffre d'Affaires 2013 : 13,96 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 274,94 millions FCFA

PCA : Dr TAI Glahou Jean

Directeur Général : DOUMBIA Ibrahima

Adm. Min Eco & Fin : Colonel TOURE Idrissa

Adm. Min du Pétroles et de l'Energie : BIZIE LETO

Créée par décret n°83-1009 du 14 septembre 1983, la Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire **(GESTOCI)** est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour mission le stockage des produits pétroliers provenant de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) et destinés à la consommation locale et sous régionale.

En 2013, au plan international, les exportations et les opérations mer-terre-mer ont enregistré une baisse. Celles-ci sont passées, pour les produits blancs de **681 127** m^3 en 2012 à **651 466** m^3 en 2013 et pour les produits au poids de **30 117** tonnes métriques en 2012 à **25 418** tonnes métriques (TM) en 2013.

Toutefois, au plan national, la quantité totale des produits enlevés à partir des dépôts de la GESTOCI et mise à la consommation sur le marché a connu une hausse. Celle-ci est passée de **519 130** m^3 en 2012 à **720 318** m^3 en 2013 pour les produits blancs et de **52 355** TM en 2012 à **22 400** TM en 2013 pour les produits au poids. Ainsi, les activités de la GESTOCI (tous produits confondus) ont enregistré une hausse de **10,67%** sur la période 2012 à 2013.

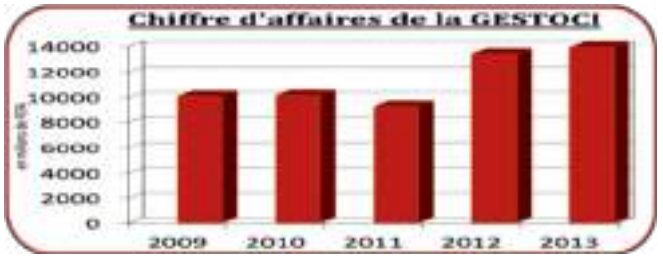
Le chiffre d'affaires de la société a, donc, connu une hausse en s'établissant à **13,96** milliards FCFA en 2013, contre un montant de **13,45** milliards FCFA en 2012, soit une progression de **3,79%**.

Par ailleurs, la hausse du poste autres charges (**+36,54%**) et la baisse de **31,42%** de la subvention d'exploitation, ont fait passer l'excédent brut d'exploitation d'un montant de **5,76** milliards FCFA en 2012 à un montant de **4,81** milliards FCFA en 2013.

En outre, le niveau élevé des dotations aux amortissements (**7,27** milliards FCFA) malgré la reprise de provisions de **3,48** milliards FCFA, a influencé le résultat net de la société qui est ressorti positif de **274,94** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice de **1,86** milliard FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **85,24%**.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la GESTOCI au titre de l'exercice 2013, ils ont atteint un montant de **1,58** milliard FCFA, contre **1,18** milliard FCFA en 2012, soit une hausse de **33,90%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la GESTOCI sur les trois (3) dernières années, révèle un niveau d'endettement élevé. En 2013, son ratio d'endettement s'est fixé à **118,80%**.



Faits Marquants de la GESTOCI 2013

- non ouverture du dépôt de Bouaké ;
- reprise des activités sur les différents marchés ;
- poursuite des différents projets de développement ;
- entrée en vigueur de la nouvelle structure des prix des produits pétroliers.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 21 octobre 1975

Capital social : 20 milliards FCFA

Capitaux propres : 175,31 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 266,48 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 28,84 milliards FCFA

Dividende Etat net 2013 : 12,75 milliards FCFA

PCA : GL François KONAN BANNY

Directeur Général : GNAGNI Daniel

Adm. Min de l'Ener et Pétr : Dr DIABY Ibrahima

Adm. Min Eco & Fin : CISSE Abdourahmane

La Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI) est une société d'Etat créée par décret n°75-744 du 21 octobre 1975. Sa mission est d'assurer d'une part, la recherche, l'exploration des gisements d'hydrocarbures et de toutes substances annexes et associées et d'autre part, d'assurer l'industrie, le transport, le stockage et la commercialisation de ces matières et de tous les produits et sous produits dérivés.

Au cours de l'exercice 2013, l'activité d'exploration et de production de la PETROCI a enregistré une progression de son chiffre d'affaires de **6,69%** grâce à la hausse de **4,65** millions de M BTU de la production de gaz naturel évaluée à **26,43** milliards FCFA. De même, l'activité des stations service a connu une hausse de **11,73%** (**4,68** milliards FCFA) en raison de la remise en service de cinq (5) stations et de la bonne performance des stations en gérance libre. Enfin, les revenus tirés de l'activité Trading se sont, également, accrus de **19,57** milliards FCFA.

Le chiffre d'affaires de la société qui en découle s'est établi à **266,48** milliards FCFA en 2013, contre **234,39** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **13,69%**.

Toutefois, les effets de cette performance commerciale ont été contrariés par la hausse de **38,70%** des dotations aux amortissements (**15,60** milliards FCFA) et le déficit enregistré au niveau du résultat financier (**-7,10** milliards FCFA). Ainsi, le résultat net de la PETROCI s'est soldé par un bénéfice de **28,84** milliards FCFA en 2013, contre un bénéfice plus important de **43,29** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **33,38%**.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la PETROCI, ils ont connu une hausse de **25,54%** en passant de **29,48** milliards FCFA en 2012 à **37,01** milliards FCFA en 2013.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la PETROCI sur les trois (3) dernières années, révèle un niveau d'endettement élevé avec un ratio qui est passé de **71,84%** en 2012 à **109,79%** en 2013 en raison des investissements importants réalisés sur les blocs CI-26 (**4,07** milliards FCFA) et CI-27 (**44,16** milliards FCFA).

Faits Marquants de la PETROCI 2013

- acquisition des sociétés AFREN-CI et Lion GPL ;
- participation aux investissements de développement du bloc CI-27 pour l'accroissement de la production du gaz ;
- réalisation de deux forages d'exploration (bloc CI-100 TOTAL et bloc CI-103 TULLOW) ;
- réalisation d'un forage de développement sur CI-27 (FOXTROT) ;
- réalisation de deux (2) forages d'évaluation (bloc CI-103 TULLOW et bloc CI-401 LUKOIL) ;
- prise en compte des revenus de Mingo-Kundji-bindi au Congo Brazzaville ;
- mise en exploitation de cinq (5) stations services endommagées en 2011.

SIFAL SOCIETE IVOIRIENNE DE FABRICATION DE LUBRIFIANTS

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1967

Capital social : 560 millions FCFA

Capitaux propres : 2,25 milliards FCFA

Part de l'Etat : 32,14%

Chiffre d'Affaires 2013 : 18,71 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 359,56 millions FCFA

PCA : CARREAU Alain

Directeur Général : KONAN Yahaut Franck

Créée en 1967 sous la forme d'une société anonyme, la Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiants (SIFAL) a pour objet, l'exploitation d'une usine de fabrication de lubrifiants ainsi que toutes autres activités connexes pouvant être exercées à partir de ses équipements, de son savoir faire ou de son fonds de commerce.

Au cours de l'exercice 2013, les résultats économiques et financiers de la SIFAL ont enregistré des baisses.

En effet, au 31 décembre 2013, le chiffre d'affaires de la société, essentiellement constitué de produits fabriqués, s'est élevé à un montant de **18,71** milliards FCFA en 2013, contre **21,95** milliards FCFA en 2012, soit une diminution de **14,76%**.

Ce repli d'activités a occasionné une baisse significative du résultat d'exploitation de la SIFAL qui a affiché un bénéfice de **826,79** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice de **1,72** milliard FCFA enregistré en 2012, soit une régression de **51,92%**.

Le résultat net qui se dégage, s'est soldé par un bénéfice de **359,56** millions FCFA en 2013, contre un résultat bénéficiaire de **1,17** milliard FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **69,27%**.

Quant aux capitaux propres de la société, ils ont connu une nette amélioration en s'établissant à **2,25** milliards FCFA en 2013, contre un montant de **1,89** milliard FCFA au titre de l'exercice 2012.

Concernant les impôts dus à l'Etat par la SIFAL, ils sont passés de **183,36** millions FCFA en 2012 à **247,75** millions FCFA en 2013 (dont **61,92** millions FCFA d'impôts et taxes et **185,82** millions FCFA d'impôts BIC), soit une hausse de **35,12%**.

Avec l'amélioration de ses capitaux propres, le niveau d'endettement de la SIFAL a baissé considérablement sur les trois (3) dernières années. Le ratio d'endettement s'est fixé à **14,93%** en 2013, contre **7,78%** en 2012.

Faits Marquants de SIFAL 2013

Baisse des résultats économiques et financiers de la société.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 2012

Capital social : 3,15 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : 16,55 milliards FCFA

Part de l'Etat : 5,02%

Chiffre d'Affaires 2013 : 214,35 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 3,04 milliards FCFA

PCA : DAINHNI Honoré

Directeur Général : YAO Franck Konan

Suite à la cession par la société The Shell Petroleum Company Limited de ses parts à un nouvel actionnaire, la société SHELL Côte d'Ivoire a pris la dénomination de VIVO Energy. Cette société a pour objet de commercialiser et d'industrialiser les carburants, lubrifiants, gaz, produits chimiques ainsi que tous autres produits pétroliers et dérivés du pétrole.

L'exercice 2013 de la société VIVO Energy CI a été marqué par un accroissement de **32,7%** des volumes de vente. Cela a été favorisé par l'extension du réseau de distribution, la croissance enregistrée sur le marché de l'Aviation et les travaux de construction d'infrastructures. Ainsi, la société a enregistré un chiffre d'affaires de **214,35** milliards FCFA en 2013, contre un montant de **151,14** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **41,82%**.

Cette performance commerciale a permis à la société de parvenir à un résultat d'exploitation de **5,11** milliards FCFA en 2013, contre **3,68** milliards FCFA en 2012, soit une progression de **38,86%**.

Le résultat net de la société a suivi cette tendance haussière en affichant un bénéfice de **3,04** milliards FCFA en 2013, contre **2,31** milliards FCFA enregistré en 2012. De même, les capitaux propres de la société sont passés de **14,26** milliards FCFA en 2012 à **16,55** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **16,06%**.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat en 2013, ils se sont établis à **2,23** milliards FCFA (dont **1,15** milliard d'impôts et taxes et **1,08** milliard FCFA d'impôts sur le résultat), contre **1,51** milliard FCFA en 2012, soit une hausse de **47,68%**.

Par ailleurs, l'analyse de la politique d'endettement de la société révèle une forte augmentation **(1308%)** des dettes financières qui ont atteint **11,54** milliards FCFA en 2013. Cette situation est liée au financement de la croissance du réseau des stations-services. Ainsi, le ratio d'endettement au 31 décembre 2013 s'est fixé à **69,73%**, au-dessus de la norme requise.

Faits Marquants de VIVO ENERGY CI 2013

- acquisition de deux réseaux de distribution, Royal Oil (10 stations-services) et Lubafrique (22 stations-services) confirmant sa position de leader sur le marché du réseau en Côte d'Ivoire ;
- progression de 6 points de part de marché ;
- valeur boursière de la société établie à 76 milliards FCFA en 2013, contre 34 milliards FCFA au 31 décembre 2012.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 20 juillet 1994

Capital social : 29,2 milliards FCFA

Capitaux propres : 46,11 milliards FCFA

Part de l'Etat : 14,7%

Chiffre d'Affaires 2013 : 31,52 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 13,82 milliards FCFA

Dividendes net Etat 2013 : 622,91 millions FCFA

PCA : Jean Jacques CASSAGNE

Directeur Général : N'GUESSAN Kouassi

Adm Min. Pétrole et de l'Energie : CISSE Sabati

La Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL), premier producteur indépendant d'électricité, a pour objet principal la production d'électricité. Celle-ci représente globalement 30% de l'énergie consommée en Côte d'Ivoire.

Les statistiques de production de 2013 ont révélé que la CIPREL a livré au réseau électrique 2 159 GWh, légèrement au dessus de l'engagement contractuel Take or Pay (TOP) de 2 154 GWh. Cette production a été atteinte grâce au maintien d'une bonne disponibilité globale moyenne de l'usine à hauteur de 85,6%. En 2013, l'énergie disponible s'est située à 2 403 GWh, soit 12% au-dessus du TOP.

En dépit du bon niveau de production, le chiffre d'affaires de la compagnie a chuté de **9,42%** en raison du changement de tarification. Le chiffre d'affaires s'est établi à **31,52** milliards FCFA en 2013, contre **34,8** milliards FCFA en 2012. Le résultat net a suivi cette tendance en passant de **15,61** milliards FCFA en 2012 à **13,82** milliards FCFA en 2013, soit une baisse de **11,47%**.

Malgré cette baisse du résultat net, la CIPREL a distribué un dividende global de **4,98** milliards FCFA en 2013, correspondant au **7,6** millions d'euros fixés par les bailleurs de fonds. Ainsi, l'Etat a bénéficié, au titre de l'exercice 2013, d'un dividende de **622,91** millions FCFA, contre un montant de **730,14** millions FCFA en 2012, soit une baisse de **14,69%**.

Quant aux impôts dus par la société à l'Etat, ils sont passés de **2,56** milliards FCFA en 2012 à **3,74** milliards FCFA en 2013 (**2,67** milliards FCFA d'impôts et taxes et **1,07** milliard FCFA d'impôts BIC), soit une hausse de **46,09%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la CIPREL révèle un niveau d'endettement élevé en raison des emprunts contractés pour la réalisation de la phase IV. Le ratio d'endettement en 2013 s'est fixé à **192%**, contre **321%** pour l'exercice 2012.

Faits Marquants de la CIPREL 2013

Phase A, construction de la TAG 10

- couplage sur le réseau de la machine et réception par l'Etat avec les essais de conformité (phase A) ;

Phase B, construction de la TAV1

- signature accord préalable avec KEPCO pour la réalisation des réservations des équipements principaux et des travaux préparatoire sur site ;
- signature Contrat de Conception-Construction clé en main de la TAV1 avec KEPCO ;
- signature du financement du projet CIPREL IV avec la SFI août ;
- augmentation du capital social de 20 milliards FCFA.

Compagnie Ivoirienne d'Electricité

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 24 août 1990
Capital social : 14 milliards FCFA
Capitaux propres : 25,11 milliards FCFA
Part de l'Etat : 15%
Filiales : GIE GS2E (**67%**) et SGA2E (**60%**)
Chiffre d'Affaires 2013 : 372,62 milliards FCFA
Résultat Net 2013 : 8,28 milliards FCFA
Dividendes net Etat 2013 : 1,12 milliard FCFA
PCA : DIARRA Ousmane
Directeur Général : KAKOU Dominique
Adm. Min. Pétrole et de l'Energie : TRAORE Amidou

La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire ivoirien. Cette société à participation financière publique minoritaire est liée à l'Etat de Côte d'Ivoire par une convention de concession de service public qui court jusqu'en 2020.

Au plan technique, les statistiques 2013 de la CIE affichent une hausse du temps moyen de coupure global du réseau de **3h25'** par rapport à l'année 2012. En outre, la production nette du système électrique interconnecté s'est accrue de **8,99%**, passant de **6 895** GWh en 2012 à **7 515** GWh en 2013. Quant à la consommation annuelle de gaz naturel, elle s'est établie à **6 5518** Mpc, en augmentation de **22,10**% par rapport à l'exercice 2012.

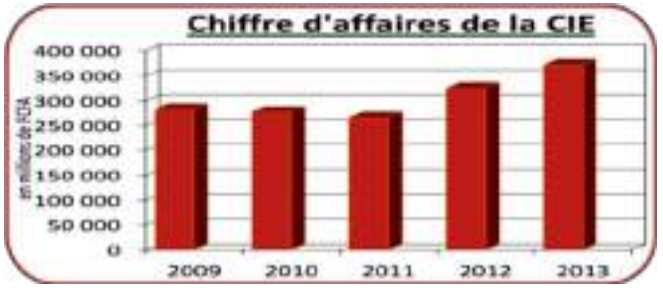
Au plan commercial, l'effet conjugué d'une augmentation de **13,6%** des ventes nationales d'énergie (hausse des consommations facturées et du prix moyen facturé) et d'une hausse de **43,9%** des ventes exports (hausse de la demande et du prix moyen), a agi favorablement sur le chiffre d'affaires de la Compagnie au cours de l'exercice 2013. Celui-ci s'est fixé à **372,62** milliards FCFA, contre **324,6** milliards FCFA réalisé en 2012, soit une progression de **14,79%**.

Ainsi, le résultat net s'est soldé par un bénéfice de **8,28** milliards en 2013, contre un bénéfice de **8,39** milliards FCFA en 2012, soit une légère baisse de **1,31%**. Le résultat net de l'exercice 2012 intégrait une plus-value de cession de titres SOGEVALOR de **1,24** milliard FCFA.

Au titre de l'exercice 2013, les dividendes perçus par l'Etat se sont chiffrés à **1,12** milliard FCFA, contre **1,13** milliard FCFA en 2012.

Par ailleurs, les impôts dus à l'Etat par la CIE, au titre de l'exercice 2013, se sont élevés à un montant de **7,26** milliards FCFA (dont **5,04** milliards d'impôts et taxes et **2,22** milliards d'impôts BIC), contre **6,57** milliards en 2012, soit une hausse de **10,50%**.

Enfin, à l'instar de l'ensemble du secteur de l'électricité, le niveau d'endettement de la société est très élevé. Celui-ci représente **1,54** fois ses capitaux propres en 2013.



Faits Marquants de la CIE 2013

- ratio de facturation porté à 80,4% en 2013 ;
- taux de recouvrement des factures en zones centre nord et ouest en nette progression.

Anaré
AUTORITE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE
Au cœur du développement harmonieux du secteur de l'électricité

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 16 décembre 1998

Capital social : 1,5 milliard FCFA

Capitaux propres : 1,71 milliard FCFA

Part de l'Etat : 100%

Résultat Net 2013 : nul

Subventions 2013 : 1,63 milliard FCFA

PCA : KONE Tiémoko

Directeur Général : EBAHINCHI Frédéric

Adm. Min Eco & Fin : AGKPO Jean André

Adm. Min du Pétrole et de l'énergie : YEO Klotioloma

L'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Électricité (ANARE) a pour mission d'assurer le suivi et le respect de la réglementation par les opérateurs, le contrôle des conventions de concession et licences passées et/ou signées avec les opérateurs, le conseil à l'État, l'arbitrage des conflits et la protection des droits des usagers.

En sa qualité d'autorité de régulation, l'ANARE n'est pas assignée à un impératif de chiffre d'affaires. Ces performances sont, donc, analysées au regard de la réalisation des missions qui lui sont confiées par l'Etat.

En ce qui concerne sa mission de règlement des litiges par arbitrage ou par médiation, sur **111** requêtes composant le portefeuille de saisine, **77** ont été résolues, soit une proportion de **61%**, contre un taux de **69%** en 2012.

Au titre de sa mission de protection des intérêts des consommateurs d'électricité, il a été noté une meilleure sensibilisation et information des consommateurs avec la réouverture du Point d'Accueil des Consommateurs d'Electricité (PACEL) et un triplement des appels et visites des consommateurs.

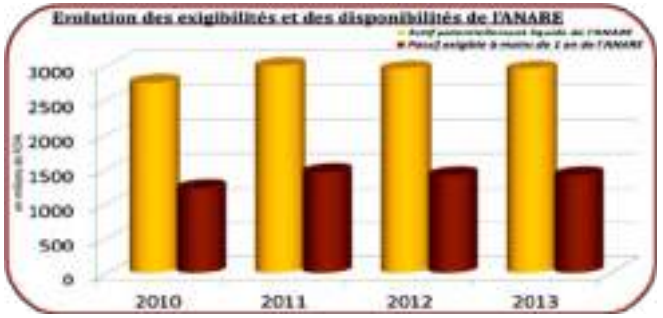
Enfin, dans son rôle de conseil et d'assistance à l'Etat, l'ANARE a mené différentes actions dont la participation à la rédaction d'un avis sur le projet d'avenant n°8 relatif à la révision du prix de base de la rémunération du concessionnaire, initié par la CIE et la rédaction d'une note sur la redevance RTI, collectée par la CIE.

Au titre de l'exercice 2013, l'Etat a octroyé à l'ANARE une subvention de **1,63** milliard FCFA pour le financement de ses activités. Cette subvention, en hausse de **9,39%** par rapport à 2012, est composée de **1,34** milliard FCFA de subvention d'exploitation, **227,42** millions FCFA de subvention d'investissements et de **63,67** millions FCFA de subvention d'équilibre.

Le soutien de l'Etat permet à l'ANARE d'équilibrer son exploitation et de parvenir à un résultat net nul en fin d'exercice.

En ce qui concerne les impôts dus, ils ont atteint, au titre de l'exercice 2013, un montant de **63,24** millions FCFA, contre **50,35** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **25,60%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de l'ANARE révèle que les dettes de la société sont, essentiellement, constituées de dettes à court terme, dont plus de **70%** de dettes fiscales (**1,03** milliard FCFA au 31 décembre 2013).



Faits Marquants de l'ANARE 2013

- difficultés rencontrées pour la réalisation de sa mission de contrôle de l'opérateur Aggreko et CIPREL. La convention signée entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'opérateur Aggreko désigne la CI-ENERGIES comme seule destinataire des documents contractuels.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 21 décembre 2011

Capital social : 20 milliards FCFA

Capitaux propres : 20 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 1,59 milliard FCFA

Résultat Net exercice : nul

Subventions d'exploitation 2013 : 5,32 milliards FCFA

PCA : Ibrahim CISSE

Directeur Général : Amidou TRAORE

Adm. Min Eco & Fin : SEA Hilaire

Adm. Min du Pétrole et de l'Energie : Sabati CISSE

La Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES) est une société d'Etat créée par décret n°2011-472 du 21 décembre 2011 à la faveur de la dissolution de la SOGEPE et de la SOPIE.

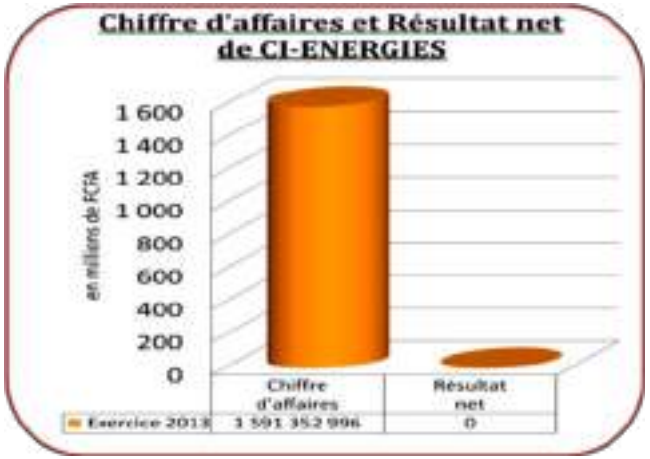
Cette société dont les activités ont démarré le 1er août 2012, a pour missions le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique, la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'Etat en tant qu'autorité concédante et le contrôle de l'équilibre financier du secteur de l'électricité.

Au plan technique, le bilan du secteur de l'électricité à fin 2013, dressé par CI-ENERGIES est caractérisé par une amélioration de **77,1%** du rendement du système électrique**,** soit une hausse de **3,4** points par rapport à 2012. Cette amélioration est due à l'effet conjugué des investissements réalisés dans la distribution, des efforts entrepris pour la lutte contre la fraude et de l'amélioration du taux de recouvrement des factures en zones ex-CNO. Au plan commercial, les recettes du secteur de l'électricité se sont établies à **391** milliards FCFA en 2013, contre **381,49** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **2,49%**. Les ventes nationales ont généré **78%** de ces recettes.

Quant aux charges d'exploitation du secteur, elles sont passées de **418,11** milliards FCFA en 2012 à **383,04** milliards FCFA en 2013, soit une baisse de **8,39%**. Le résultat d'exploitation a enregistré par conséquent, un excédent de **862** millions FCFA en 2013, contre une perte de **44,22** milliards FCFA subie en 2012.

En ce qui concerne la société CI-ENERGIES, son chiffre d'affaires s'est élevé à **1,59** milliard FCFA en 2013. Elle a bénéficié d'une subvention d'exploitation de l'Etat d'un montant de **5,32** milliards FCFA au 31 décembre 2013. Le résultat d'exploitation de l'exercice 2013 s'est soldé par un déficit de **17,11** millions FCFA. Le résultat financier positif de **17,11** millions FCFA a permis à la société de parvenir à un résultat net **nul** au 31 décembre 2013.

.



Faits Marquants de CI ENERGIES 2013

- augmentation de la quantité journalière disponible de gaz naturel du Bloc CI 27 de 140 MPCJ à 154 MPCJ, le 1er juillet 2013 ;
- pose de la première pierre de la construction du barrage de Soubré le 25 février 2013 ;
- début en octobre 2013, des travaux d'extension de la centrale d'AZITO pour la phase 3;
- mise en service de la centrale d'AGGREKO de 100 MW supplémentaires portant ainsi la puissance installée de cette centrale à 200 MW en juillet 2013.

SECTEUR MINES

En 2013, l'extraction minière a été caractérisée par un redressement de la production de l'or et du manganèse. L'extraction d'or a progressé de **18,6%** pour atteindre **15,52** tonnes à fin décembre 2013 grâce à la hausse de la production des mines d'or de Tongon (**+13,5%)** et d'Ity (**+78,8%**). De même, l'extraction de manganèse s'est accrue de **21,2%** pour se situer à **146 018,5** tonnes en raison de l'entrée en production de la mine de Lauzoua.

Toutefois, la chute de **15,2%** des cours de l'or sur le marché international a réduit les performances commerciales des sociétés opérant dans le secteur minier. Ainsi, le chiffre d'affaires de la mine de TONGON a baissé de **19,56** milliards FCFA pour se situer à **163,24** milliards FCFA en 2013, entrainant une baisse du chiffre d'affaires global des sociétés minières du portefeuille de l'Etat à hauteur de **6,62%**. Ce chiffre d'affaires s'est établi à **296,87** milliards FCFA en 2013, contre **317,90** milliards FCFA en 2012. Ainsi, le résultat net global desdites sociétés est ressorti en baisse de **39,46%**, passant de **87,30** milliards FCFA en 2012 à **52,85** milliards FCFA en 2013. Cette situation est imputable au déficit de **16,67** milliards FCFA enregistré par la société LGL ainsi qu'au recul de **9,89** milliards FCFA du résultat net de la mine de TONGON.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 03 avril 1962
Capital social : 600 millions FCFA
Capitaux propres : 4,55 milliards FCFA
Part de l'Etat : 100%
Chiffre d'Affaires 2013 : 293,36 millions FCFA
Résultat Net 2013 : -8,34 millions FCFA
Subventions d'investissement : 465,68 millions FCFA
PCA : OUFFOUE Honoré
Directeur Général : KOUAME Kadjo Faustin
Adm. Min du Pétrôle & Energie : DIABATE Abdramane
Adm. Min Eco & Fin : OUATTARA Bouraima

Créée par décret n°62-91 du 03 avril 1962, la SODEMI est une société d'Etat dont le capital social d'un montant de 600 millions FCFA est entièrement détenu par l'Etat de Côte d'Ivoire. Elle a pour mission de promouvoir la recherche et l'exploitation des substances minérales naturelles utiles, à l'exception des hydrocarbures, d'étudier avec d'autres organismes publics et parapublics ou privés spécialisés, les problèmes inhérents à la quête minière.

Tout comme en 2012, la SODEMI a réalisé, au titre de l'exercice 2013, des travaux d'exploration et de production aussi bien seule qu'avec ses partenaires. Au niveau des activités d'exploration en propre, l'exécution des travaux sur le terrain n'a pu être relancée en raison des délais pour l'attribution des nouveaux permis de recherche. Quant aux activités d'exploration en partenariat, elles ont abouti à des résultats encourageants.

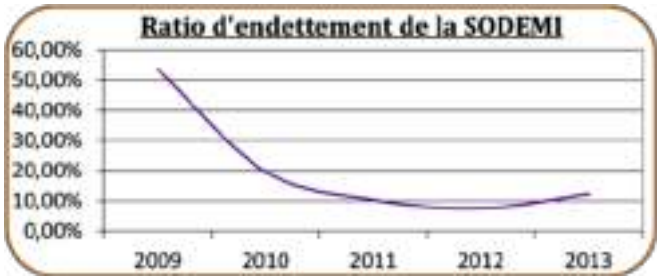
En ce qui concerne les activités de production, elles se sont à nouveau axées sur les entreprises SMI et CML ainsi que sur les prestations de services effectuées par la société FOREMI. En effet, au titre de l'exercice 2013, la SMI a réalisé une production totale de **2,55** tonnes d'or sur une prévision de **2,12** tonnes. La société CML a achevé la construction de sa mine et démarré sa production. Ainsi, une production de **166,25** tonnes de produits marchands a été réalisée.

Au 31 décembre 2013, le chiffre d'affaires de la SODEMI s'est accru de **9,02%** en s'établissant à **293,36** millions FCFA, contre **269,09** millions FCFA en 2012. Cependant, la baisse des produits d'exploitation de **1,08** milliard FCFA a accentué le déficit d'exploitation qui s'est établi à **-4,15** milliards FCFA en 2013, contre **-2,30** milliards FCFA en 2012.

Ainsi, malgré le produit de ses prises de participations (**3,28** milliards FCFA) et les reprises de provisions d'un montant de **1,03** milliard FCFA (dues à la régularisation de la liquidation de la SOMIAF), le résultat net de la SODEMI est ressorti déficitaire pour la première fois depuis 2010. Celui-ci est passé de **497,77** millions FCFA en 2012 à **-8,34** millions FCFA en 2013.

Cette contre-performance enregistrée en 2013, n'a pas permis la distribution de dividendes, contrairement à l'exercice 2012. Par ailleurs, la perte constatée sur les créances liées à la participation SOMIAF a dégradé la capacité d'autofinancement globale de la SODEMI (**-447** millions FCFA).

Quant aux impôts dus à l'Etat par la SODEMI, ils ont connu une hausse de **43,30%**, atteignant un montant **645,18** millions FCFA en 2013, contre **450,22** millions FCFA en 2012 en raison de la prise en compte du redressement fiscal de la période 1996.



Faits Marquants de la SODEMI 2013

- régularisation de la liquidation de la société SOMIAF ;
- indicateurs d'exploitation structurellement déficitaires ;
- résultat net déficitaire ;
- départ de dix agents de la SODEMI pour la CML ;
- baisse des cours de matières premières minérales ;
- cession partielle des parts de la SODEMI dans le capital de la SMI.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : Loi du 12 octobre 1998

Capital social : 100 millions FCFA

Capitaux propres : 511,98 millions FCFA

Part de l'Etat : 49%

Chiffre d'Affaires 2013 : 5,91 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 337,45 millions FCFA

PCA : Jean Pierre CHARMENSAT

Directeur Général : Henri TESTOT-FERRY

Adm. Min des mines et de l'industrie : Abdramane DIABATE

La Société de Forage Minier (FOREMI) est une société anonyme née de la volonté de la SODEMI de renforcer son expertise dans les forages. Son capital social se reparti entre la SODEMI et la société française FORACO.

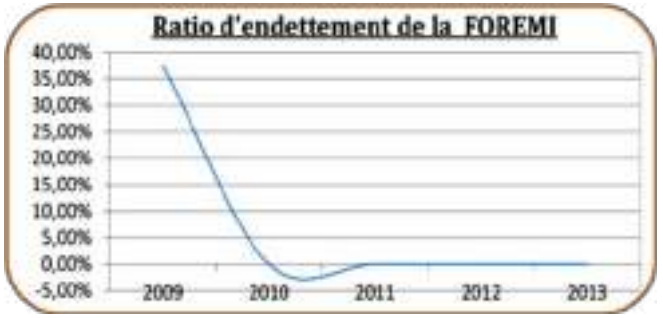
Au cours de l'exercice 2013, la FOREMI a poursuivi ses travaux de prestation en forage minier en Côte d'Ivoire et au Burkina-Faso. Elle a réalisé un total linéaire foré de 6146 mètres, inférieur aux prévisions en raison de la baisse de l'activité d'exploration minière au Burkina-Faso.

Le chiffre d'affaires de la FOREMI est, donc, passé de **6,53** milliards FCFA en 2012 à **5,91** milliards FCFA en 2013, soit une baisse de **9,49%**.

Suivant cette tendance, le résultat net de la société a enregistré une baisse de **14,59%**, passant de **395,11** millions FCFA en 2012 à **337,45** millions FCFA en 2013. Malgré cette baisse du résultat en 2013, la FOREMI a pu distribuer des dividendes d'une valeur totale de **83,59** millions FCFA dont **40,96** millions FCFA à la SODEMI.

En ce qui concerne les impôts dus par la société FOREMI à l'Etat, ils ont connu une baisse de **11,37%** en passant de **145,67** millions FCFA en 2012 à **129,10** millions FCFA en 2013 (**16,12** millions FCFA d'impôts et taxes et **112,98** millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la FOREMI sur les trois (3) dernières années, révèle que la société se finance à travers ses ressources propres et les crédits fournisseurs dont le montant est passé de **1,0**2 milliard FCFA en 2012 à **1,37** milliard FCFA en 2013, soit une hausse de **34,31%**.



Faits Marquants de la société FOREMI 2013

Distribution de dividende au titre de l'exercice 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 04 février 2009

Capital social : 10 millions FCFA

Capitaux propres : 71,94 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2013 : 163,24 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 47,83 milliards FCFA

PCA : Philippe LETARD

Directeur Général : Mark BRISTOW

Adm. Min Eco & Fin : KOFFI N'Dri

La Société TONGON SA est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour objet d'assurer l'exploitation des gisements dont elle bénéficie de droits d'exploitation. Elle a, également, en charge la commercialisation des substances minérales, conformément aux permis d'exploitation délivrés par l'Etat de Côte d'Ivoire.

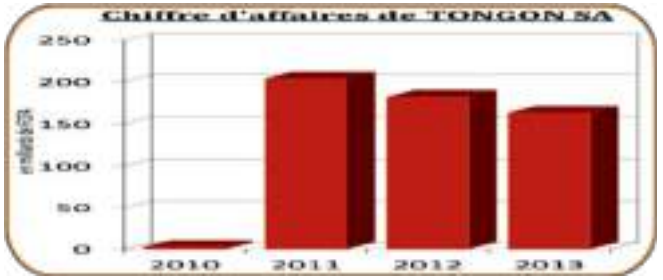
Au cours de l'exercice 2013, la production d'or de la société TONGON SA a été de **6,62** tonnes, contre **5,97** tonnes en 2012. Ainsi, la quantité d'or vendue a connu une hausse de **12,3%** en se fixant à **6,70** onces au 31 décembre 2013.

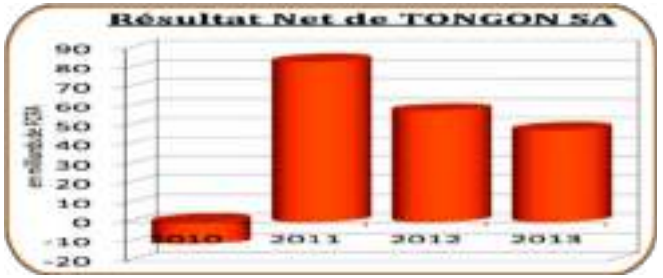
Toutefois, le chiffre d'affaires de la société est passé de **182,80** milliards FCFA en 2012 à **163,24** milliards FCFA en 2013, soit une baisse de **10,70%** (**-19,59** milliards FCFA), occasionnée par la chute du prix de l'once d'or qui est passé de **1 672** US$/oz en 2012 à **1 394** US$/oz en 2013.

Par ailleurs, les effets de cette contre-performance commerciale et de la hausse de certains postes de charges (services extérieurs, dotations aux amortissements…) ont été atténués par l'amélioration de **19,31** milliards FCFA du résultat financier. Ainsi, le résultat net de la société s'est établi à **47,83** milliards FCFA en 2013, contre **57,72** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **17,13%**.

En ce qui concerne les impôts dus par la société TONGON SA à l'Etat, ils ont connu une baisse de **33,90%** en passant de **8,82** milliards FCFA en 2012 à **5,83** milliards FCFA en 2013.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la société TONGON SA sur les trois (3) dernières années, révèle un bon niveau d'endettement. Par ailleurs, le ratio de liquidité est passé de **92,54%** en 2012 à **32,98%** en 2013.





Faits Marquants de TONGON 2013

- exonération temporaire d'impôts sur le bénéfice ;
- chute du prix de l'once (1 394 USD/oz en 2013, contre 1 672 USD/oz en 2012).

FICHE TECHNIQUE

Date d'entrée en exploitation : 2013

Date de création : 18 juin 2010

Capital social : 600 millions FCFA

Capitaux propres : 799,22 millions FCFA

Part de l'Etat : 61%

Chiffre d'Affaires 2013 : 8,22 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 980,34 millions FCFA

Président Directeur Général : YANG Leshun

Adm. Min Eco & Fin : OUATTARA Bouraima

Adm. Min Industrie et Mine. : DAOUDA Ya Bertin ; COULIBALYIbrahima

La Compagnie Minière du Littoral (CML) a concentré en 2012 ses activités sur les travaux de construction de l'usine de traitement et les études relatives à la mise en œuvre de la stratégie de production.

Ainsi, l'exercice 2013 a été caractérisé par l'achèvement de la construction de la mine et le démarrage de la production. En outre, les différents travaux d'ajustements ont été effectués. La mine sera, donc, en pleine activité en 2014.

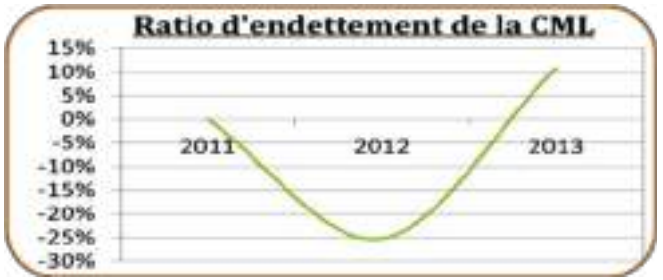
Au cours de cette première année d'activité, la CML a enregistré une production de **166,25** tonnes de produits marchands (lumps+fine) pour un coût de revient moyen de **37 147** FCFA la tonne.

Ce niveau de production a généré un chiffre d'affaires de **8,22** milliards de FCFA en 2013 et le résultat d'exploitation est ressorti à **992,77** millions FCFA en 2013, contre **-563,79** millions FCFA en 2012.

Le résultat net de la société s'est soldé en 2013 par un bénéfice de **980,34** millions FCFA, contre un déficit de **572,11** millions FCFA enregistré en 2012.

Ce niveau de résultat a accru les fonds propres de la société qui sont passés de **-181,13** millions FCFA en 2012 à **799,22** millions FCFA en 2013. Par ailleurs, le ratio d'endettement de la CML s'est fixé à **10,87%** en 2013 du fait de la rareté des ressources sur le marché international, pour le financement des projets miniers. En conséquence, le financement de la société a été axé sur les dettes à court terme évaluées à **8,21** milliards FCFA au 31 décembre 2013 dont **6,52** milliards FCFA en provenance des associés et groupe.

Enfin, les impôts dus à l'Etat par la CML se sont établis à **348,92** millions FCFA en 2013, contre **23,18** millions FCFA en 2012 dû à l'accroissement de l'activité en 2013.



Faits Marquants de la CML 2013

- achèvement de la construction de la mine et démarrage de la production ;
- capitaux propres positifs de 799,22 millions FCFA au 31 décembre en 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 18 octobre 2007

Capital social : 90 millions FCFA

Capitaux propres : 21,70 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2013 : 61,87 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : -16,67 milliards FCFA

Président Directeur Général : NEIL WHITAKER

Adm. Min Eco & Fin : Clémentine DIBY née KILIMO

Adm. Min Industrie et Mine. : DIABATE Aboudramane

La société Lihir Gold Limited (LGL), membre du groupe Newcrest Minig Limited, a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux tels que les gisements d'or et les substances associées.

Au cours de l'exercice 2013, les activités de la société LGL se sont déroulées dans un contexte marqué, au plan international, par la chute de **30%** du cours de l'or et au plan national, par des réformes importantes ayant débouché sur l'adoption d'un nouveau code minier et d'une nouvelle ordonnance sur la fiscalité minière.

Par ailleurs, la production d'or en 2013 a baissé de **2,67%** pour atteindre **86 996** onces. De même, le prix de vente moyen a chuté de **14,64 %** pour se fixer à **1 418,06** USD.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **61,87** milliards FCFA en 2013, contre **71,74** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **13,76%**.

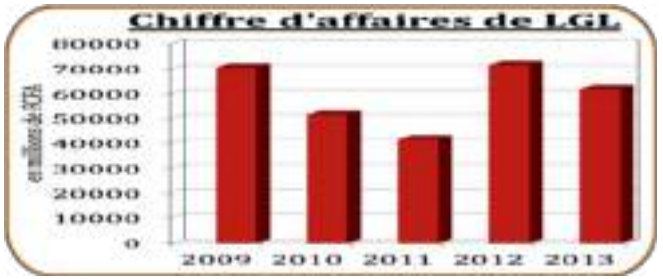
Par ailleurs, la faible teneur du minerai extrait et le niveau de production d'or ont occasionné des coûts de production élevés. Ainsi, la valeur ajoutée est passée de **44,07** milliards FCFA en 2012 à **882,78** millions FCFA en 2013.

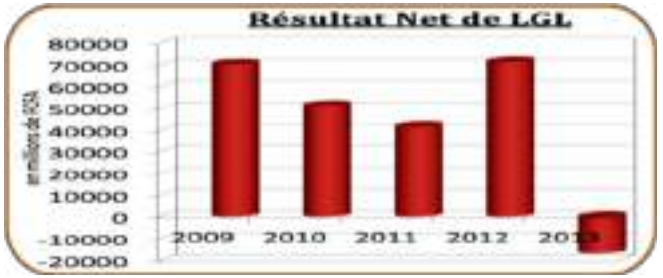
Le résultat net qui en découle, s'est soldé par un déficit de **16,67** milliards FCFA en 2013, contre un bénéfice de **11,28** milliards FCFA enregistré en 2012 dû au déficit de **7,59** milliards FCFA de son résultat financier.

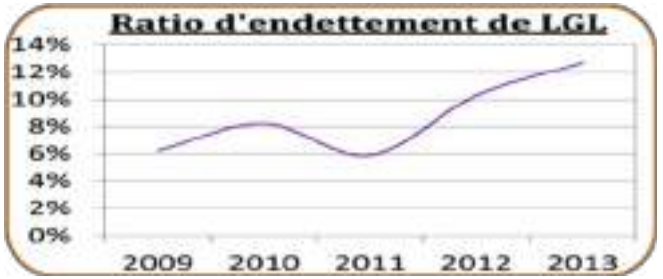
Ce niveau de résultat a occasionné une baisse de **47,41%** des capitaux propres qui sont passés de **41,26** milliards FCFA en 2012 à **21,70** milliards FCFA en 2013.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils se sont élevés à **5,26** milliards FCFA en 2013, contre **5,34** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **1,50%**.

Enfin, l'analyse de la structure de financement de la société LGL sur les trois (3) dernières années, révèle une quasi inexistence des dettes à long terme. Le ratio d'endettement étant de **12,70%** en 2013. La société finance, donc, ses activités à travers les prêts octroyés par les associés et qui représentent **85,78%** de ses dettes à court terme évaluées à **134,60** milliards FCFA au 31 décembre 2013.







Faits Marquants de LGL 2013

- adoption du nouveau code minier ;
- chute de 30% du cours de l'or sur le marché mondial ;
- résultat net déficitaire de 16,67 milliards FCFA ;
- baisse de 47,41% des capitaux propres.

SOCIETE DES MINES D'ITY S.M.I.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1er juin 1983

Capital social : 600 millions FCFA

Capitaux propres : 19,49 milliards FCFA

Part de l'Etat : 40%

Chiffre d'Affaires 2013 :57,33 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 20,38 milliards FCFA

Dividende net Etat 2013 : 204 millions FCFA

PCA: KONE Abdoulaye

Directeur Général : YAI Daniel

Adm. Min Eco & Fin: BAMBA Seydou

Adm. Min Pétrole& Energie : GUETAT Ehouman Noël et KESSE Gbongue

La Société des Mines d'Ity (SMI) a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des Métaux et substances associées.

En 2013, l'activité de production s'est intensifiée avec plusieurs innovations et des efforts pour découvrir de nouvelles ressources minières. Ainsi, le volume manipulé extrait de la mine a atteint 2,94 millions m^3, contre 2,33 millions m^3 en 2012. La production de minerais a, donc, connu une hausse de **38%** en passant de **530 114** tonnes en 2012 à **706 192** tonnes en 2013. De même, la production d'or s'est fixée à **2 552** kg en 2013, contre **1 686** kg en 2012, soit une hausse de **51,36%**.

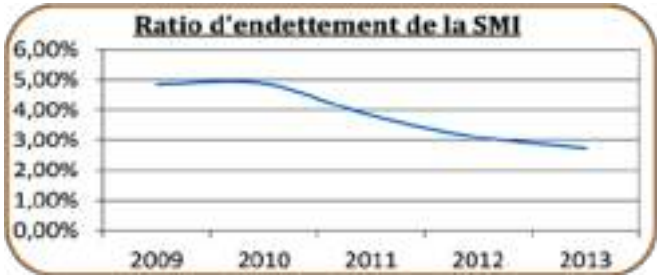
Cependant, sur le marché mondial, le cours de l'or en 2013 s'est sensiblement dégradé, ramenant le prix de vente moyen pratiqué par la SMI à **22 068** FCFA/kg, soit une chute de **19,63%**.

Toutefois, la hausse de la production de **20,4%** a permis à la SMI d'améliorer ses performances commerciales et financières. En effet, les ventes ont progressé de **58,2%** avec pour corollaire le maintien de la tendance haussière du chiffre d'affaires amorcée depuis 2008. Celui-ci s'est accru de **27,12%** en passant de **45,1** milliards FCFA en 2012 à **57,33** milliards FCFA en 2013. Le résultat net qui en est résulté s'est établi à **20,38** milliards FCFA, contre **18,93** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **7,66%**.

A l'instar des exercices précédents, en 2013, l'Etat a bénéficié de dividendes d'un montant de **204** millions FCFA, contre un montant de **616** millions FCFA perçu en 2012.

Au titre de l'exercice 2013, les impôts dus à l'Etat par la SMI se sont élevés à **9,54** milliards (**2,27** milliards FCFA d'impôts et taxes et **7,27** milliards FCFA d'impôts BIC), contre **8,39** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **13,71%**.

Enfin, le niveau d'endettement de la SMI est resté très faible au cours de ces dernières années. Son ratio d'endettement en 2013 s'est fixé à **2,72%**.



Faits Marquants de la SMI 2013

- innovation à travers la mise en œuvre de l'injection du cyanure au niveau de l'agglomérateur en vue d'une augmentation du rendement de lixiviation ;
- réalisation d'importants efforts financiers (9,9 milliards FCFA) pour la découverte de nouvelles ressources minières sur le PE 26 et le PR 61.

SECTEUR BANCAIRE

Le secteur financier s'est développé ces dernières années avec une prédominance bancaire. Ainsi, la Côte d'Ivoire compte au 31décembre 2013, vingt cinq (**25**) établissements de crédits dont vingt quatre (**24**) banques et un (**1**) établissement financier. En outre, deux (**2**) banques ont connu des mutations très importantes. Il s'agit : d'ACCESS BANK qui a été rachetée par le groupe camerounais AFRILAND FIRST BANK pour la somme de **17** milliards FCFA et de la BRS Côte d'Ivoire qui a été rachetée par le groupe Béninois ORABANK à travers une prise de participations à hauteur de **51%** du capital, soit un investissement global de **50** milliards FCFA.

Par ailleurs, la taille du marché a poursuivi sa croissance en termes d'agences créées, de ressources mobilisées et d'emplois s'y rapportant. En effet, selon les données de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI), l'on a enregistré au cours de l'exercice 2013 :

- un taux de bancarisation de **14%** ;
- plus de **500** milliards FCFA de nouveaux crédits accordés, soit **+23%** par rapport au niveau de 2012 ;
- une hausse de **700** milliards FCFA des ressources collectées, soit **+17,34%** par rapport au niveau de 2012 qui était de **3 585** milliards FCFA ;
- une augmentation de **472** milliards FCFA des emplois (**+14,25%**).

Toutefois, bien que liquides et relativement bien capitalisées, les banques ivoiriennes sont hétérogènes et plus du quart d'entre elles ne respectent pas les ratios de solvabilité.

En ce qui concerne les banques du portefeuille de l'Etat, elles ont contribué à la bonne tenue du secteur bancaire ivoirien. En effet, en dépit de la baisse de son PNB global qui est passé de **203,42** milliards FCFA en 2012 à **113,89** milliards FCFA en 2013, le portefeuille bancaire a enregistré une bonne performance financière. Le résultat net global du secteur bancaire s'est amélioré de **41,55%** en passant d'un bénéfice de **3,73** milliards FCFA en 2012 à un bénéfice de **5,28** milliards FCFA en 2013.

Cette performance du secteur a été favorisée, principalement, par la SIB et la BNI qui ont enregistré, respectivement, des résultats nets de **10,52** milliards FCFA et **6,41** milliards FCFA au 31 décembre 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : décembre 1980

Capital social : 20 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : 29,92 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

Produit Net Bancaire 2013 : 36 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 5,25 milliards FCFA

PCA : DIAGOU Kacou Jean-Baptiste

Directeur Général: ATTOBRA Philippe

Adm. Min Eco & Fin : ASSAHORE Konan Jacques

La Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale en Côte d'Ivoire (BIAO CI) est un acteur majeur du système bancaire ivoirien. Elle a pour objet de pratiquer les opérations de banque ainsi que toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières s'y rattachant.

La BIAO a réussi à maintenir sa position de troisième banque, derrière la SGBCI et ECOBANK, avec **423,6** milliards FCFA de ressources globales (**10,6%** de la part de marché en 2013, contre **10,3**% en 2012) et **319,1** milliards FCFA d'emplois globaux (**11,0%** de la part de marché en 2013, contre **11,7%** en 2012), malgré un environnement bancaire national en pleine mutation.

La poursuite de son programme d'extension et de modernisation des agences, la mise en place de crédits à moyen terme et des prêts aux particuliers ainsi que le renforcement des visites clientèles, ont permis de maintenir la tendance haussière des engagements sains. En effet, ceux-ci sont passés de **272** milliards FCFA en 2012 à **304** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **11,76%**.

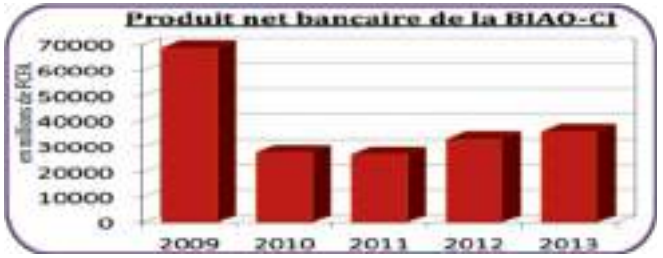
Par ailleurs, le renforcement des mesures préventives de gestion des risques et les actions de recouvrement des créances ont permis d'améliorer la qualité du portefeuille de la banque. Le taux brut de dégradation (indicateur de mesure de la qualité du portefeuille crédit) s'est établit à **13%** en 2013, contre **15%** en 2012. De même, le niveau des dépôts à la clientèle s'est accru de **19%** en raison de la mise en œuvre du programme d'extension des agences. Le montant des dépôts à fin décembre 2013 s'est fixé à **423** milliards FCFA.

Au 31 décembre 2013, **71%** de ces ressources ont été utilisées pour l'octroi des crédits aux clients. Ainsi, la marge d'intérêt s'est affichée à **17,5** milliards FCFA en 2013, contre **16,02** milliards FCFA en 2012. Toutefois, la hausse modérée (**+7,9**%), des commissions cumulées et des ressources liées à l'activité de crédit-bail (**18,58** milliards FCFA en 2013, contre **17,22** milliards FCFA en 2012), a ralenti la progression du Produit Net Bancaire. Celui-ci a atteint un montant de **36** milliards FCFA en 2013, contre **33,24** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **8,30**%.

En définitive, le résultat net s'est soldé en 2013 par un excédent de **5,25** milliards FCFA, contre un bénéfice de **6,64** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **20,93%** due au déficit des autres produits/charges de **2,85** milliards FCFA.

Les impôts dus par la banque se sont élevés, au titre de l'exercice 2013, à **1,16** milliard FCFA (**1,14** milliard FCFA d'impôts et taxes et **24,6** millions FCFA d'impôts BIC), contre **1,14** milliard FCFA en 2012, soit une hausse de **1,75%**.

Enfin, au titre de l'exercice 2013, les ratios prudentiels de la banque ont été conformes aux normes établies.



Faits Marquants de la BIAO 2013

- occupation de la 3ème place sur le marché des ressources et des emplois à la clientèle ;
- lancement au grand public du service FLOOZ en partenariat avec l'opérateur télécom MOOV CI ;
- lancement au grand public de la nouvelle carte prépayée CRISTAL, en remplacement de la carte RUBIS.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 21 octobre1959

Capital social : 20,50 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : 20,437 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Produit Net Bancaire 2013 : 25,44 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 6,41 milliards FCFA

PCA : KABLAN Yao-Sahi

Directeur Général : M. Eugène N'DA KASSI

Adm. Min Eco & Fin : KABLAN Yao-Sahi, COULIBALY Naminata

La Caisse Autonome d'Amortissement a été transformée depuis le 19 février 2004, en Banque Nationale d'Investissement (BNI). Cette décision est née de la volonté des autorités d'adapter l'institution à sa triple fonction de banque d'investissement, de refinancement et de conseil.

La Banque Nationale d'Investissement (BNI) dispose de deux (2) filiales que sont :

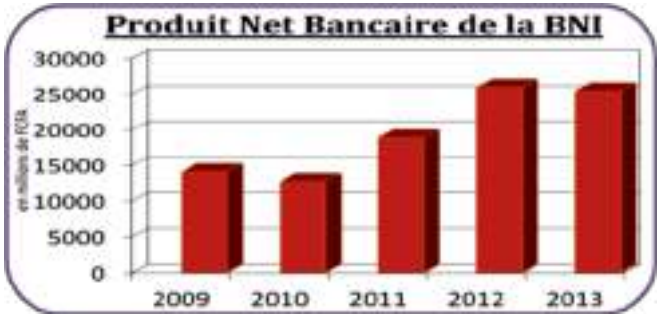
- la BNI-FINANCES, société de gestion et d'intermédiation, créée en janvier 2004 ;
- la BNI-GESTION, établissement spécialisé en gestion d'actifs, créée en 2008.

En 2013, la BNI a enregistré un produit net bancaire de **25,44** milliards FCFA, contre **25,94** milliards FCFA en 2012, soit une baisse **1,93%** due à la non maîtrise des charges d'exploitation qui sont passées de **5,29** milliards FCFA en 2012 à **6,35** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **20,04%**.

De même, les dépôts clientèles ont chuté de **2** milliards FCFA à fin décembre 2013 pour atteindre un niveau de **311** milliards FCFA, contre **334,58** milliards FCFA enregistré en 2012. Les concours à la clientèle ont, quant à elles, continué de croître, atteignant **178,09** milliards FCFA en 2013, contre **122,9** milliards FCFA en 2012.

Ces contre-performances associées à la réduction de **68,14%** des reprises de provisions sur créances douteuses, ont impacté négativement le résultat net de la banque qui s'est établi à **6,41** milliards FCFA en 2013, contre **8,69** milliards FCFA en 2012, soit un repli de **26,24%**.

Enfin, les impôts dus par la société se sont élevés à un montant de **1,65** milliard FCFA (**1,62** milliard FCFA d'impôts et taxes et **30** millions FCFA d'impôts BIC), contre **1,5** milliard FCFA en 2012.



Faits Marquants de la BNI 2013

Occupation de la 5ème place sur le marché des ressources et des emplois à la clientèle.

LA CAISSE D'EPARGNE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 14 octobre 2004

Capital social : 35 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : -22,28 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Produit Net Bancaire 2013 : 10,93 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : -9,41 milliards FCFA

PCA : Moïse Yao KOUMAN

Directeur Général : M. MAMAH DIABAGATE

Adm. Min Eco & Fin : Moïse Yao KOUMAN,

Dénis Aka AKA, Norbert Brou OSSEY

Créée par décret n°565-2004 du 14 octobre 2004, la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) est née de la transformation de l'ex-Caisse d'Epargne et des Chèques Postaux (CECP) en établissement bancaire. La CNCE a pour mission, la collecte de l'épargne, le financement de la consommation et de l'investissement et la promotion de la culture financière.

Au cours de l'exercice 2013, la politique commerciale de la CNCE en direction des groupements et associations a favorisé la hausse de **5,2%** du volume de clients de la banque. Ainsi, les ressources clientèle (dépôts) ont progressé de **5,57%** en passant de **108,62** milliards FCFA en 2012 à **114,67** milliards FCFA en 2013. Cette tendance a été, principalement, observée au niveau des créances sur la clientèle qui sont passées de **20,75** milliards FCFA en 2012 à **31,44** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **51,52%**.

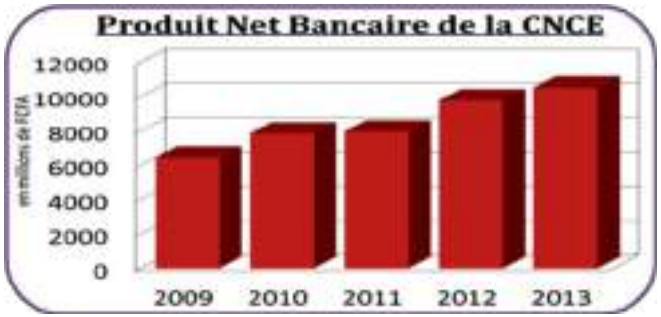
En ce qui concerne le Produit Net Bancaire, il s'est établi à **10,93** milliards FCFA en 2013, contre **8,70** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **25,63%**.

Toutefois, le résultat net de la CNCE, bien qu'en amélioration, est demeuré déficitaire de **9,41** milliards FCFA en 2013, contre un déficit de **10,79** milliards FCFA enregistré en 2012.

En ce qui concerne les capitaux propres de la Banque, ils restent négatifs sur la période en s'établissant à **22,28** milliards FCFA en 2013, en dépit d'une augmentation du capital social de **10** milliards FCFA.

En raison de ce niveau des capitaux propres, les ratios prudentiels de la CNCE au 31 décembre 2013 n'ont pu se conformer aux normes en vigueur.

Enfin, les impôts dus par la CNCE, au titre de l'exercice 2013, se sont élevés à **636,68** millions FCFA (**601,68** millions FCFA d'impôts et taxes et **35** millions FCFA d'impôts sur le bénéfice), contre **551,52** millions FCFA en 2012.



Faits Marquants de la CNCE 2013

- poursuite du plan d'ouverture d'agences (sept nouvelles agences ouvertes en 2013) ;
- accentuation de la bancassurance avec la participation d'autres compagnies d'assurance ;
- signature de convention avec l'ADDR ;
- non respect du délai imposé par l'Acte Uniforme du traité de l'OHADA pour la reconstitution des fonds propres ;
- augmentation du capital social de 10 milliards FCFA par conversion de la dette subordonnée de l'Etat et de l'emprunt Etat.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1er décembre 2003

Capital social : 3 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : - 5,95 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Produit Net Bancaire 2013 : 3,17 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 625 millions FCFA

PCA : KEITA Ibrahima Moriba

Directeur Général : M. Guy KOIZAN

Adm. Min Eco & Fin: KEITA Ibrahima Moriba, M.BAMBA Vassogbo, ABOU Gbané

La Versus Bank a été agréée en qualité de banque par arrêté n°425 du 1er décembre 2003. La mise en place de cette banque répondait à un mode de financement adapté aux besoins des PME et PMI en vue de favoriser leur développement et stimuler la création de richesses en Côte d'Ivoire.

Le bilan de la société en 2013 s'est équilibré en emplois et en ressources à un montant de **40,20** milliards de FCFA, contre **42,97** milliards FCFA en 2012.

De même, le rythme de croissance des créances sur la clientèle a fortement ralenti, passant de **30,37** milliards FCFA en 2012 à **31,12** milliards FCFA en 2013. En effet, ces créances ont progressé de **2,47%** au titre de l'exercice 2013, après avoir enregistré une croissance de **10,24%** en 2012. Quant aux dépôts de la clientèle, ils ont chuté de **10,22%**, passant de **45,49** milliards FCFA en 2012 à **40,84** milliards FCFA en 2013.

Toutefois, le Produit Net Bancaire a enregistré une hausse de **17,84%** (**3,17** milliards FCFA en 2013, contre **2,69** milliards FCFA en 2012) grâce à une bonne activité d'exploitation.

Ce niveau du PNB, combiné à la maîtrise des charges et au volume des recouvrements effectués, ont impacté positivement le résultat net qui s'est établi à un bénéfice de **625** millions FCFA en 2013, contre un résultat positif de **464,16** millions FCFA réalisé en 2012, soit une hausse de **34,65%**.

En ce qui concerne les capitaux propres de la Banque, ils demeurent négatifs. Toutefois, ce déficit s'est à nouveau réduit en affichant un niveau de **-5,95** milliards FCFA en 2013, contre **-6,57** milliards FCFA en 2012.

Enfin, en 2013, les impôts dus par la banque se sont élevés à **258** millions FCFA (**243** millions FCFA d'impôts et taxes et **15** millions FCFA d'impôts BIC), contre **253** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **1,98%**.

Faits Marquants de la VERSUS BANK 2013

Non respect de plusieurs ratios et normes prudentielles en raison des capitaux propres négatifs.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 12 mars 2003

Capital social : 5,53 milliards FCFA

Capitaux propres : -17,19 milliards FCFA

Part de l'Etat : 92,70%

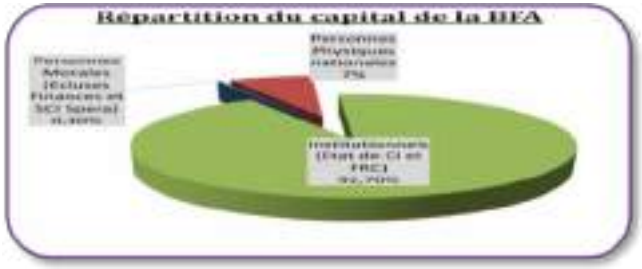
Produit Net Bancaire 2013 : -1,28 milliard FCFA

Résultat Net 2013 : -8,211 milliards FCFA

PCA : ASSAHORE Jacques

Directeur Général: KOUATELAY Albert Junior

Adm. Min Eco & Fin: COULIBALY Ali; DIARRASSOUBA Karim; DJAHA Kan Valery



La Banque pour le Financement de l'Agriculture (BFA) a été créée le 12 mars 2003. Sa mise en place répondait à la nécessité d'offrir une alternative aux opérateurs du secteur agricole, en finançant en particulier les activités des secteurs vivrier, animalier et halieutique et des produits de rentes.

Cependant, depuis sa création, cette banque s'est heurtée à de graves difficultés au niveau de sa structure financière. Un accord de principe a, donc, été donné par la BCEAO pour le relèvement de son capital social à **10** milliards FCFA.

En outre, en vue de préserver l'exploitation, la Commission Bancaire a invité la BFA à prendre des mesures conservatoires telles que le respect de la réglementation prudentielle, le provisionnement de ses engagements, notamment, envers Azuréenne Promotion (**5** milliards FCFA) et l'amélioration de la gouvernance. Malgré ces mesures, la situation de la banque demeure, à ce jour, préoccupante.

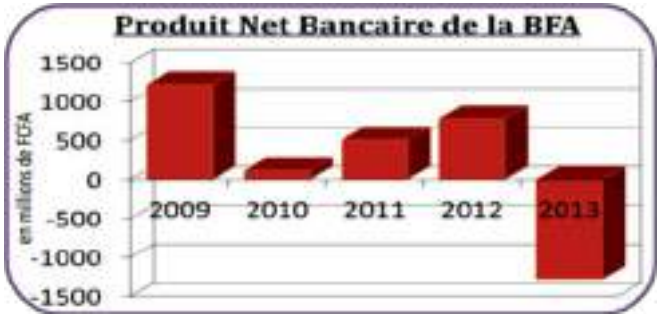
A fin décembre 2013, le volume des dépôts de la clientèle a été évalué à **30,30** milliards FCFA, contre **32,81** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **7,65%**. Cette évolution négative des ressources est imputable aux dépôts à terme et autres sommes dues. Quant aux emplois clientèles (créances), ils ont chuté de **80,77%**, passant de **59,96** milliards FCFA en 2012 à **11,30** milliards FCFA en 2013.

Les marges nettes d'intérêt et les marges nettes sur commission et prestations ont, donc, chuté respectivement de **306%** et **21,92%**.

Le Produit Net Bancaire a suivi cette tendance en enregistrant une forte baisse, passant de **779** millions FCFA en 2012 à **-1,28** milliard FCFA au 31 décembre 2013.

Cette contre-performance a conduit à un résultat net déficitaire pour la quatrième année consécutive. Ce résultat net est passé d'un déficit de **6,15** milliards de FCFA en 2012 à un déficit de **8,21** milliards de FCFA en 2013. Cette nouvelle perte a accentué le déficit des fonds propres qui s'est établi à **-15,9** milliards FCFA en 2013, contre **-8,98** milliards FCFA en 2012.

Enfin, en 2013, les impôts dus par la société se sont élevés à **175** millions FCFA (**169** millions FCFA d'impôts et taxes et **6** millions FCFA d'impôts sur le bénéfice), contre **144** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **21,53%**.



Faits Marquants de la BFA 2013

- renouvellement des instances dirigeantes suite à une crise sociale ;
- assignation à comparaître au siège de la BCEAO, après une mission de la commission bancaire de l'UMOA ;
- titrisation de 55% du solde des créances cédées (15 milliards FCFA), contre un prêt de 13,5 milliards FCFA auprès de la Banque Atlantique ;
- pressions juridico-financières du dossier AZUREENNE DE PROMOTION.

Société Ivoirienne de Banque

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1962

Capital social : 10 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : 41 milliards FCFA

Part de l'Etat : 49%

Produit Net Bancaire : 34,60 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 10,52 milliards FCFA

Dividende net 2013 : 2,55 milliards FCFA

PCA : Georges Léon N'DIA COFFI

Directeur Général : M. Daouda COULIBALY

Adm. Min Eco & Fin : Ali COULIBALY, KONE Minafou Fanta

La Société Ivoirienne de Banque (SIB) existe depuis 1962.

Au cours de l'exercice 2013, la SIB a poursuivi son plan de transformation avec la mise en place d'une politique de risque en direction du marché des particuliers et des professionnels.

Sur le plan commercial, la SIB a poursuivi sa dynamique des exercices précédents. Ainsi, elle a conservé sa 4ième place pour les crédits et est montée à la 6ième place en termes de dépôts. Son réseau est composé de plus de quarante (40) agences.

A fin décembre 2013, le volume des dépôts de la clientèle a été évalué à **378** milliards FCFA, contre **314,2** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **20,31%**. Quant aux emplois clientèles (créances), ils ont progressé de **29,34%**, passant de **238,9** milliards FCFA en 2012 à **309** milliards FCFA en 2013.

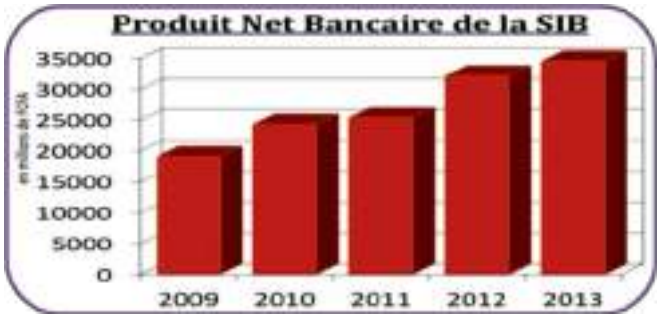
Ainsi, le Produit Net Bancaire (PNB) est ressorti à **34,60** milliards **FCFA** en 2013, contre **32,2** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **7,45%**.

Toutefois, la non maîtrise des frais généraux (**+12,64%**) a contribué à la dégradation du coefficient d'exploitation qui est passé de **52,2%** en 2012 à **54,6%** en 2013. En conséquence, le résultat brut d'exploitation n'a progressé que de **2,72%**. Le résultat net s'est soldé par un bénéfice de **10,52** milliards FCFA en 2013, contre **8,66** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **21,48**%.

En ce qui concerne les impôts dus par la banque, ils se sont élevés, au titre de l'exercice 2013, à **3,31** milliards FCFA (**600** millions FCFA d'impôts et taxes et **2,71** milliards FCFA d'impôts BIC), contre **2,44** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **35,66%**.

Par ailleurs, au titre de l'exercice 2013, les fonds propres de la SIB se sont élevés à **41** milliards FCFA, contre **35,09** milliards FCFA en 2012.

Enfin, en 2013, les ratios prudentiels de la banque ont été conformes aux normes prescrites par la BCEAO.

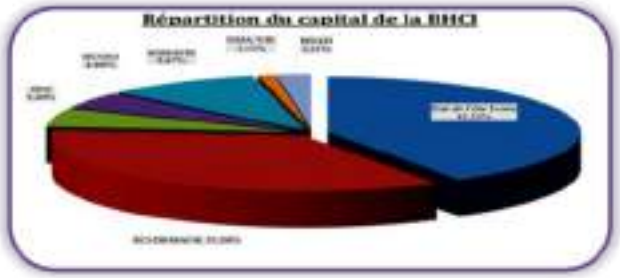


Faits Marquants de la SIB 2013

- implémentation d'un nouveau système d'information après la migration informatique intervenue en avril 2013 ;
- ouverture de deux (2) agences ;
- mise en place et traitement d'opérations spéciales au profit de la société de téléphonie MTN (30 milliards FCFA de crédits et 60 milliards FCFA de transferts réalisés au titre des dividendes exceptionnels.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 18 avril 1993
Capital social : 6,78 milliards FCFA
Capitaux propres 2013 : 4,53 milliards FCFA
Part de l'Etat : 50,84%
Produit Net Bancaire 2013 : 4,98 milliards FCFA
Résultat Net 2013 : 100 millions FCFA
PCA : AMUAH David
Directeur Général : M. Souleymane DOGONI
Adm. Min Eco & Fin : COULIBALY Minafou



La Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) a été créée le 18 avril 1993. Depuis 2005, cette banque est régie par la Loi n°97-520 du 04 septembre 1997, relative aux sociétés à participation financière publique.

Au cours de l'exercice 2013, la BHCI a amélioré ses performances malgré un environnement bancaire national en pleine mutation, caractérisé par l'arrivée de nouveaux acteurs et l'expansion des réseaux d'agences.

Au cours de l'exercice 2013, le volume moyen des ressources (dépôts) a progressé de **6%** pour s'établir à **55,64** milliards FCFA en 2013, contre **52,49** milliards FCFA réalisé en 2012. Quant aux emplois clientèle, ils ont atteint un montant de **23,31** milliards FCFA en 2013, contre **20,93** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **11,37%** liée à l'accroissement simultané des crédits à moyen terme (**54%**), des crédits à long terme (**17%**) et des découverts (**7%**).

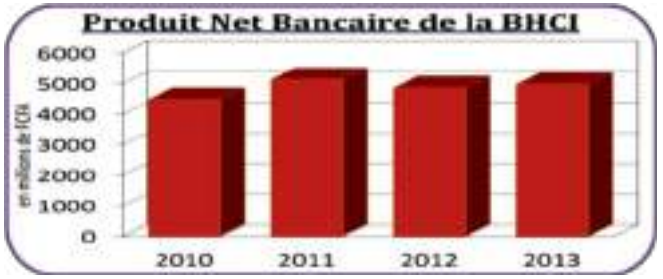
Ainsi, le Produit Net Bancaire (PNB) de la banque s'est accru de **2,47%** en passant d'un montant de **4,86** milliards FCFA en 2012 à un montant de **4,98** milliards FCFA en 2013.

Cependant, le résultat courant de la BHCI s'est affiché à **–234** millions FCFA du fait des dotations aux provisions sur les créances en souffrance des exercices précédents. Toutefois, la reprise de provisions à hauteur de **476** millions FCFA, a permis à la banque de dégager, au titre de l'exercice 2013, un résultat net excédentaire de **100** millions FCFA, contre un déficit de **318,96** millions FCFA enregistré en 2012.

Par ailleurs, les ressources longues ont évolué de **18,34%** pour atteindre **17,56** milliards FCFA en 2013, contre **14,84** milliards FCFA en 2012. Cette variation positive est due à la hausse des dépôts liés aux prêts immobiliers et des DAT supérieurs à deux (2) ans.

Quant aux impôts dus par la banque, au titre de l'exercice 2013, ils se sont élevés à **233** millions FCFA (**222** millions FCFA d'impôts et taxes et **11** millions FCFA d'impôts BIC), contre **150,98** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **54,33%**.

En ce qui concerne les ratios prudentiels, les fonds propres effectifs évalués à **4,73** milliards FCFA en 2013, sont inférieurs à la norme de **5** milliards FCFA. De même, le ratio de transformation, fixé à **29%**, est inférieur à la norme de **50%**. Quant au coefficient de division des risques (**0,37)** et au ratio de solvabilité (**17%**), ils sont conformes aux normes prudentielles.



Faits Marquants de la BHCI 2013

- recentrage de l'activité sur l'immobilier à travers le lancement de la promotion immobilière avec la SICOGI à DALOA et avec un promoteur à Bingerville ;
- lancement de la bancassurance et de nouveaux produits monétiques ;
- réouverture de l'agence de Yopougon ;
- poursuite de la politique d'assainissement général et de la maîtrise de la gestion ;
- occupation par la BHCI de la 17ème position sur les 24 banques.

SECTEUR CONSTRUCTION ET HABITAT

L'année 2013 a été marquée par un fort accroissement des activités dans le secteur « Construction et Habitat ». Ce dynamisme a été impulsé par la reprise des investissements dans l'immobilier, la mise en œuvre progressive du programme présidentiel de construction de 60 000 logements sociaux, économiques et de standing, la poursuite des travaux du troisième pont d'Abidjan ainsi que l'achèvement de l'autoroute du nord. Tous ces projets ont favorisé la hausse des ventes des produits de l'équipement et du logement (**+30,8%**), des ventes locales de bitumes (**+50,8%**) ainsi que l'accroissement des importations du ciment (**+574,66%**).

Les entreprises du portefeuille de l'Etat exerçant dans ce secteur ont bénéficié de cette conjoncture favorable pour améliorer leurs performances à la fois commerciales et financières.

Au plan commercial, l'ensemble des entreprises du portefeuille a vu son chiffre d'affaires progresser de **85,48%**, pour atteindre un montant de **103,95** milliards FCFA en 2013, contre **56,04** milliards FCFA en 2012. Cette performance est, principalement, le fait de la SOCOPRIM dont le chiffre d'affaires évalué à **64,44** milliards FCFA, représente **61,99%** du chiffre d'affaires globale du secteur.

Quant aux performances financières, elles se sont traduites par une amélioration du résultat net global du secteur de **4,18** milliards FCFA, passant d'un déficit de **2,46** milliards FCFA en 2012 à un bénéfice de **1,72** milliard FCFA en 2013. L'AGEF a le plus contribué à la formation de ce résultat avec une amélioration de **68,19%** de son résultat net qui s'est établi à **855,61** millions FCFA au 31 décembre 2013.

SODASE
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE L'AUTOROUTE DU SUD-EST

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 23 octobre 2003

Capital social : 100 millions FCFA

Capitaux propres : 175,12 millions FCFA

Part de l'Etat : 100%

Résultat Net 2013 : -96,69 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 324,52 millions FCFA

Subventions d'investissement 2013 : 695,93 millions FCFA

PDG : GNONKONTE G Désiré (Adm. Min. des Infra. Eco.)

Adm. Min. des Infra. Eco. : GNONKONTE G Désiré

Adm. Min Eco & Fin : DIBY Clémentine

La Société de Développement de l'Autoroute du Sud-Est (SODASE) est une société d'Etat créée par décret n°2003-396 du 23 octobre 2003. Elle a pour mission exclusive, la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une autoroute à péage reliant la commune de Port-Bouët à la commune de Grand-Bassam, de ses voies d'accès et des installations accessoires.

A ce jour, la SODASE n'est pas opérationnelle du fait de son retrait du projet de réalisation de l'autoroute Abidjan–Grand Bassam. Elle ne réalise, donc, pas de chiffre d'affaires et son fonctionnement est tributaire des subventions allouées par l'Etat.

Au titre de l'exercice 2013, la SODASE a bénéficié d'un appui de l'Etat d'un montant de **677,88** millions FCFA comprenant **324,52** millions FCFA de subventions d'exploitation et **353,36** millions FCFA de subventions d'investissement, contre un montant de **695,93** millions FCFA en 2012.

Le résultat net de la société s'est soldé en 2013 par un déficit de **96,69** millions FCFA, contre un déficit plus important de **197,85** millions FCFA enregistré en 2012. Ces déficits successifs sont imputables à l'insuffisance des appuis de l'Etat pour couvrir les charges salariales et les charges incompressibles de la société, évaluées à **491,01** millions FCFA au 31 décembre 2013.

Ainsi, les capitaux propres de la société ont connu une baisse de **48,47%** en se fixant à **175,12** millions FCFA en 2013, contre **339,86** millions en 2012.

En ce qui concerne les impôts dus, ils se sont élevés à un montant de **15,83** millions FCFA en 2013 (**12,83** millions FCFA d'impôts et taxes et **3** millions d'impôts BIC), contre **8,9** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **77,87%**.

Enfin, bien que signataire d'un accord de prêt depuis octobre 2011 avec la China Machinery Engineering Corporation (CMCE) et la China Exim Bank, la SODASE ne dispose pas, à ce jour, de financements conséquents en raison de la non mise à disposition dudit prêt.

Faits Marquants de la SODASE 2013

Manque d'activités en raison du retrait de la SODASE du projet de construction de l'autoroute Abidjan - Grand-Bassam depuis Octobre 2011.

3ème PONT D'ABIDJAN

SOCOPRIM

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 02 décembre 1997

Capital social : 18,37 milliards FCFA

Capitaux propres : 69,01 milliards FCFA

Part de l'Etat : 25,2%

Chiffre d'Affaires 2013 : 64,44 milliards FCFA

Résultat Net 2013 :19,39 millions FCFA

P D G : PARADIS Charles

Adm. Min Eco & Fin : KISSI Bi Kouamé

Adm. Min Inf Eco : BERTE Ibrahima

La société concessionnaire du Pont Riviera Marcory (SOCOPRIM) est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour objet la conception, la construction et l'exploitation d'un pont à péage reliant les communes de Riviera et de Marcory.

L'année 2013 a été marquée par le démarrage effectif des travaux de construction dudit pont. Ainsi, le chiffre d'affaires de la SOCOPRIM, essentiellement, constitué de la production immobilisée, s'est établi à **64,44** milliards FCFA, contre **36,27** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **77,66%**.

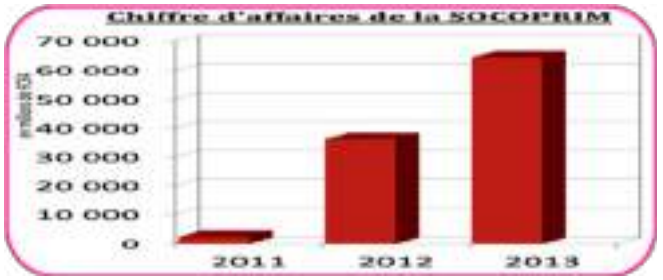
En raison de l'intensification des travaux de construction, les charges d'exploitation sont passées de **35,79** milliards FCFA en 2012 à **59,65** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **66,67%**. Ainsi, le résultat d'exploitation a atteint un montant de **4,79** milliards FCFA en 2013, contre un montant de **490** millions FCFA en 2012 en relation avec la forte progression de la production immobilisée (**+ 28,17** milliards FCFA).

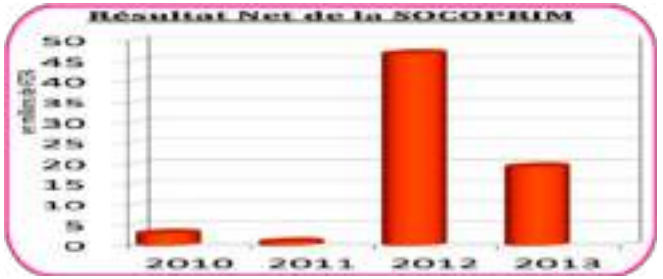
Le résultat net qui se dégage, s'est soldé par un bénéfice de **19,36** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice de **46,90** millions FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **58,67%**.

Par ailleurs, à fin décembre 2013, les capitaux propres de la société se sont élevés à **69,01** milliards FCFA, contre **68,99** milliards FCFA en 2012.

En ce qui concerne les impôts dus par la société à l'Etat, ils se sont élevés à **80,87** millions FCFA en 2013, contre **15,81** millions FCFA en 2012.

Enfin, au niveau du financement, les tirages 2 à 5 se sont déroulés comme prévue par la société. En effet, les préteurs ont versé des avances évaluées à **40,61** milliards FCFA, portant ainsi le niveau des dettes financières de la société à **63,61** milliards FCFA au 31 décembre 2013. Le ratio d'endettement en 2013, s'est fixé à **92,17%**, contre **31,28%** en 2012.





Faits Marquants de la SOCOPRIM 2013

- désignation d'un nouveau PDG par le Conseil d'Administration le 1er mars 2013 ;
- installation du chantier et démarrage des travaux de construction en février 2013 ;
- forage et bétonnage des premiers pieux en septembre 2013 ;
- versement de **40,61** milliards FCFA d'avances par les préteurs.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 2 décembre 1978

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres : 2,56 milliards FCFA

Part de l'Etat : 95,2%

Chiffre d'Affaires 2013 : 7,11 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 504,38 millions FCFA

PCA : DOUAYERE Eugénie

Directeur Général : KOUAKOU KOFFI Amédé

Adm. Min Eco & Fin : CISSE Aboubakar

Adm. Min. des Infr. Eco. : DOUAYERE Eugénie

Créé par décret n°78-1054 du 20 décembre 1978, le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP) est un établissement d'études, de contrôle et de recherche dans le domaine du génie civil, du bâtiment, de l'économie d'énergie et du contrôle industriel.

Du fait de la reprise des activités économiques et d'une politique active de recherche de marchés, le LBTP a connu au cours de l'exercice 2013, des périodes d'intenses activités.

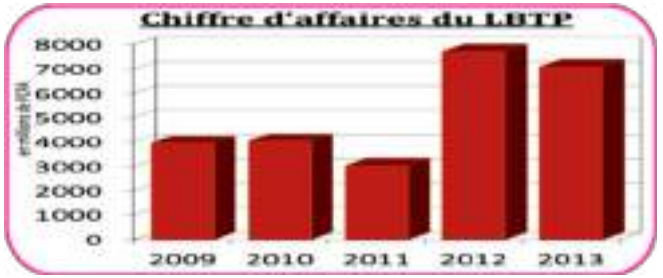
Ainsi, le chiffre d'affaires de l'exercice 2013 s'est établi à **7,11** milliards FCFA, contre un montant prévisionnel de **6,20** milliards FCFA, soit un taux de réalisation de **114,43%**. Toutefois, ce chiffre d'affaires est en régression de **7,83%** par rapport à celui de 2012 d'un montant de **7,72** milliards FCFA.

Cette contre-performance commerciale s'est répercutée sur la trésorerie potentielle de l'entreprise par la baisse de **6,78%** de l'excédent brut d'exploitation en 2013. Le résultat d'exploitation s'est réduit de **26,32%** en passant de **1,19** milliard FCFA en 2012 à **877,98** millions FCFA en 2013.

Les performances financières ont suivi cette tendance baissière avec un résultat net bénéficiaire de **504,38** millions FCFA en 2013, contre **902,05** millions FCFA réalisé en 2012, soit un recul de **44,08%**.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils ont enregistré une hausse de **8,90%** en passant de **263,69** millions FCFA en 2012 à **287,17** millions FCFA en 2013 (dont **86,35** millions FCFA d'impôts et taxes et **200,81** millions d'impôts BIC).

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement du LBTP sur les trois (3) dernière années, révèle un bon niveau d'endettement de la société. Le ratio d'endettement en 2013 s'est établi à **48,71%**, conforme à la norme comprise entre **30%** et **65%**.



Faits Marquants du LBTP 2013

- ouverture de plusieurs chantiers publics et privés ;
- politique très active de recherche de marché ;
- investissement important pour le renouvellement du matériel technique.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1963

Capital social : 2,27 milliards FCFA

Capitaux propres : 1,17 milliard FCFA

Part de l'Etat : 55%

Chiffre d'Affaires 2013 : 2,90 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : -32,64 millions FCFA

PCA : HAÎDARA Mamadou

Directeur Général : SHAUL LAHAT

Adm. Min Eco & Fin: BAH Ezéchiel

Adm. Min. de la Cons., du log. : KONGO Beugré

La Société Nationale Ivoirienne des Travaux (SONITRA) est issue d'un partenariat entre l'Etat Ivoirien et Solel Benh International (SBI). Elle a pour principal mission l'étude, la construction des bâtiments, des routes et toutes réalisations relatives au génie civil.

A l'instar de 2012, la SONITRA a souffert en 2013 d'une insuffisance d'activités. Seuls les travaux de construction de l'immeuble de la CNPS ont constitué l'essentiel des activités de cette société en 2013 ; le département Route n'ayant pas enregistré d'activités. Cette situation qui dure depuis deux (2) ans, pourrait compromettre la situation financière de la société à la fin des travaux du chantier de la CNPS.

Du fait de l'atteinte de la phase d'achèvement de ces travaux, le chiffre d'affaires de la SONITRA s'est accru de **53,72%** en passant de **1,88** milliard FCFA en 2012 à **2,89** milliards FCFA en 2013.

Cette hausse du chiffre d'affaires combinée à la reprise de provisions d'un montant de **14** millions FCFA, ont permis une réduction du déficit de la SONITRA qui s'est établi à **-32,64** millions FCFA en 2013, contre un déficit plus accru de **102,51** millions FCFA en 2012.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la société, ils ont enregistré une baisse de **12,38%** en s'affichant à **63,76** millions FCFA en 2013 (dont **47,73** millions FCFA d'impôts et taxes et **16,03** millions d'impôts BIC), contre **72,77** millions FCFA en 2012.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la SONITRA sur les trois (3) dernières années, révèle une quasi inexistence des dettes à long terme du fait des difficultés rencontrées par la société pour recourir au marché financier. Le ratio d'endettement en 2013 s'est fixé à **5,73%**.

Faits Marquants de la SONITRA 2013

Manque d'activités. Sur les deux (2) départements que compte la SONITRA, seul le département bâtiment a été productif. Le département route n'ayant pas eu d'activités au cours de l'exercice 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 17 décembre 1998

Capital social : 250 millions FCFA

Capital propres 2013 : 225,07 millions FCFA

Part de l'Etat : 85,76%

Chiffre d'Affaires 2013 : 699,71 millions FCFA

Résultat Net 2013 : 406,15 millions FCFA

PCA : CAMARA Loukimane

Directeur Général : KOFFI Kouassi André

Adm. Min Eco & Fin : KOUASSI Kouman Moïse

La Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT) est née de la signature, le 17 décembre 1998, d'une convention de concession entre la Mairie de Treichville et la SICOGI. A travers cette convention, les deux parties confient à la SGMT la gestion du Grand Marché de Treichville.

A l'instar de l'exercice 2012, l'activité de la SGMT en 2013 a souffert de son environnement conflictuel, marqué par l'occupation anarchique du périmètre protégé par les commerçants et le refus de certains commerçants de s'acquitter des loyers des box aux prix indiqués.

Ainsi, au titre de l'exercice 2013, la SGMT a enregistré une baisse de son activité commerciale. Le chiffre d'affaires de la société est passé de **867,24** millions FCFA en 2012 à **699,71** millions FCFA en 2013, soit une chute de **19,32%**.

De même, le résultat d'exploitation s'est soldé par un déficit de **313,16** millions FCFA en 2013, contre un déficit de **213,55** millions FCFA enregistré en 2012.

Toutefois, grâce à des produits exceptionnels de **728,08** millions FCFA, la société a réalisé un résultat net bénéficiaire de **406,15** millions FCFA, contre un bénéfice de **4,73** millions FCFA enregistré en 2012.

En ce qui concerne les impôts dus par la société à l'Etat, ils sont passés de **19,23** millions FCFA en 2012 à **21,88** millions FCFA en 2013 (**18,38** millions FCFA d'impôts et taxes et **3,50** millions FCFA d'impôts BIC), soit une hausse de **13,78%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la SGMT sur les trois (3) dernières années révèle un niveau d'endettement très élevé.

Faits Marquants de la SGMT 2013

- difficultés pour le recouvrement des loyers et pas-de-porte ;
- concurrence déloyale dus à l'occupation anarchique des trottoirs ;
- conflits récurrents entre commerçants, mairie, SICOGI et SGMT.

SICOGI

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 22 mars 1962

Capital social : 4,57 milliards FCFA

Capitaux propres 2013: 12,47 milliards FCFA

Part de l'Etat : 84,18%

Chiffre d'Affaires 2013 : 21,51 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 514,38 millions FCFA

PCA : BAKAYOKO Ibrahima

Directeur Général : CAMARA LOUKIMANE

Adm. Min Eco & Fin : Drissa COULIBALY

Adm. Min de la Cons.,du log.. : Kouakou ADJOUMANI, KOALLA Ouaogabamba, BENOIT Guihly

La Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI) a été créée au lendemain de l'indépendance pour mettre en œuvre le programme d'habitat de l'Etat de Côte d'Ivoire. La SICOGI a pour missions de développer l'habitat urbain et rural en Côte d'Ivoire, à travers la création de cités et de jardins, la construction d'habitations pour ménage à faible revenu et la réalisation de toutes opérations immobilières d'intérêt public.

En 2013, la stabilité de l'environnement socio-économique a permis à la SICOGI de mener à bien ses activités. Ainsi, des avancées notables ont été observées sur les différentes opérations en cours de réalisation. L'objectif de livrer les logements de l'opération Esperance a été tenu. En outre, 1000 logements de l'opération Concorde II ont été achevés et attendent d'être livrés. De même, les travaux de l'opération Jules Ferry ont été finalisés. La SICOGI planifie de garder ces logements en patrimoine pour une mise en location en raison des difficultés de commercialisation.

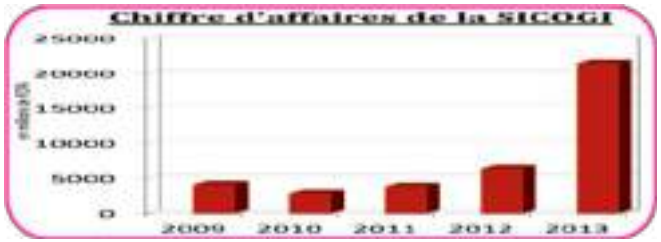
Le chiffre d'affaires de la société est passé de **6,54** milliards FCFA en 2012 à **21,51** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **228,90%**.

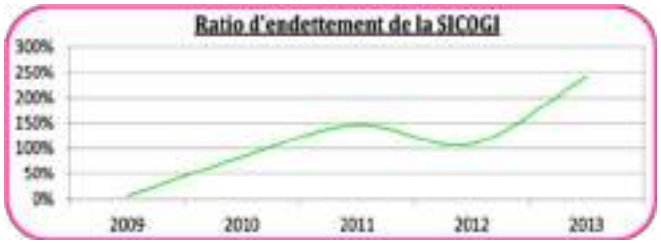
L'excédent brut d'exploitation qui en découle, s'est accru en passant de **102,48** millions FCFA en 2012 à **173,72** millions FCFA en 2013.

Les performances enregistrées au niveau de l'exploitation ont impacté positivement le résultat net de la SICOGI qui s'est soldé par un bénéfice de **514,38** millions FCFA en 2013, contre un déficit de **3,22** milliards FCFA enregistré en 2012.

Par ailleurs, les impôts dus à l'Etat ont progressé de **8,09%** en passant de **243,76** millions FCFA en 2012 à **263,49** millions FCFA en 2013 (dont **246,99** millions FCFA d'impôts et taxes et **16,5** millions d'impôts BIC).

Enfin, le niveau du ratio d'endettement de la SICOGI (**241,48%**), limite sa capacité à faire recours au marché financier.





Faits Marquants de la SICOGI 2013

- environnement favorable ;
- retards dans la réalisation de projet en raison de litige existant sur certaines parcelles ;
- retard dans la commercialisation du fait de la prise en charge du projet de pré souscription aux logements sociaux par la SICOGI ;
- projet d'augmentation du capital social de la SICOGI de 4,57 milliards FCFA à 20 milliards FCFA.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 26 mars 2010

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres : -334,80 millions FCFA

Part de l'Etat : 35%

Chiffre d'Affaires 2013 : 230,88 millions FCFA

Résultat Net 2013 : -446,81 millions FCFA

PCA : néant

Directeur Général : BILAU Luc Charles

La Société Abidjanaise de Salubrité (SAS) est une société à participation financière publique minoritaire dont le capital social fixé à un (1) milliard FCFA, est détenu à hauteur de **35%** par l'Etat de Côte d'Ivoire. Cette société a pour objet de débarrasser le District d'Abidjan des déchets solides par le curage des caniveaux, le balayage des voies publiques, la pré-collecte, la collecte, et le transport multi technique des déchets.

Le démarrage effectif des activités de la Société Abidjanaise de Salubrité s'est fait en décembre 2010 et a coïncidé avec le déclenchement de la crise postélectorale.

La SAS n'a, donc, pas pu réaliser de chiffre d'affaires en 2012. Toutefois, avec l'amélioration de la situation sociopolitique, la SAS a repris ses activités commerciales. Ainsi, au 31 décembre 2013, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **230,88** millions FCFA.

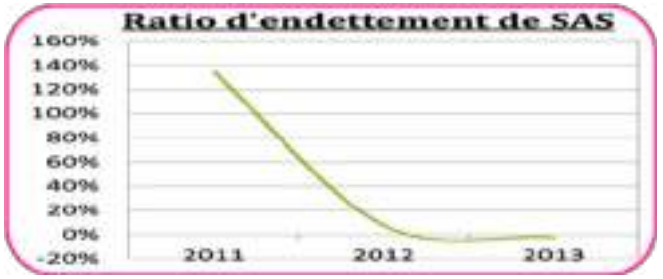
Cependant, la société n'arrive pas à dégager des ressources nécessaires pour financer ses investissements et rémunérer les apporteurs en capitaux. Ainsi, son résultat d'exploitation s'est soldé par un déficit de **446,80** millions FCFA en 2013, contre un déficit de **440,87** millions FCFA enregistré en 2012.

Le résultat net a, également, suivi cette tendance baissière en passant d'un déficit de **402,62** millions FCFA en 2012 à un déficit plus accru de **446,81** millions FCFA en 2013.

Du fait des déficits successifs enregistrés depuis sa création, les capitaux propres de la Société Abidjanaise de Salubrité sont devenus négatifs et ont atteint **-334,80** millions FCFA au 31 décembre 2013.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la société, ils sont passés de **16,45** millions FCFA en 2012 à **12,26** millions FCFA en 2013.

En définitive, la société fait face depuis le démarrage de ses activités à de nombreuses difficultés. Le paiement par l'Etat des arriérés portant sur les prestations de cette société permettra d'assainir sa situation financière et d'assurer la pérennité de ses activités d'exploitation.



Faits Marauants de la SAS 2013

- niveau élevé des créances Etat ;
- capitaux propres négatifs de 334,80 millions CFA au 31 décembre 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 6 mai 1999

Capital social : 400 millions FCFA

Capitaux propres : 736,86 millions FCFA

Part de l'Etat : 57,15%

Chiffre d'Affaires 2013 : 7,06 milliards de FCFA

Résultat Net 2013 : 855,61 millions FCFA

PCA: DANHO Nandjui Pierre

Directeur Général : COULIBALY Lamine

Adm. Min Eco & Fin : ADOU Kobena

Adm. Min Logement : GUIHY Benoit

Depuis le 06 mai 1999, la société à participation financière publique dénommée Agence de Gestion Foncière (AGEF), assure au nom et pour le compte de l'Etat et des Collectivités Territoriales, la gestion du foncier urbain. A ce titre, elle constitue des réserves foncières et gère les dossiers administratifs et financiers des contrats visant à l'aménagement foncier.

Au cours de l'année 2013, l'AGEF a constitué des réserves foncières d'une superficie totale de **804,44** hectares, évaluées à **31,13** milliards FCFA.

En ce qui concerne ses activités, en 2013, le volume important des ventes de parcelles et d'opérations d'ingénieries foncières ont favorisé une hausse du chiffre d'affaires de l'AGEF qui est passé de **2,76** milliards FCFA en 2012 à **7,06** milliards FCFA en 2013.

Suivant cette tendance, le résultat net s'est soldé par un bénéfice de **855,61** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice de **508,7** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **68,19%**.

Quant aux impôts dus à l'Etat par l'AGEF, ils ont chuté de **36,62%,** passant de **538,2** millions FCFA en 2012 à **341,11** millions FCFA en 2013 (dont **44,38** millions FCFA d'impôts et taxes et **296,73** millions d'impôts BIC).

Enfin, contrairement aux trois (3) exercices précédents, le niveau des capitaux propres de l'AGEF en 2013 s'est accru. En effet, ceux-ci sont passés d'un déficit de **118,75** millions FCFA en 2012 à un excédent de **736,86** millions FCFA en 2013 en raison du résultat net bénéficiaire réalisé.

Faits Marquants de l'AGEF 2013

- amélioration de la situation nette de l'AGEF ;
- capitaux propres positifs et respectant la norme de **50%** du capital social.

SECTEUR TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Avec la reprise de l'activité économique, le secteur «Transport et infrastructures de transport » a connu un regain d'activités en 2013.

Ainsi, la composante «infrastructure routière » a été stimulée par la reprise des activités du secteur BTP. Les fonds mobilisés pour les travaux routiers ont atteint **88,72** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **163,42**%. Par ailleurs, le chiffre d'affaires des sociétés de ce sous secteur a progressé de **40%**, passant de **1,9** milliard FCFA en 2012 à **2,66** milliards FCFA en 2013.

En ce qui concerne la composante « transport ferroviaire », l'application de tarifs plus rémunérateurs au niveau de la SITARAIL a permis au chiffre d'affaires de ce sous secteur de progresser de **3,02%** pour se situer à **38,18** milliards FCFA en 2013.

La composante « aéroportuaire » quant à elle, s'est caractérisée par une expansion de ses activités en liaison avec la confiance retrouvée en la destination « Côte d'Ivoire ». Le transport aérien a, également, bénéficié de la montée en puissance des trafics d'Air Côte d'Ivoire. Ainsi, le trafic global de passagers est resté supérieur à **1** million de voyageurs et le fret aérien a progressé de **6,62%** pour atteindre **17 870** tonnes. D'une manière générale, les sociétés de ce sous secteur ont enregistré un bond de **108,06%** de leur chiffre d'affaires qui a atteint **55,51** milliards FCFA en 2013.

Au niveau de la composante « maritime et portuaire», les entrées de navires ont progressé de **17,9%** et le trafic global de marchandises s'est raffermi de **29,1%**, tiré principalement par les importations (**+41,2%**). Les exportations de marchandises ont quant à elles, enregistré une hausse modérée de **14,3%** en rapport avec la baisse de la production de pétrole brut. Dans un tel contexte, les entreprises portuaires du portefeuille ont constaté l'amélioration de leur chiffre d'affaires, qui a enregistré une croissance de **13,14%** pour atteindre **80,79** milliards FCFA en 2013.

Quant à la composante « transport routier », elle a enregistré un repli d'activités en dépit de la croissance de **40,4%** de la consommation intérieure en gasoil. Cette baisse est imputable à la SOTRA qui a vu son parc moyen en ligne diminuer de **2,58%** en 2013. Ainsi, le chiffre d'affaires des sociétés de ce sous secteur a régressé de **572,13** millions FCFA pour atteindre **33,48** milliards FCFA en 2013.

En définitive, le secteur transport (service et infrastructures de transports) a réalisé une bonne performance commerciale en 2013. Le chiffre d'affaires global s'est accru de **23,09%** en passant de **171,10** milliards FCFA en 2012 à **210,61** milliards FCFA en 2013 grâce à Air Côte d'Ivoire, au Port Autonome d'Abidjan et à AERIA dont les chiffres d'affaires ont progressé respectivement de **24,56** milliards FCFA, de **8,79** milliards FCFA et de **3,08** milliards FCFA. Toutefois, les effets de cette performance ont été contrariés par l'important déficit de **20,61** milliards FCFA enregistré par la Compagnie Air Côte d'Ivoire en 2013. Ainsi, le résultat net global du secteur est passé d'un bénéfice de **21,02** milliards FCFA en 2012 à un bénéfice de **1,16** milliard FCFA en 2013, soit une chute de **94,48%**.

FICHE TECHNIQUE

Décret de création : 19 Septembre 2001

Capital social : 300 millions FCFA

Capitaux propres : 580,45 millions FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 2,66 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 37,47 milliards FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 507,17 millions FCFA

Subvention d'investissement 2013 : 48,77 millions FCFA

PCA: MONEY GBOCHO Marcel

Directeur Général : BOUAKE Fofana

Adm. Min Eco & Fin : BINI Koffi

Adm. Min Infr & Eco : MONEY GBOCHO Marcel

Créée par décret n°01-592 du 19 septembre 2001, l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE) a pour mission la gestion du réseau routier dont elle a la charge.

Au cours de l'exercice 2013, les travaux réalisés par l'AGEROUTE ont, prioritairement, porté sur l'achèvement du prolongement de l'Autoroute reliant Abidjan à Yamoussoukro, l'accélération des travaux du pont Henri Konan BEDIE ainsi que de l'échangeur de la Riviera 2, la reprise des travaux de construction du pont de Jacqueville et le lancement de la construction de l'Autoroute Abidjan-Bassam.

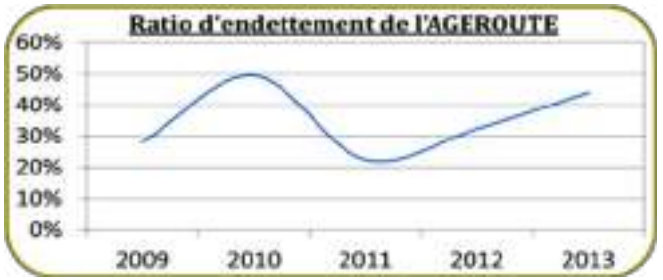
Tous ces travaux ont permis de porter le chiffre d'affaires de l'AGEROUTE à **2,66** milliards FCFA en 2013, contre **1,9** milliard FCFA en 2012, soit une hausse de **40%**.

Toutefois, la hausse de certains postes de charges dont le personnel (**+196,37** millions FCFA), soit **18,48%** et les services extérieurs (**+345,38** millions FCFA), soit **43,02%**, a entrainé une légère baisse de **2,50%** du résultat net de la société, qui est passé d'un bénéfice de **38,43** millions FCFA en 2012 à un bénéfice de **37,47** millions FCFA en 2013.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2013, l'AGEROUTE a bénéficié d'une subvention globale de **555,94** millions FCFA dont **507,17** millions FCFA de subvention d'exploitation et **48,77** millions FCFA de subvention d'investissement, contre une subvention globale de **722,2** millions FCFA en 2012**.**

Quant aux impôts dus à l'Etat par l'AGEROUTE, ils se sont élevés à **128,21** millions FCFA en 2013 (dont **69,61** millions FCFA d'impôts et taxes et **58,60** millions FCFA d'impôts BIC), contre **97,9** millions FCFA en 2012.

Enfin, sur les trois (3) dernières années, l'AGEROUTE présente une structure financière saine au regard de ses capitaux propres qui couvrent ses dettes financières. Le ratio d'endettement s'est fixé à **43,96%** en 2013, contre **32,35%** en 2012.



Faits Marquants de l'AGEROUTE 2013

- achèvement du prolongement de l'Autoroute reliant Abidjan à Yamoussoukro ;
- choix de l'AGEROUTE pour la mise en œuvre de la composante « THIMO » du projet PEJEDEC ;
- structure financière saine.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 19 Septembre 2001

Capital social : 300 millions FCFA

Capitaux propres : 3,01 milliards FCFA

Part Etat : 100%

Résultat d'exploitation 2013 : -180,85 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 72,59 milliards FCFA

Subvention d'investissement 2013 : 154,30 millions FCFA

PCA : Jean Claude KOUASSI

Directeur Général : FOFANA Siandou

Adm. Min Eco & Fin : BAMBA Seydou

Min Infra Eco : Jean Claude KOUASSI

Institué par décret n°2001-593 du 19 septembre 2001, le Fonds d'Entretien Routier (FER) a pour principale mission l'entretien du réseau routier en Côte d'Ivoire.

En vue d'offrir aux usagers de la route des infrastructures praticables, le FER a élaboré un plan stratégique couvrant la période 2013-2015. Ce plan prend en compte les volets relatifs à l'entretien routier du Programme National de Développement. Pour sa mise en œuvre, le FER a mobilisé, au titre de l'exercice 2013, un montant de **88,72** milliards FCFA, contre **33,68** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **163,42%**.

Cette amélioration du niveau des ressources collectées est due à la revalorisation de la structure de la Taxe Spécifique Unique (TSU) et à la politique de financement exécutée par la Direction Générale du FER (levée de fonds et avances de trésorerie). En effet, la TSU qui représente **17,88%** des ressources collectées, est passée de **5,84** milliards FCFA en 2012 à **18,47** milliards FCFA en 2013. Quant aux levées de fonds et avances de trésorerie, elles sont passées de **12,4** milliards FCFA en 2012 à **59** milliards FCFA en 2013.

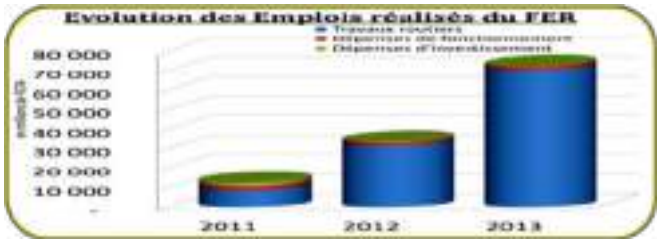
Par ailleurs, le FER a bénéficié de l'Etat, d'une subvention de **72,73** milliards FCFA en 2013, contre **33,82** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **115,05%**.

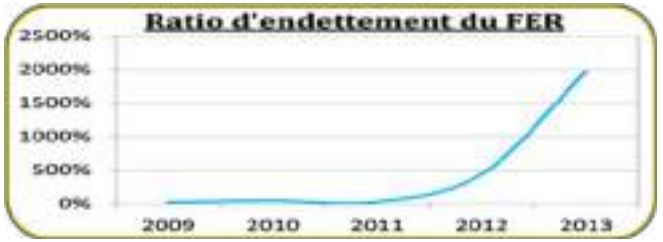
Les ressources mobilisées par la société ont été affectées à hauteur de **70** milliards FCFA (soit **87,74%**), aux travaux routiers. Il s'agit, principalement, du financement partiel du programme d'entretien routier 2012-2013, de la réhabilitation de la section Abidjan-Singrobo, de la finalisation et de la mise en service du péage autoroutier.

Ainsi, à l'instar des exercices précédents, le FER n'a pas dégagé de résultat net en 2013. Toutefois, le résultat de ses activités ordinaires, bien que déficitaire, s'est amélioré. Celui-ci est passé de **-263,66** millions FCFA en 2012 à **-175,80** millions FCFA en 2013. La mise en exploitation des postes à péage permettra au FER de renforcer sa capacité de financement.

Les impôts dus par le FER ont connu une forte hausse en passant de **25,83** millions FCFA en 2012 à **112,94** millions FCFA en 2013 (**109,94** millions FCFA d'impôts et taxes et **3** millions d'impôts BIC).

Enfin, avec les levées de fonds opérées par la société au cours des deux (2) dernières années, le ratio d'endettement du FER est passé de **438,68%** en 2012 à plus de **1000%** en 2013.





Faits Marquants du FER 2013

- levée de fonds de 35 milliards FCFA dont un décaissement partiel de 28 milliards FCFA pour la réhabilitation de l'axe Abidjan-Singrobo ;
- revalorisation de la structure de la Taxe Spécifique Unique (TSU) depuis le 1er avril 2013 ;
- inauguration de l'autoroute Abidjan-Yamoussoukro par le Président de la République, le 11 décembre 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 23 février 2000

Capital social : 300 millions FCFA

Capitaux propres 2013 : -1,77 milliard FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 590,65 millions FCFA

Résultat Net 2013 : -115,13 millions FCFA

Subventions 2013 : 200 millions FCFA

PCA : Moussa KONATE

Directeur Général : VEH Sodé Félix

Adm. Min Eco & Fin : Yomanfo EBROTTIE

Adm. Min des Transports : DIABATE Coulibaly, Moussa KONATE

L'Agence des Transports Urbains (AGETU) est chargée de l'organisation, de la coordination et du contrôle des services de transports publics urbains dans la ville d'Abidjan et dans les communes environnantes.

A l'instar des années précédentes, l'AGETU n'a pas pu couvrir la totalité du marché des transports urbains, notamment, le segment des taxis communaux. En outre, son fonctionnement a été entravé par la persistance des conflits de compétence avec les collectivités territoriales du périmètre des transports urbain (PTU).

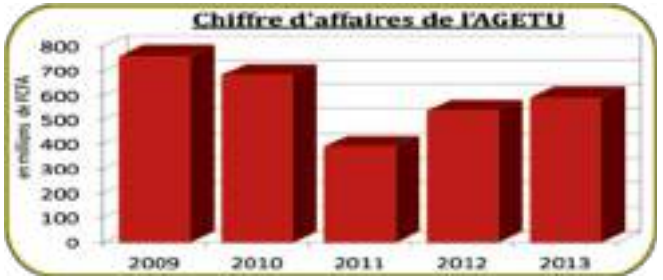
Cependant, l'environnement économique favorable au cours de l'exercice 2013, a permis à la société d'améliorer sa performance commerciale. Ainsi, le chiffre d'affaires de l'agence a enregistré une hausse de **9,95%**, passant de **537,18** millions FCFA en 2012 à **590,65** millions FCFA en 2013.

De même, au cours de l'exercice 2013, l'AGETU a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **200** millions FCFA. Toutefois, la société peine à rentabiliser son exploitation car, elle ne parvient pas, à ce jour, à effectuer certaines de ses missions, notamment, la définition des réseaux de services de transport, l'approbation et l'harmonisation des tarifs ainsi que la coordination du stationnement.

Toutefois, les soldes intermédiaires de gestion, bien que déficitaires, se sont améliorés en 2013. Ainsi, le déficit du résultat net a été ramené à **-115,13** millions FCFA en 2013, contre **-253,19** millions FCFA en 2012.

Nonobstant la réduction du déficit, la situation nette de l'AGETU demeure préoccupante au regard du niveau des capitaux propres qui sont négatifs de **1,77** milliard FCFA au 31 décembre 2013. De plus, l'analyse du ratio de liquidité atteste d'une incapacité de la société à faire face à ses échéances immédiates.

Au titre des impôts dus à l'Etat en 2013, ils sont en baisse de **10,20%**, passant de **11,37** millions FCFA en 2012 à **10,21** millions FCFA en 2013.



Faits Marquants de l'AGETU 2013

- capitaux propres négatifs de 1,76 milliard FCFA au 31 décembre 2013 ;
- refus de certification des comptes par les Commissaires aux Comptes ;
- persistance des conflits de compétence entre l'AGETU et les collectivités territoriales du périmètre des transports urbain (PTU).

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 27 juin 2001

Capital social : 300 millions FCFA

Capitaux propres 2013 : -2,52 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 4,57 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 253,74 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 46,20 millions FCFA

PCA : Antoine GNIZAKO

Directeur Général : ISSOUF TRAORE

Adm. Min des Transports : Magnatié BAMBA

Adm. Min Eco & Fin : KOUADIO Kouamé Olivier

La Société Nationale des Transports Terrestres (SONATT) est une société d'Etat créée par décret n°2001-377 du 27 juin 2001. Elle a pour objet d'instruire tous les dossiers se rapportant aux demandes d'immatriculation et de mutation des véhicules, de cartes grises internationales et de permis de conduire.

Au 31 décembre 2013, le chiffre d'affaires de la SONATT s'est accru de **3,16%** en s'établissant à **4,57** milliards FCFA, contre **4,43** milliards FCFA en 2012. Le résultat d'exploitation qui se dégage est bénéficiaire de **272,16** millions FCFA en 2013, contre **257,38** millions FCFA au titre de l'exercice 2012, soit une progression de **5,74%**.

Cette performance économique est liée à l'effet conjugué de la réduction à hauteur de **18,67%** des services extérieurs et d'une augmentation de **210,82%** des reprises de provisions.

Ainsi, le résultat net de la société est ressorti en hausse de **26,71%**, passant d'un excédent **200,25** millions FCFA en 2012 à un excédent de **253,74** millions FCFA au 31 décembre 2013.

Malgré ce niveau de résultat, la situation bilancielle de la SONATT demeure préoccupante car les capitaux propres sont négatifs de **2,51** milliards FCFA au 31 décembre 2013.

Par ailleurs, le total des dettes à court terme (**3,92** milliards FCFA) est supérieur à l'ensemble des ressources liquides de l'Actif de la SONATT. Ainsi, avec un ratio de liquidité de **25,84%**, la société est dans l'incapacité de faire face à ses dettes à court terme. Elle a recours à des découverts bancaires dont le montant est passé de **7,90** millions FCFA en 2012 à **242,73** millions FCFA en 2013.

Enfin, les impôts dus à l'Etat par la SONATT se sont élevés à **102,52** millions FCFA en 2013 (dont **81,65** millions FCFA d'impôts et taxes et **20,87** millions FCFA d'impôts BIC), contre un montant de **373,92** millions FCFA enregistré en 2012.

Faits Marquants de la SONATT 2013

- capitaux propres de la société négatifs de 2,51 milliards FCFA ;
- lancement de la carte de transporteur ;
- lancement de la sécurisation des cartes grises avec la société française PROOFTAG ;
- ouverture d'une agence de la SONATT dans la région du Kabadougou.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 16 décembre 1960

Capital social : 3 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : 3,24 milliards FCFA

Part de l'Etat : 60,17%

Chiffre d'Affaires 2013 : 28,31 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 193,60 millions FCFA

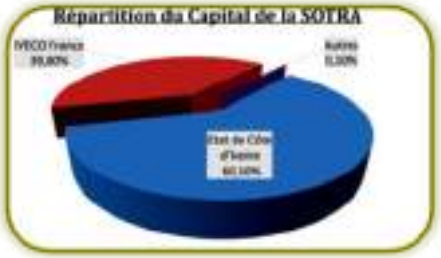
Subventions d'exploitation 2013 : 8 milliards FCFA

PCA : M. CAMARA Laciné (PCA)

Directeur Général : MEÏTE Bouaké

Adm. Min Eco & Fin : DIABA Assoukpou Roger, FOFANA Lassina & KISSI Bi Kouamé

Adm. Min des Transports : M. CAMARA Laciné, Mme DIABATE COULIBALY Affissata & M. TOURE Abdoulaye



La Société des Transports Abidjanais (SOTRA) a pour mission l'exploitation du service public de transport de personnes sur route et sur lagune dans les limites de la ville d'Abidjan.

Au cours de l'exercice sous revue, la SOTRA a bénéficié d'une restructuration financière qui a permis à la société de réaliser deux (2) objectifs majeurs contenus dans son plan stratégique 2012-2016. Il s'agit de la reconstitution des fonds propres et du retour à une exploitation positive.

Par ailleurs, la SOTRA a bénéficié au titre de l'exercice 2013, d'une subvention d'exploitation de **8** milliards FCFA.

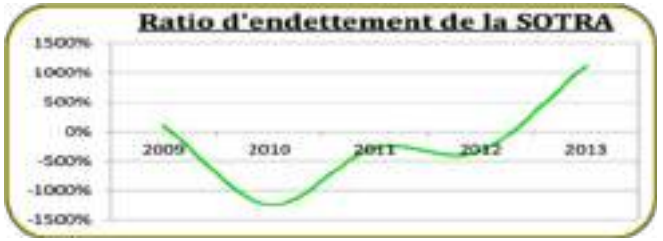
Toutefois, la chute du parc en ligne a agi négativement sur le niveau du chiffre d'affaires de la SOTRA qui est passé de **29,08** milliards FCFA en 2012 à **28,31** milliards FCFA en 2013, soit une régression de **2,65%**.

Malgré ce repli d'activités, l'excédent brut d'exploitation s'est accru de **48,95%**, pour atteindre **10,32** milliards FCFA en 2013 en raison de la hausse des autres produits (**+128,04%**) due à la compensation des dettes et créances réciproques entre l'Etat et la SOTRA.

Le résultat net s'est soldé par un bénéfice pour la première fois depuis 2008. Celui-ci s'est établi à **193,60** millions FCFA en 2013, contre un déficit de **160,52** millions FCFA enregistré en 2012.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la SOTRA, ils ont connu une hausse de **22,46%** en passant de **716,9** millions FCFA en 2012 à **877,95** millions FCFA en 2013 (dont **842,95** millions FCFA d'impôts et taxes et **35** millions d'impôts BIC).

Enfin, grâce à la restructuration financière autorisée par l'Etat en 2013, les capitaux propres de la SOTRA sont redevenus positifs. Ceux-ci sont passés de **-10,65** milliards FCFA en 2012 à **3,24** milliards FCFA en 2013. De même, l'analyse de la politique d'endettement de la société révèle un niveau d'endettement élevé. Le ratio d'endettement s'est fixé à **1115,97%** en 2013.



Faits Marquants de la SOTRA 2013

- adoption du plan de restructuration financière de la SOTRA en Conseil des Ministres du 18 septembre 2013 ;
- libéralisation du transport lagunaire par le Gouvernement lors dudit Conseil des Ministres.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1995

Capital social : 5 milliards FCFA

Capitaux propres : 8,38 milliards FCFA

Part de l'Etat : 15%

Chiffre d'Affaires 2013 : 36,97 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 2,37 milliards FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 718,08 millions FCFA

PCA : DIAWARA Lassiné

Directeur Général : Joël HOUNSINOU

Adm. SIPF : KADJO N'Guetta Louis

Adm. PAA : HIEN Sié

La Société Internationale de Transport Africain par Rail (SITARAIL) est une filiale de COMAZAR (Groupe Bolloré), opérant dans les chemins de fer en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Depuis août 1995, ces deux (2) Etats ont concédé l'exploitation de leurs réseaux ferroviaires à la SITARAIL.

En 2013, sur le plan institutionnel, la SITARAIL a poursuivi les échanges avec les autorités de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso afin de parvenir à un accord global d'assainissement de sa situation financière.

Sur le plan commercial, le transport de voyageurs par rail a continué sous la forme de l'affrètement des voitures à la société STIB. Grâce à la réduction du temps de parcours moyen et à la réhabilitation des voitures et des gares, cette activité a progressé de **7,27%** en passant de **272 963** voyageurs transportés en 2012 à **292 818** voyageurs en 2013. Au niveau des marchandises, les performances commerciales de la SITARAIL ont été pénalisées par l'insuffisance de matériels de traction. D'où, la baisse de **2,25%** du volume de marchandises transportées qui est passé de **889 000** tonnes en 2012 à **869 000** tonnes en 2013.

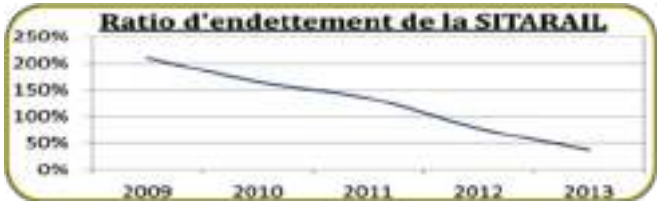
Toutefois, l'application de tarifs plus rémunérateurs et le meilleur mix-produit, ont permis au chiffre d'affaires de la société de maintenir sa tendance haussière en s'établissant à **36,97** milliards FCFA en 2013, contre **35,98** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **2,75%**.

En outre, la hausse de **3,06%** de la subvention d'exploitation accordée par l'Etat, qui a été portée à **718,08** millions FCFA 2013, combinée à un meilleur rendement commercial et la poursuite des mesures de redressement mises en place dans la société, ont favorisé une amélioration des performances financières de la société. Ainsi, le résultat net de la SITARAIL est passé de **2,13** milliards FCFA en 2012 à **2,37** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **11,27%**.

L'importance des bénéfices réalisés depuis 2012 permet à la société de reconstituer graduellement ses capitaux propres qui se sont établis à **8,38** milliards FCFA au 31 décembre 2013, contre un montant de **6** milliards FCFA en 2012, améliorant ainsi sa structure globale de financement.

Les impôts dus à l'Etat sont passés de **1,27** milliard FCFA en 2012 à **1,67** milliard FCFA en 2013 (**753,96** millions FCFA d'impôts et taxes et **913,25** millions d'impôts sur le résultat).

Enfin, la société a repris le paiement des échéances courantes de sa dette. En outre, son ratio d'endettement s'est fixé à **37,47%** en 2013, contre **78,25%** en 2012, traduisant une amélioration de son niveau d'endettement.



Faits Marquants de la SITARAIL 2013

- application de tarifs plus rémunérateurs ;
- réduction à 4 du nombre de déraillements en pleine voie, contre 11 en 2012 ;
- reprise du paiement des échéances courantes de la dette ;
- renforcement du parc de matériels remorqués par la prise en location de 97 wagons plats ;
- suspension par les Etats, des renégociations du cadre contractuel de la concession en raison de l'offre de financement de la réhabilitation des infrastructures ferroviaires faite par Pan AfricanMinerals.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 26 juillet 1995

Capital social : 3 milliards FCFA

Capitaux propres : 6,58 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 1,21 milliard FCFA

Résultat Net 2013 : 110,6 millions FCFA

Subventions d'équilibre 2013 : 100 millions FCFA

PCA : DIOMANDE Vassiafa

Directeur Général : KADJO N'guetta Louis

Adm. Min des Transports : Baffat KONE

Adm. Min Eco & Fin : CISSE Aboubakar

La Société Ivoirienne de Gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF) est une société d'Etat. Les activités de cette société portent sur le suivi de la concession ferroviaire, la gestion du patrimoine ferroviaire non concédé et les études de modernisation et de développement ferroviaire.

En 2013, l'activité commerciale de la SIPF a conservé sa tendance haussière. Ainsi, le chiffre d'affaires de la société est passé de **1,08** milliard FCFA en 2012 à **1,21** milliard FCFA en 2013, soit une hausse de **12,04%** favorisée par le paiement régulier par la SITARAIL des droits d'usage et au recouvrement à hauteur de **60%** du montant des loyers prévus en 2013.

Par ailleurs, pour l'exécution de sa mission de service public, l'Etat a mis à la disposition de la SIPF, une subvention d'équilibre d'un montant de **100** millions FCFA.

A l'instar du chiffre d'affaires, le résultat net de la société s'est amélioré en 2013 en affichant un excédent de **110,60** millions FCFA, contre un bénéfice de **98,35** millions FCFA enregistré en 2012. Cette hausse de **12,45%** du résultat net est imputable aux produits hors activités ordinaires évalués à **968** millions FCFA et à la reprise de provisions pour un montant de **18** millions FCFA.

Au regard de ces performances financières, le montant des impôts dus à l'Etat par la SIPF s'est accru de **71,38%** en passant de **104,57** millions FCFA en 2012 à **179,21** millions FCFA en 2013 (**117,75** millions FCFA d'impôts et taxes et **61,5** millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement sur les trois (3) dernières années révèle un niveau d'endettement risqué de la SIPF. Au titre de l'exercice 2013, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **268,63%**. Ainsi, les capitaux propres de la SIPF sont entièrement absorbés par ses dettes financières.

Faits Marquants de la SIPF 2013

- réalisation de deux (2) missions d'inspections de la voie ferrée ;
- paiement régulier des droits d'usage par la SITARAIL ;
- nombre important de déraillements en raison de l'Etat de dégradation avancée de la voie ferrée ;
- système d'information financière de la SIPF peu performant.

Une Référence Internationale

FICHE TECHNIQUE

Décret de création : 5 février 1951

Capital social : 16 milliards FCFA

Capitaux propres : 76,51 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Participations : SITARAIL (7,5%)

Chiffre d'Affaires 2013 : 72,09 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 15,32 milliards FCFA

PCA : KANTE Koly

Directeur Général : HIEN Sie

Adm. Min Eco & Fin : TRAORE Seydou ; COULIBALY Issa

Adm. Min des Transports : DIABATE Moussa

Le Port d'Abidjan représente **90%** des échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire, **70%** des activités industrielles du pays, plus de **85%** des recettes douanières qui constituent plus de **60%** du budget général de l'Etat et plus de **40 000** emplois directs et indirects.

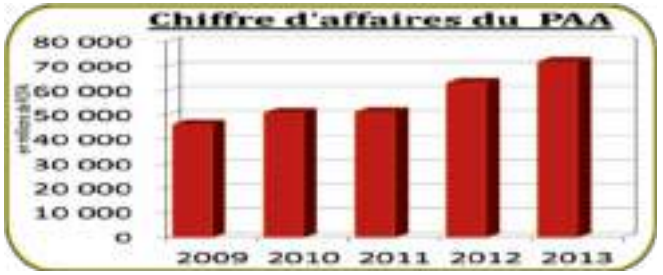
Cependant, en 2013, le niveau global des trafics du Port Autonome d'Abidjan a été affecté par la chute des exportations des produits pétroliers (assèchement naturel des gisements offshore). En effet, le trafic total de marchandises a chuté de **1,06%** pour s'établir à **21,48** millions de tonnes, contre **21,7** millions de tonnes en 2012. Quant au trafic navires, il a stagné sur la période en se fixant à **2 912** escales en 2013, contre **2 914** escales en 2012.

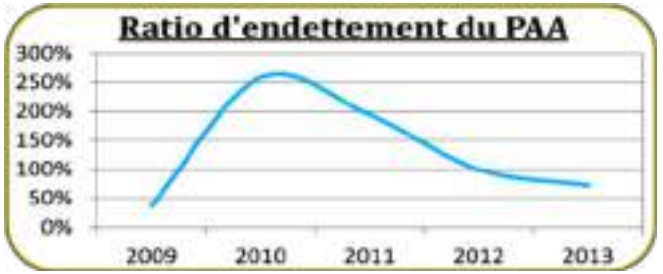
Malgré ce léger repli du trafic global, le chiffre d'affaires de la société est passé de **63,3** milliards FCFA en 2012 à **72,09** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **13,89%**. Ce bon résultat commercial est porté par les redevances liées aux concessions portuaires (**+93,3%**), aux marchandises (**+5,6%**) et aux navires (**+11,7%**). Ces redevances représentent plus de **72%** du chiffre d'affaires en 2013.

Toutefois, le résultat net du Port Autonome d'Abidjan en 2013, tout en étant bénéficiaire de **15,32** milliards FCFA, est en baisse de **25,95%** par rapport à l'exercice précédent qui affichait un bénéfice de **20,69** milliards FCFA du fait d'un résultat HAO de **20,59** milliards FCFA (cessions d'immobilisations).

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils connaissent une baisse de **12,50%**. Ceux-ci sont passés de **1,2** milliard FCFA en 2012 à **1,05** milliard FCFA en 2013 (dont **1,04** milliard FCFA d'impôts et taxes et **7,5** millions FCFA d'impôts BIC).

Le ratio d'endettement du Port Autonome d'Abidjan s'est fixé à **72,44%** en 2013, au dessus de la norme internationale qui oscille entre **30%** et **65%**.





Faits Marquants du PAA 2013

- concession du 2ième terminal à conteneurs(TC2) ;
- restructuration du passif financier ;
- optimisation de la facturation par les appels d'offres.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : du 12 juillet 1971

Capital social : 2 milliards FCFA

Capitaux propres : 16,18 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 6,48 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 330,51 millions FCFA

Subventions d'investissement 2013 : 473,70 millions FCFA

PCA : KOUAME Kouamé Jean-Baptiste

Directeur Général : Hilaire LAMIZANA

Adm. Min des Transports : CISSE Moustapha

Adm. Min Eco & Fin : KRAMO Patrice ; Issa COULIBALY

Le Port Autonome de San Pedro (PASP) est l'Autorité chargée de la gestion du Port de San Pedro. A l'origine géré par un EPIC, le Port a été transformé en société d'Etat par décret n°95-818 du 29 septembre 1995.

Les principales activités menées en 2013 par l'Autorité portuaire de San Pedro ont porté sur le renforcement de la gouvernance du port, le développement du trafic de marchandises, la mise en place des premiers jalons du schéma directeur du port, le renforcement de la sécurité et de la sûreté, la mobilisation des ressources financières et la rationalisation des charges de l'entreprise.

Au plan opérationnel, l'activité portuaire est en pleine expansion. En effet, le trafic global de marchandises a poursuivi sa tendance haussière et s'est établi à **4,33** millions de tonnes en 2013, contre **3,23** millions de tonnes en 2012, soit un bond de **34%**. Le débit de conteneurs a atteint un niveau de **333 334 EVP**, contre **246 187 EVP** en 2012, soit une progression de **35%**.

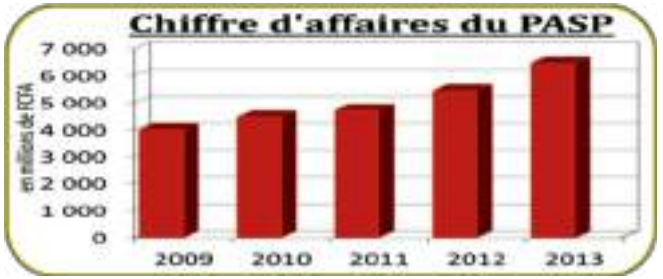
Au titre des investissements, ceux financés par l'Etat de Côte d'Ivoire et ceux engagés sur fonds propres se sont élevés respectivement à **802** millions FCFA et **2,77** milliards FCFA. Ces investissements ont permis de poursuivre les travaux d'aménagement, d'installation et de réhabilitation d'ouvrages portuaires.

Les progrès enregistrés au niveau des redevances navires (**+43%**) et des produits accessoires (+**47%**) ont permis la réalisation d'un chiffre d'affaires de **6,48** milliards FCFA en 2013, contre **5,45** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **18,90%**.

Par ailleurs, la poursuite des mesures de rationalisation des charges, engagées depuis l'exercice 2011, a impacté positivement le résultat net qui a affiché un excédent de **330,51** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice net de **298,85** millions FCFA réalisé en 2012, soit une hausse de **10,59%**.

Quant aux capitaux propres de la société, ils ont affiché un recul de **5,27%** en s'établissant à **16,18** milliards FCFA en 2013, contre **17,08** milliards FCFA au titre de l'exercice 2012.

Enfin, les impôts dus par le Port Autonome de San Pedro à l'Etat ont atteint un montant de **520,24** millions FCFA en 2013, contre **296,96** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **75,19%**.



Faits Marquants du PASP 2013

- mobilisation des ressources financières et rationalisation des charges de l'entreprise ;
- renforcement de la gouvernance du port ;
- développement du trafic de marchandises ;
- mise en place des premiers jalons du schéma directeur du port.

Office Ivoirien des Chargeurs

FICHE TECHNIQUE

Date de création : décembre 1975

Capital social : 500 millions FCFA

Capitaux propres 2013 : -472,43 millions FCFA

Part de l'Etat : 20%

Chiffre d'Affaires 2013 : 2,22 milliards FCFA

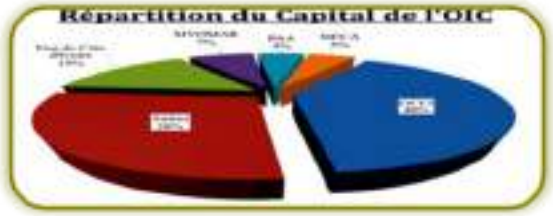
Résultat Net 2013 : -19,48 millions FCFA

PCA : KONE Sako

Directeur Général : KONE Sako (intérim)

Adm. Min Eco & Fin : TOURE YETJLI Prosper ; SAY N'Guetta

Adm. Min des Transports : CONE Dioman



L'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC) est une société à participation financière publique dont la mission est de concevoir et de mettre en œuvre toutes actions permettant de réduire l'incidence des coûts de transport maritime sur l'économie nationale. Elle a, également, pour mission de rationaliser et d'optimiser la desserte maritime du pays à travers la régularisation de l'offre et de la demande de fret.

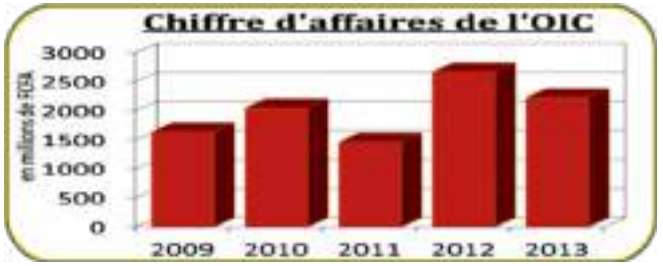
Au titre des activités, l'exercice 2013 a été marqué par la désignation de la structure dénommée « Abidjan Terminal » pour le recouvrement de la pénalité de stationnement et par l'imposition d'une baisse de **10%** sur l'ensemble de la grille tarifaire du bordereau de suivi des cargaisons (BSC) suite aux reformes liées au « Doing Business ».

L'effet conjugué de ces actions a occasionné un repli des activités de l'OIC. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est réduit de **16,54%**, passant de **2,66** milliards FCFA en 2012 à **2,22** milliards FCFA en 2013. La marge commerciale a suivi cette tendance en s'affichant à **2,18** milliards FCFA en 2013, contre **2,61** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **16,47%**.

Cette contre-performance commerciale combinée au niveau élevé des charges d'exploitation a entrainé un déficit de l'exploitation de **12,01** millions FCFA en 2013, contre un déficit plus accru de **244,54** millions FCFA en 2012. En conséquence, le résultat net, bien qu'en nette amélioration, est demeuré négatif en s'établissant à **-19,48** millions FCFA en 2013, contre **-264,50** millions FCFA en 2012.

Quant aux impôts dus à l'Etat par l'OIC, ils sont passés de **337,48** millions FCFA en 2012 à **84,48** millions FCFA en 2013 (**73,34** millions FCFA d'impôts et taxes et **11,14** millions d'impôts BIC), soit une baisse de **74,97%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de l'OIC sur les trois (3) dernières années, révèle une dépendance financière de l'entreprise. En outre, sa situation nette reste préoccupante avec des capitaux propres négatifs de **472,43** millions FCFA en 2013.



Faits Marquants de l'OIC 2013

- désignation d'Abidjan terminal pour le recouvrement de la pénalité de stationnement ;
- réduction à hauteur de 10% du tarif du bordereau de suivi des cargaisons ;
- signature d'un partenariat entre l'OIC et l'EBEMI pour le suivi (géo-localisation) des camions de transport de marchandises entre la Côte d'Ivoire et le Mali.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 12 mai 2012

Capital social : 25 milliards FCFA

Capitaux propres : -22,05 milliards FCFA

Part de l'Etat : 65%

Chiffre d'Affaires 2013 : 33,10 milliards FCFA

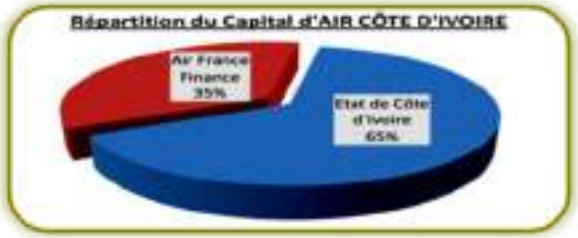
Résultat Net 2013 : -20,61 milliards FCFA

PCA : Abdoulaye COULIBALY

Directeur Général : René DECUREY

Adm. Min Eco & Fin : BAMBA Seydou

Adm. Min Transport : Lanciné BAMBA



Air Côte d'Ivoire est la principale compagnie aérienne ivoirienne née des cendres de l'ex-Air Ivoire. Ses activités principales sont le transport de passagers, de fret ainsi que la maintenance et l'entretien des avions.

L'année 2013 a été marquée par le renforcement de la flotte de la compagnie Air Côte d'Ivoire à travers l'acquisition d'un troisième Airbus A319 et d'un ERJ170 de la compagnie régionale CAE.

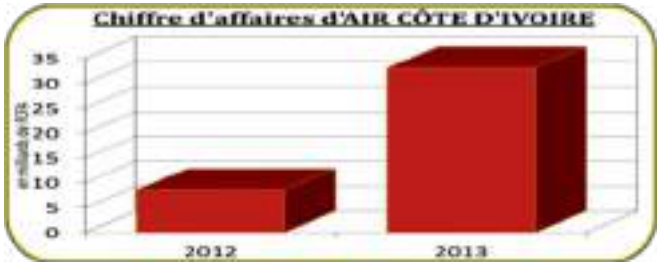
Cet exercice a été, également, caractérisé par une montée en puissance des trafics. En 2013, la compagnie Air Côte d'Ivoire a transporté plus de **244 000** passagers pour **5 262** vols opérés. Le coefficient d'occupation global a été de **59%** en 2013, contre une prévision de **54%**.

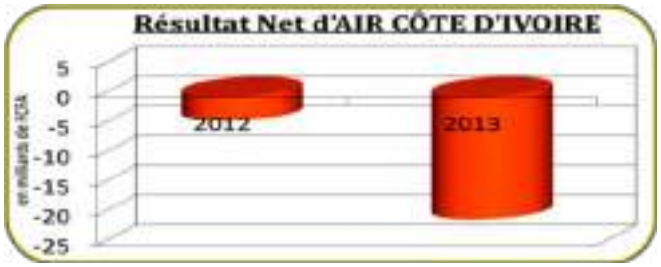
Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'est considérablement accru (**+287,59%**) en s'établissant à **33,10** milliards FCFA en 2013, contre **8,54** milliards FCFA en 2012.

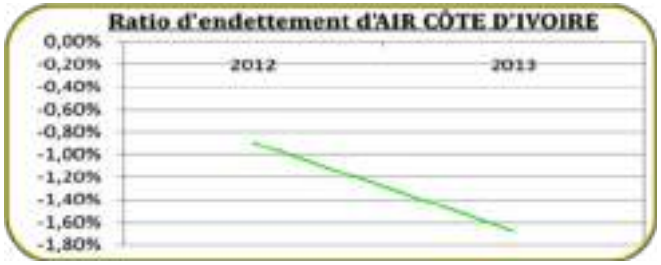
Cependant, les charges d'exploitation telles que les locations diverses (**11,54** milliards FCFA), la sous-traitance (**4,91** milliards FCFA), la maintenance (**4,04** milliards FCFA) ont occasionné un résultat d'exploitation déficitaire de **20,16** milliards FCFA. Le résultat net de la société est passé d'un déficit de **3,95** milliards FCFA en 2012 à un déficit plus accru de **20,61** milliards FCFA au 31 décembre 2013.

Ainsi, les capitaux propres d'Air Côte d'Ivoire demeurent négatifs pour la deuxième année consécutive en raison du niveau de déficit du résultat net. Ceux-ci sont passés de **-1,45** milliard FCFA en 2012 à **-22,05** milliards FCFA en fin d'exercice 2013. De même, la société ne dispose pas de ressources stables pour financer son activité. D'où la hausse de **332,28%** du montant des dettes à court terme qui ont atteint **34,28** milliards FCFA en 2013, contre **7,93** milliards en 2012

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par Air Côte d'Ivoire, ils ont atteint un niveau de **238,91** millions FCFA en 2013, contre **67,85** millions FCFA en 2012.







Faits Marquants d'Air Côte d'Ivoire 2013

- poursuite de l'ouverture des dessertes ;
- mise en place des premiers accords commerciaux ;
- défection d'un actionnaire fondateur de la compagnie ;
- augmentation du capital social à 25 milliards FCFA
- report du lancement des dessertes domestiques.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 16 avril 1997

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres : 9,21 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 5,29 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 700,92 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 1,60 milliard FCFA

PCA : DIE Mamadou

Directeur Général : EZALEY Georges Philippe

Adm. Min Infr & Eco : Mme EKRA Anne-Marie

Adm. Min Eco & Fin : Adama SALL

La SODEXAM est une société d'Etat qui a pour mission la mise en œuvre de la réglementation relative à l'Aviation civile et à la Météorologie dans son domaine d'activité. Elle est chargée de la gestion, de l'exploitation et du développement des aéroports, de la météorologie et des activités aéronautiques en Côte d'Ivoire.

Au cours de l'exercice 2013, ses activités se sont étendues sur dix (10) sites. Les statistiques aéroportuaires ont révélé un repli de **7,23%** du trafic passagers et de **6,34%** des mouvements des aéronefs dans les aéroports de l'intérieur. A l'inverse, l'aéroport d'Abidjan a enregistré une hausse de **15,97%** des mouvements des aéronefs et de **22,54%** du trafic passagers.

Ce niveau d'activités s'est soldé par un chiffre d'affaires de **5,29** milliards FCFA en 2013, contre **4,11** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **28,71%**.

Par ailleurs, en 2013, la société a bénéficié d'une subvention globale de **1,6** milliard FCFA, contre **3,5** milliards FCFA en 2012.

Le résultat net de la société est bénéficiaire de **700,92** millions FCFA en 2013, contre un déficit de **92,74** millions FCFA enregistré en 2012.

Concernant les engagements de la société envers l'Etat, les impôts dus au titre de l'exercice 2013 se sont élevés à **107,76** millions FCFA (**73,30** millions FCFA d'impôts et taxes et **34,46** millions FCFA d'impôts BIC), contre **89** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **21,08%**.

Enfin, depuis 2008, des efforts sont entrepris par la SODEXAM pour maîtriser le poids de sa dette financière. Son ratio d'endettement est passé de **66,99%** en 2008 à **43,07%** en 2012 pour atteindre **40,45%** en 2013.

Faits Marquants de la SODEXAM 2013

- résultat net bénéficiaire de 700,92 millions FCFA au 31 décembre 2013 ;
- ratio d'endettement conforme à la norme requise ;
- report du lancement des dessertes domestiques d'Air Côte d'ivoire.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1er juillet 1996

Capital social : 1,42 milliard FCFA

Capitaux propres :

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2013 : 17,12 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 2,58 milliards FCFA

Dividendes 2013 : 48,21 millions FCFA

PCA : Général Abdoulaye COULIBALY

Directeur Général : Gilles DARRIAU

Adm. Min Eco & Fin : TRAORE Seydou

Créée le 1er juillet 1996, la société anonyme AERIA a pour mission la gestion de l'Aéroport international d'Abidjan.

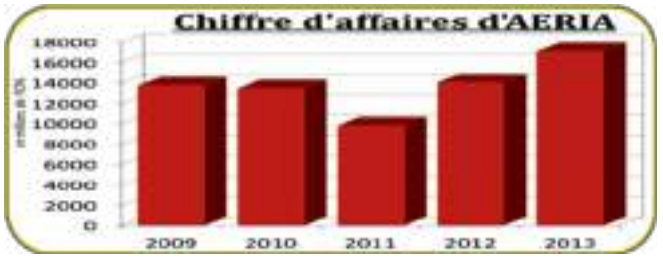
L'année 2013 a été caractérisée par une intensification des activités de la société. En effet, le trafic passager est resté supérieur à **1** million de voyageurs pendant que le fret aérien progressait de **6,62%** pour atteindre **17 870** tonnes. Ce volume d'activités a occasionné un bond de **21,36%** des redevances aéronautiques qui représentent plus de **80%** du chiffre d'affaires de la société.

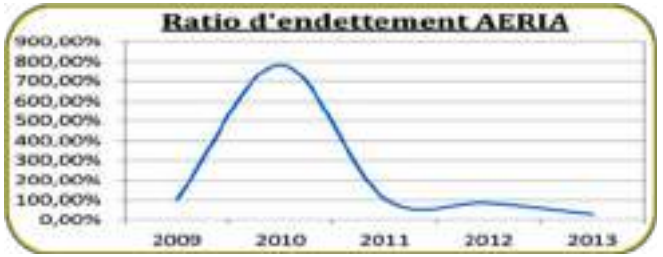
Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé au même rythme que les redevances **(+21,94%)** en passant de **14,04** milliards FCFA en 2012 à **17,12** milliards FCFA en 2013, favorisant l'atteinte d'un résultat net bénéficiaire de **2,58** milliards FCFA en 2013, contre un bénéfice de **2,28** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **13,16%**.

Cette performance a permis à l'Etat de bénéficier d'un dividende de **48,21** millions FCFA en 2013, contre **24,96** millions FCFA perçus en 2012.

Quant aux impôts dus à l'Etat par AERIA, ils sont passés de **1,15** milliard FCFA en 2012 à **857** millions FCFA en 2013 (dont **258,9** millions FCFA d'impôts et taxes et **598,1** millions FCFA d'impôts BIC). Cette baisse s'explique par la déduction fiscale de la reprise de provisions pour créance douteuse du client Air Afrique et de l'obtention auprès de l'administration fiscale d'une décision de réduction d'impôts pour investissement.

Enfin, les dettes financières de la société en 2013, représentent **31,17%** de ses capitaux propres, contre **48,54%** en 2012. Cela traduit un bon niveau d'endettement, la norme se situant entre **30%** à **65%**.





Faits Marquants d'AERIA 2013

- démarrage des vols de la compagnie aérienne CORSAIR ;
- passage de la compagnie AIR France à 10 vols/semaine ;
- arrivée de Turkish Airlines ;
- obtention auprès de l'administration fiscale d'une décision de réduction de 219 millions FCFA des impôts.

SECTEUR COMMUNICATION ET ÉTUDES

Les différents projets gouvernementaux initiés en 2012 dans le secteur « Communication et Etudes », ont été poursuivis au cours de l'exercice 2013. En effet, après la mise en service du câble sous-marin ACE et de la nouvelle plateforme satellitaire, plusieurs applications métiers (SIGAF, GESTACOM et GED) ont été développées et déployées dans les ministères techniques.

Ces chantiers ont permis à certaines sociétés du portefeuille de l'Etat exerçant dans ce sous secteur d'améliorer leurs performances commerciales. Ainsi, le chiffre d'affaires de la SNDI a progressé de **13,10%** pour atteindre **6,82** milliards FCFA en 2013. De même, la Côte d'Ivoire TELECOM a enregistré une hausse de **7,82** milliards FCFA de son chiffre d'affaires qui s'est établi à **166,17** milliards FCFA en 2013.

En somme, le chiffre d'affaires consolidé du secteur « Communication et Etudes », a chuté de **3,15**% en passant de **235,19** milliards FCFA en 2012 à **227,79** milliards FCFA en 2013 en raison de la baisse de **2,07** milliards FCFA du chiffre d'affaires cumulé des sociétés EDIPRESSE, NEI-CEDA et INIE et de la sortie du portefeuille de l'ATCI.

Quant au résultat net consolidé du secteur, il s'est établi à **25,54** milliards FCFA en 2013, contre **19,81** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **28,92%**. Cette performance est liée à la forte amélioration du résultat net de la Poste de Côte d'Ivoire qui est passé d'un déficit de **358,13** milliards FCFA en 2012 à un bénéfice exceptionnel de **13,93** millions FCFA en 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 10 février 1993

Capital social : 6 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : 3,14 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 9,08 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 794,15 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 6,87 milliards FCFA

Subvention d'investissement 2013 : 972,17 millions FCFA

PCA : Pascal AKA Brou

Directeur Général : Ahamadou BAKAYOKO

Adm. Min Eco & Fin. : PATRICK YAO Drissa

Adm. Min de la Com : Pascal AKA Brou

Le groupe Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) est un organisme public de diffusion radiophonique et audiovisuel. Cette société a pour principales missions de répondre aux aspirations de la population en matière d'information, de culture, d'éducation et d'illustration des valeurs de la civilisation et de contribuer à la consolidation de l'unité nationale.

En 2013, les activités de la RTI ont été marquées par les effets des réformes engagées en 2012. Ces réformes avaient abouti à la restructuration financière de la société qui lui a permis de bénéficier, de la part de l'Etat, d'une exonération, d'un abandon de créances fiscales et d'une prise en charge d'une partie de ses dettes.

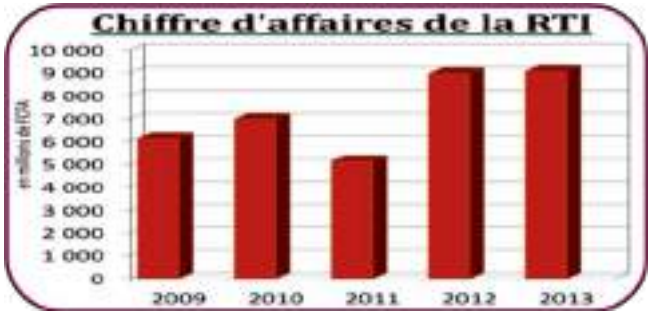
Par ailleurs, avec la mise en place au sein de la société d'un mécanisme de suivi des contrats commerciaux et de relance des activités commerciales, le chiffre d'affaires, essentiellement composé de recettes publicitaires, a poursuivi sa tendance haussière en passant de **8,97** milliards FCFA en 2012 à **9,08** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **1,23%**.

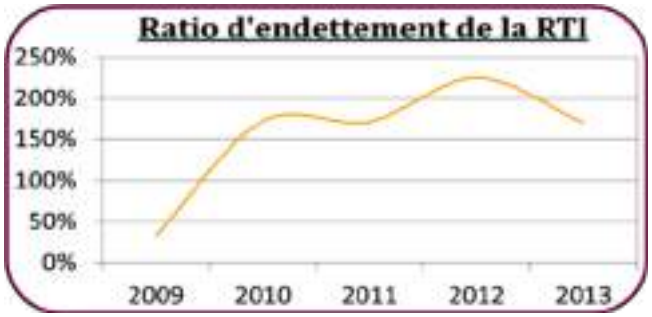
Malgré cette performance commerciale, le résultat net de la société a connu une baisse de **46,70%**, passant de **1,49** milliard FCFA en 2012 à **794,15** millions FCFA en 2013 en raison de la hausse des charges d'exploitation (services extérieurs, charges de personnel et autres achats) sur la période.

En ce qui concerne les impôts dus au titre de l'exercice 2013, ils ont connu une baisse de **19,72%**, passant de **1,24** milliard FCFA en 2012 à **995,52** millions FCFA en 2013 (**781,03** millions FCFA d'impôts et taxes et **214,49** millions d'impôts sur le résultat).

Par ailleurs, au 31 décembre 2013, les capitaux propres de la RTI se sont établis à **3,14** milliards FCFA, contre **2,31** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **35,93%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la RTI sur les trois (3) dernières années, révèle un niveau d'endettement élevé mais en nette amélioration. Le ratio d'endettement est passé de **225,11%** en 2012 à **170,24%** en 2013.





Faits Marquants de la RTI 2013

- accroissement des charges d'exploitation après une réduction suite à la restructuration de la société en 2012 ;
- fonds propres positifs et conformes à la réglementation en vigueur.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 04 septembre 1964

Capital social : 2 milliards FCFA

Capitaux propres : -12,05 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires : 19,16 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 98,79 millions FCFA

PCA : Pascal AKA Brou

Directeur Général : KOFFI Kra Pascal

Adm. Min Eco & Fin : Abou GBANE

Le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) a été créé par décret n°96-676 du 04 septembre 1964. Il a pour mission d'assister le Gouvernement dans l'identification et la formulation d'objectifs à moyen et long termes. Le BNETD contribue, également, à optimiser l'utilisation des ressources de l'État et à garantir la pérennité des acquis. Enfin, le BNETD collecte, analyse, centralise et diffuse les informations techniques, économiques et financières.

Au cours de l'exercice 2013, la poursuite des grands projets de développement a impacté positivement l'activité de la société.

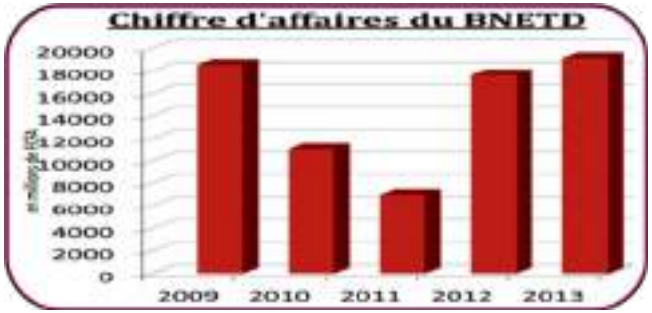
Ainsi, le chiffre d'affaires du BNETD, au cours de l'exercice 2013, s'est établi à **19,16** milliards FCFA, contre un montant de **17,65** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **8,56%**.

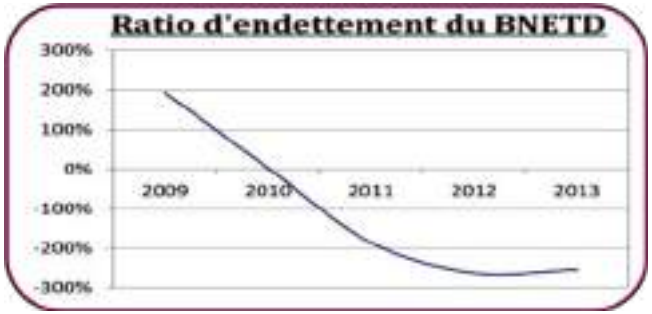
Ce niveau d'activités a permis au BNETD de réduire le déficit de son exploitation qui est passé de **342,23** millions FCFA en 2012 à **188,45** millions FCFA en 2013.

Les performances financières de la société ont suivi cette tendance avec un résultat net qui est ressorti bénéficiaire de **98,79** millions FCFA en 2013, contre un déficit de **436,16** millions FCFA enregistré en 2012.

Toutefois, le BNETD reste confronté à des difficultés de financement en raison du déficit des capitaux propres qui s'est établi à **12,05** milliards FCFA au 31 décembre 2013.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la société, ils se sont élevés à **393,20** millions FCFA en 2013 (**370,73** millions FCFA d'impôts et taxes et **22,47** millions FCFA d'impôts BIC), contre **867,95** millions FCFA en 2012, soit une baisse de **54,70%**.





Faits Marquants du BNETD 2013

- capitaux propres négatifs de 12,05 milliards FCFA au 31 décembre 2013 ;
- mise en place du Conseil d'Administration du BNETD.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1946

Capital social : 2 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : -4,64 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 1,37 milliard FCFA

Résultat Net 2013 : -639,81 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 1,00 milliard FCFA

Subvention d'investissement 2013 : 214,09 millions FCFA

PCA : KAMISSOKO Mamadouba

Directeur Général : BAH Ibrahima

Adm. Min Eco & Fin : Sansan HIEN

Adm. Min d'Etat du Plan et du Dév. : Ouei GUEU

L'Institut National de la Statistique (INS) a connu quatre périodes distinctes depuis sa création dont la plus récente est celle de décembre 1996, qui fait de l'INS une Société d'Etat avec comme principales missions, l'élaboration des comptes de la nation et de la centrale de bilans et la mise en place un système statistique permettant l'observation systématique et régulière des divers aspects des faits économiques, financiers, sociaux et démographiques.

En 2013, l'environnement favorable, marqué par la reprise de l'économie nationale, a permis à l'INS de relever son niveau d'activité.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société, constitué, principalement, de recettes issues de projets et de ventes de produits, s'est amélioré de **22,32%** en passant de **1,12** milliard FCFA en 2012 à **1,37** milliard FCFA en 2013..

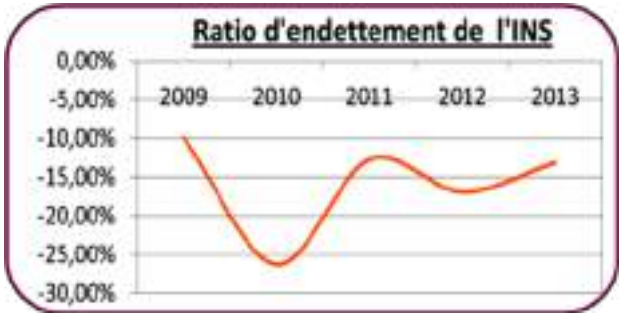
Toutefois, malgré ce niveau d'activités amorcé depuis 2012 et la baisse de **12,02%** des charges d'exploitation, le cycle d'exploitation de la société demeure déficitaire. Le résultat d'exploitation s'est établi à **-812,57** millions FCFA en 2013, contre **-436,36** millions FCFA en 2012, soit une baisse de **86,22%**.

Ce déficit résulte en partie du manque d'optimisation des ressources potentielles de la société et de la baisse des subventions accordées par l'Etat. En effet, la subvention d'exploitation accordée par l'Etat s'est réduite de **31,03%** en passant de **1,45** milliard FCFA en 2012 à **1,00** milliard FCFA en 2013. Quant à la subvention d'investissement, elle est passée de **350** millions FCFA en 2012 à **214,09** millions FCFA en 2013.

Le résultat net de la société a suivi la tendance du résultat d'exploitation en se fixant à **-639,81** millions FCFA en 2013, contre un déficit de **372,20** millions FCFA enregistré en 2012.

En ce qui concerne les impôts dus, ils se sont élevés, au titre de l'exercice 2013, à **94,14** millions FCFA (**82,32** millions FCFA d'impôts et taxes et **11,82** millions FCFA d'impôts BIC), contre **77,76** millions FCFA en 2012.

Enfin, en raison des déficits successifs enregistrés par la société au cours des cinq (5) dernières années, les capitaux propres sont négatifs et ont atteint **-4,64** milliards FCFA au 31 décembre 2013.



Faits Marquants de l'INS 2013

- situation nette très préoccupante ;
- capitaux propres négatifs de 4,64 milliards FCFA au 31 décembre 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 10 mars 1999

Capital social : 200 millions FCFA

Capitaux propres : 1,37 milliard FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 6,82 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 195,35 millions FCFA

PCA : NIAMKEY Paul Kodjo

Directeur Général : SORO NONGOLOUGO

Adm. Min Eco & Fin : DIABA Assoukpou Roger

La Société Nationale de Développement Informatique (SNDI) est une société d'Etat placée sous la tutelle technique de la Primature. Elle est chargée d'effectuer dans le domaine de l'informatique, pour le compte de l'Etat, des communes et des entreprises, des prestations de gestion, de conseil et de formation.

En 2013, les activités de la SNDI ont été marquées par le développement et le déploiement de plusieurs applications métiers (SIGAF, SIGEP, GESTACOM et GED) au profit des ministères techniques. Parallèlement, la SNDI a poursuivi son projet d'expansion de l'intranet dans l'administration à Abidjan et à l'intérieur du pays, conformément aux objectifs de la gouvernance électronique. La SNDI a, également, remporté et réalisé avec succès, un appel d'offres majeur au TOGO.

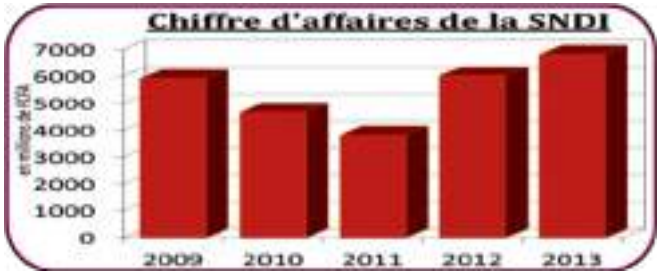
Ainsi, les activités commerciales de la société ont continué leur expansion avec une évolution positive du chiffre d'affaires (**+13,10%**) qui est passé de **6,03** milliards en 2012 à **6,82** milliards FCFA en 2013 en raison de la hausse des produits hors DGBF (**+35%**) et des produits hors Côte d'Ivoire (**+282%**) en 2013.

Toutefois, l'impact de ce volume d'activités sur le résultat d'exploitation a été atténué par une hausse des charges d'exploitation. Le résultat d'exploitation connaît, donc, un recul de **23,93%** en 2013.

Le résultat net a suivi cette tendance baissière en passant d'un bénéfice de **580,48** millions FCFA en 2012 à un bénéfice de **195,35** millions FCFA en 2013, soit une baisse de **66,35%**. Le résultat net de 2012 intègre une reprise de provisions portant sur une remise gracieuse sur le redressement fiscal de l'exercice 2006 d'un montant de **308,62** millions FCFA.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils sont passés de **376,84** millions FCFA en 2012 à **168,74** millions FCFA en 2013 (**84,72** millions FCFA d'impôts et taxes et **84,02** millions d'impôts BIC), soit une baisse de **55,22%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la SNDI sur les trois (3) dernières années, révèle un bon niveau d'endettement de la société. Le ratio d'endettement de l'exercice 2013 a été de **33,85%**.



Faits Marquants de la SNDI 2013

- signature du contrat du marché obtenu par appel d'offres au Togo pour l'interconnexion de 17 villes par VSAT ;
- obtention d'un crédit complémentaire de 2,03 milliards FCFA par arrêté n°666/MPMEF/DGBF/DBE2/2-4 pour la couverture de projets non pris en compte par la DGBF au titre de l'exercice 2013.

SNPECI SOCIÉTÉ NOUVELLE DE PRESSE ET D'ÉDITION DE CÔTE D'IVOIRE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 29 septembre 1993
Capital social : 175 millions FCFA
Capitaux propres 2013 : 2,08 milliards FCFA
Part de l'Etat : 100%
Chiffre d'Affaires 2013 : 4,57 milliards FCFA
Résultat Net 2013 : -156,25 millions FCFA
Subvention d'exploitation 2013 : 778,32 millions FCFA
Subvention d'investissement 2013 : 159,59 millions FCFA
PCA : ZUNON KIPRE Viviane
Directeur Général : KONAN Venance
Adm. Min Eco & Fin : M KOUASSI Kouman Moïse
Adm. Min. de la Com. : ZUNON KIPRE Viviane

La Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI) est une société d'Etat créée par décret n°93-780 du 29 septembre 1993. Elle a pour objet la création, l'acquisition et l'exploitation des journaux et publications de tous genres, la fourniture aux journaux et aux organismes d'informations, des reportages photographiques et tout autre élément de rédaction. Elle a, également, pour mission d'acquérir et vendre les droits d'auteurs et d'entreprendre toute activité d'imprimerie.

Au cours de l'exercice 2013, la SNPECI a réalisé des investissements dont le plus important est l'acquisition d'une nouvelle speedmaster 102,2 couleurs.

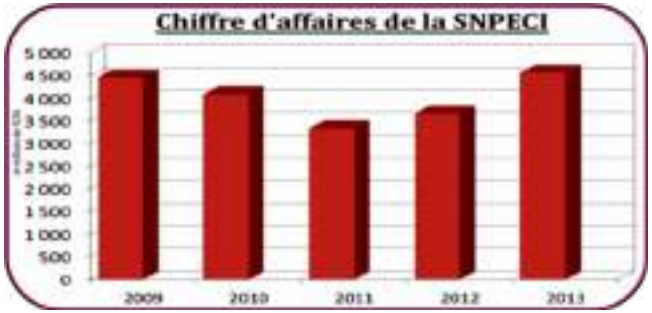
Au titre de ses activités, le chiffre d'affaires de la société est passé de **3,66** milliards FCFA en 2012 à **4,57** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **24,86**%.

Toutefois, en raison du déficit d'exploitation de **353,76** millions FCFA enregistré en 2013, le résultat net de la société s'est soldé par un déficit de **156,25** millions FCFA, contre un résultat net bénéficiaire de **77,54** millions FCFA enregistré en 2012.

Par ailleurs, la SNPECI a bénéficié des appuis financiers de l'Etat d'un montant de **937,91** millions FCFA dont **778,32** millions FCFA de subvention d'exploitation et **159,59** millions FCFA de subvention d'investissement.

Quant aux impôts dus (impôts et taxes) par la société à l'Etat, ils ont connu une hausse de **157,68%** en passant de **42,58** millions FCFA en 2012 à **109,72** millions FCFA en 2013.

Enfin, sur le plan financier, grâce à un écart de réévaluation de **2,54** milliards FCFA en 2013, la société a renoué avec l'équilibre à travers des capitaux propres positifs de **2,08** milliards FCFA, contre **-298,32** millions FCFA en 2012. Le ratio d'endettement s'est fixé à **61,91%** au 31 décembre 2013.



Faits Marquants de la SNPECI 2013

- licenciement du Directeur Général Adjoint pour perte de confiance, par le Conseil d'Administration ;
  acquisition d'une nouvelle speedmaster 102,2 couleurs ;
- augmentation des salaires de 20% ;
- réévaluation du patrimoine foncier et immobilier.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1963

Capital social : 25 millions FCFA

Capitaux propres : 62,51 millions FCFA

Part de l'Etat : 50%

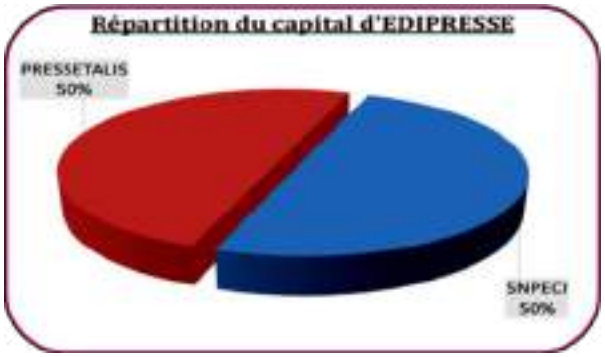
Chiffre d'Affaires 2013 : 6,85 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : -99,82 millions FCFA

PCA : néant

Directeur Général : HOLL Bertrand Daniel

Adm. Min. de la Com (SNPECI) : KONAN Venance



La Société EDIPRESSE, principale société de distribution de presse nationale et internationale en Côte d'Ivoire, a pour mission l'édition, la vente des livres, des journaux et des publications et l'exploitation de fonds de commerce de librairie et de papeterie.

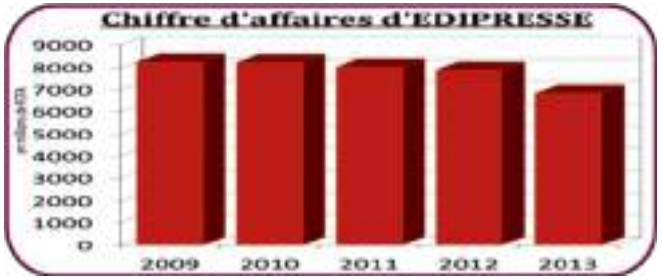
En 2013, malgré un environnement favorable, la société EDIPRESSE a dû faire face au recul de son activité en raison, principalement, de la forte concurrence issue de l'essor de l'internet et de la presse en ligne.

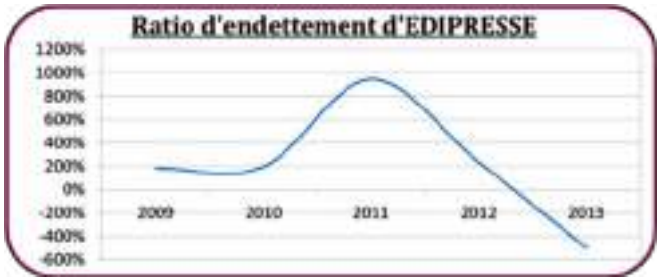
Ainsi, en 2013, le chiffre d'affaires a poursuivi sa tendance baissière en s'établissant à **6,85** milliards FCFA, contre **7,91** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **13,40%**.

Par ailleurs, en raison du déficit d'exploitation de **61** millions FCFA enregistré en 2013, le résultat net de la société a été négatif de **99,83** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice de **103,28** millions FCFA enregistré en 2012.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils ont connu une hausse de **9,52%**, passant de **72,38** millions FCFA en 2012 à **79,27** millions FCFA en 2013 (**44,86** millions FCFA d'impôts et taxes et **34,41** millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la société EDIPRESSE sur les trois (3) dernières années, révèle un niveau d'endettement à risque car, les fonds propres de la société sont devenus négatifs de **62,51** millions FCFA au 31 décembre 2013.





Faits Marquants d'EDIPRESSE 2013

- capitaux propres négatifs de 62,51 millions FCFA au 31 décembre 2013 ;
- forte concurrence issue de l'essor de l'internet et de la presse en ligne.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 31 juillet 1997

Capital social : 120 millions FCFA

Capitaux propres 2013 : -93,73 milliards FCFA

Part de l'Etat : 62,50%

Chiffre d'Affaires 2013 : 224 000 FCFA

Résultat Net 2013 : -320,48 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 843,48 millions FCFA

Directeur Général : Mouramane FOFANA

PCA : GOUNONGGE Nazaire

Adm. Min Eco & Fin : Adama SALL

Adm. Min d'Etat Min. de l'Ind : TIE BI YOUAN

L'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE) a pour missions de promouvoir la culture de l'entreprenariat et de faciliter l'insertion des jeunes dans le tissu économique par la création d'entreprises viables.

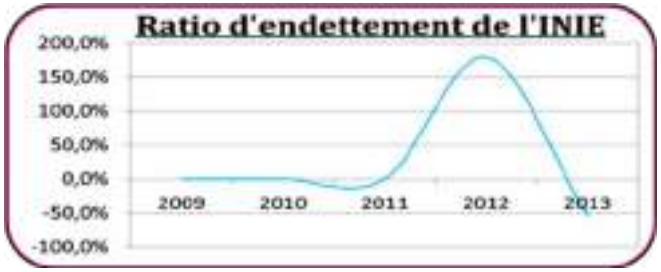
Cette société tire ses rémunérations des frais de montage de projets, de la vente de guides et de l'octroi d'agréments. Les activités actuelles de la société ne lui permettent pas de générer suffisamment de ressources propres (**25,54** millions FCFA en 2012).

Au cours de l'exercice 2013, l'INIE a bénéficié d'une subvention totale de **994,48** millions FCFA, contre **1,37** milliard FCFA en 2012, soit une baisse de **27,41%**. La subvention de 2012 comprenait un montant de **475** millions FCFA, octroyé à titre exceptionnel, pour la réalisation gratuite de projets au profit des promoteurs éprouvant des difficultés pour financer leurs plans d'affaires.

En ce qui concerne l'activité de la société, le chiffre d'affaires a chuté de **99,97%** en passant de **719,04** millions FCFA en 2012 à **224 000** FCFA en 2013. Quant au résultat net de l'exercice 2013, il s'est soldé par un déficit de **320,48** millions FCFA, contre un bénéfice de **174,29** millions FCFA enregistré en 2012.

Concernant les impôts dus à l'Etat, ils se sont élevés à **15,02** millions FCFA en 2013 (dont **12,02** millions FCFA d'impôts et taxes et **3** millions FCFA d'impôts BIC), contre **8,96** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **67,63%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de l'INIE sur les trois (3) dernières années, révèle que la société éprouve d'énormes difficultés à recourir au marché pour se financer sur le long terme en raison de l'insuffisance de ses fonds propres qui sont négatifs de **93,73** milliards FCFA au 31 décembre 2013.



Faits Marquants de l'INIE 2013

- perspective d'augmentation du capital social de l'INIE de 120 millions FCFA à 300 millions FCFA ;
- capitaux propres négatifs de 93, 73 milliards FCFA au 31 décembre 2013 ;
- chute de 99,97% du chiffre d'affaires qui est passé de 719,04 millions FCFA en 2012 à 224 000 FCFA en 2013.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1992

Capital social : 255,32 millions FCFA

Capitaux propres : 633,80 millions FCFA

Part de l'Etat : 12,40%

Chiffre d'Affaires 2013 : 4,52 milliards FCFA

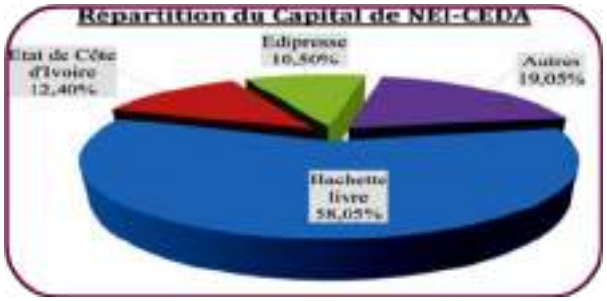
Résultat Net 2013 : 40,15 millions FCFA

PCA : DOSSO Lémissa

Directeur Général : LAMBIN Guy

Adm. Min Educ. Ntnle : DOSSO Lémissa

Adm. Min Eco & Fin. : BESSY Marius



La société NEI-CEDA est une société à participation financière publique minoritaire. Son capital fixé à **255,32** millions FCFA est détenu à hauteur de **12,40%** par l'Etat de Côte d'Ivoire. Cette société est née de la fusion-absorption des sociétés NEI et CEDA au cours de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue le 24 novembre 2011.

L'exercice 2013 a été une année de transition au cours de laquelle l'activité éditoriale s'est, principalement, orientée vers les productions non prescrites, du fait de la non-concrétisation des projets de changement de manuels et de la non-exécution d'un marché avec l'Etat de Côte d'Ivoire (collection «Ecole et Nation»). Ainsi, le chiffre d'affaires réalisé avec l'Etat a chuté de **93,39%**, passant de **817** millions FCFA en 2012 à **54** millions FCFA en 2013.

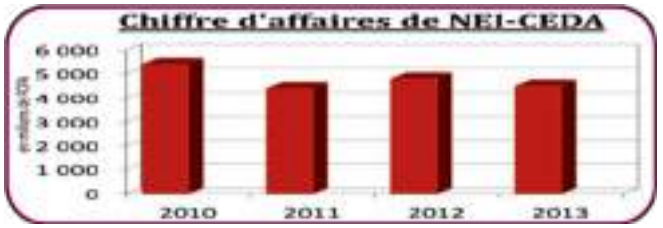
Le chiffre d'affaires global de la société s'est établi à **4,52** milliards FCFA en 2013, contre **4,82** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **6,22%**.

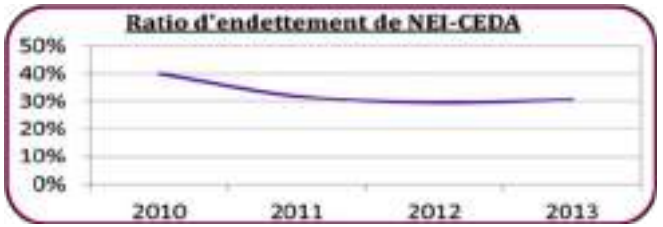
Par ailleurs, les actions entreprises depuis 2011 pour alléger les charges de fonctionnement de la société, ont conduit à la réduction de **7,79%** des charges d'exploitation. En dépit de cet effort, le résultat d'exploitation a régressé de **19,65%** pour atteindre un montant de **146,63** millions FCFA en 2013. Le résultat d'exploitation de l'exercice 2012 comprenait des reprises de provisions d'un montant de **31,98** millions FCFA.

Ainsi, le résultat net de NEI-CEDA est passé d'un bénéfice de **44,97** millions FCFA en 2012 à un bénéfice de **40,15** millions FCFA en 2013, soit une baisse de **10,72%.**

Aussi, au 31 décembre 2013, la société ne dispose pas suffisamment de ressources stables pour financer son activité en raison de ses fonds propres évalués à **633,80** millions FCFA et de l'inexistence de dettes à long terme.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils ont connu une hausse de **10,15%**, atteignant un montant de **90,76** millions FCFA en 2013 (**67,58** millions FCFA d'impôts et taxe et **23,18** millions d'impôts sur le résultat), contre **82,4** millions FCFA en 2012.





Faits Marquants de NEI-CEDA 2013

- non concrétisation du projet de changement de manuels, initié en 2012, avec l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- non respect des échéances par la majorité des distributeurs (grossistes et détaillants) en raison des nombreux invendus ;
- poursuite de l'allègement des charges de fonctionnement.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 30 juin 1998

Capital social : 600 millions FCFA

Capitaux propres : -4,89 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 9,25 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 13,93 milliards FCFA

Subvention d'exploitation : 2,13 milliards FCFA

PCA : Denis KAH Zion

Directeur Général : MAMADOU Konaté

Adm. Min Poste & TIC : Dr Séverin N'Datien

Adm. Min Eco & Fin : KABA Ibrahim

La Poste de Côte d'Ivoire (PCI) est une société d'Etat créée par décret n°98-377 du 30 juin 1998. Cette société est née de la dissolution de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE). Elle a pour mission d'exploiter le service public des postes à travers l'acheminement par voie terrestre, aérienne ou maritime de tout type de courriers et paquets tant sur le territoire national qu'à destination et en provenance des pays étrangers.

Contrairement aux exercices précédents, au terme de l'exercice 2013, la Poste de Côte d'Ivoire a enregistré une amélioration de sa situation financière. Celle-ci a été favorisée par la mise en œuvre du plan de redressement de la société, adopté en Conseil de Ministres.

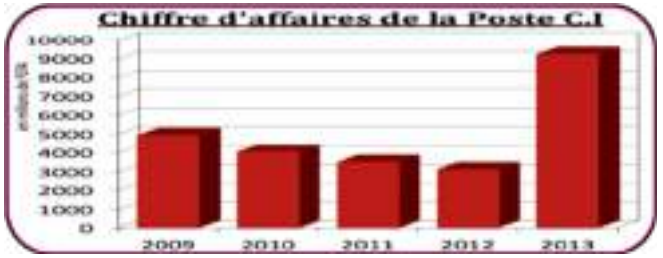
Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'est établi, au titre de l'exercice 2013, à **9,25** milliards FCFA, contre **3,13** milliards FCFA enregistré en 2012. Ce bond de **195,53%** est, principalement, dû aux revenus des produits accessoires (**5,24** milliards FCFA) issus de la facturation à la CNCE des espaces qu'elle occupe dans les agences postales et de la quote-part des charges communes supportées par la Poste de Côte d'Ivoire.

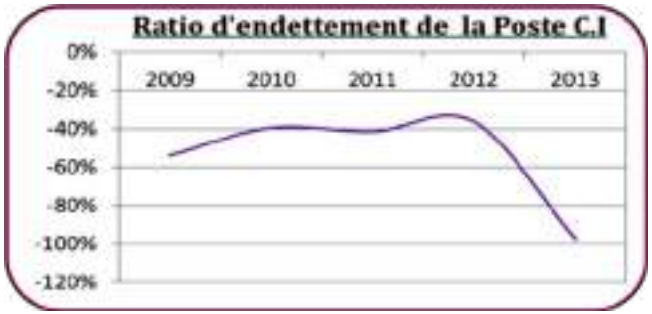
En outre, le résultat net de la société s'est soldé, au 31 décembre 2013, par un bénéfice exceptionnel de **13,93** milliards FCFA, contre un déficit de **358,13** millions FCFA enregistré en 2012. Cette performance financière est la résultante de la reprise de provisions d'un montant de **5,11** milliards FCFA consécutive à la prise en compte par l'Etat d'une partie des dettes évaluées à **12** milliards FCFA et de l'abandon de créances fiscales.

L'impact de ces efforts a été atténué par le niveau de la masse salariale qui représente à fin décembre 2013, **58%** du chiffre d'affaires de la société.

Par ailleurs, du fait des pertes cumulées depuis plusieurs exercices, les capitaux propres de la société demeurent négatifs. Toutefois, ceux-ci sont en reconstitution et sont passés de **-18,82** milliards FCFA en 2012, à **-4,89** milliards FCFA en 2013.

Quant aux impôts versés à l'Etat, ils sont passés de **252,88** millions FCFA en 2012 à **282,45** millions FCFA en 2013 (**256,45** millions FCFA d'impôts et taxes et **26** millions d'impôts BIC).





Faits Marquants de la Poste de Côte d'Ivoire 2013

- prise en compte par l'Etat d'une partie des dettes évaluées à 12 milliards FCFA ;
- mise en œuvre du plan de redressement de la société ;
- reconstitution des capitaux propres qui passent de -18,82 milliards FCFA en 2012 à -4,89 milliards FCFA en 2013.

côte d'ivoire telecom

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1991

Capital social : 15 milliards FCFA

Capitaux propres : 75,39 milliards FCFA

Part de l'Etat : 48,47%

Chiffre d'Affaires 2013 : 166,17 milliards FCFA

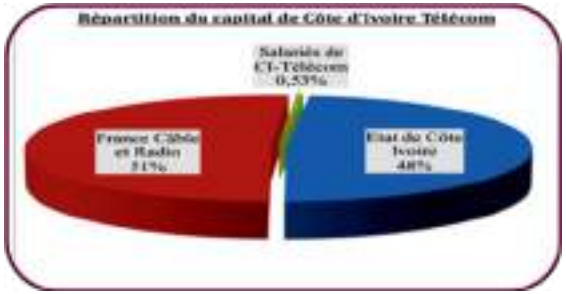
Résultat Net 2013 : 11,69 milliards FCFA

Dividende net Etat 2013 : 4,53 milliards FCFA

PCA : GUEU Michel

Directeur Général : MAMADOU Bamba

Adm. Min Eco & Fin : DIABY Mariame



La Côte d'Ivoire Télécom (CIT) est une société anonyme chargée de l'établissement de réseaux et de la fourniture de services de télécommunications en Côte d'Ivoire.

En 2013, sur le plan opérationnel, les abonnés de la société ont atteint **286 899** lignes, contre **289 684** lignes en 2012, soit une baisse de **0,96%**.

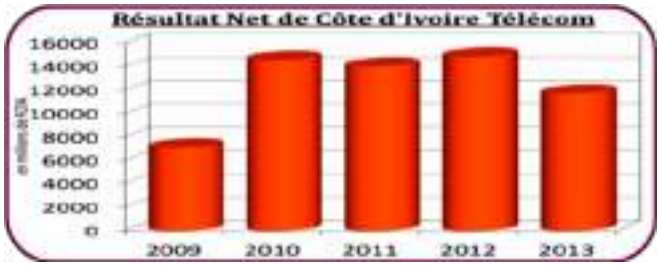
Cependant, les bons résultats obtenus au niveau du trafic interconnexion, des liaisons spécialisées et des produits accessoires, ont permis au chiffre d'affaires de la société de conserver sa tendance haussière. Ainsi, celui-ci est passé de **158,35** milliards FCFA en 2012 à **166,17** milliards FCFA en 2013, soit une progression de **4,94%**.

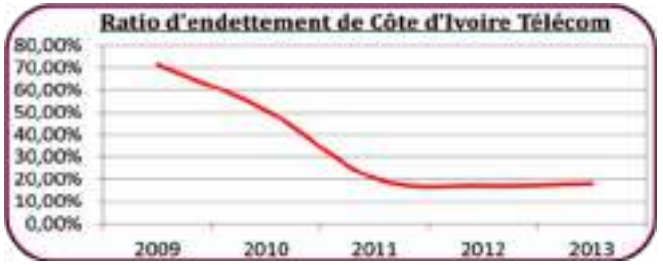
Malgré cette performance commerciale, le résultat net de la société a connu une baisse de **21,33%**, passant de **14,86** milliards FCFA en 2012 à **11,69** milliards FCFA en 2013 en raison de la hausse des charges d'exploitation sur la période.

Toutefois, au titre de ses participations dans le capital social de la société, l'Etat a bénéficié en 2013, d'un dividende de **4,53** milliards FCFA, contre un dividende de **3,84** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **17,97%**.

Quant aux impôts dus par la société, ils ont atteint un montant de **15,47** milliards FCFA en 2013 (**7,88** milliards FCFA d'impôts et taxes et **7,59** milliards FCFA d'impôts BIC), contre **13,70** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **12,92%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la société sur les trois (3) dernières années, révèle une maîtrise de son endettement. En 2013, son ratio d'endettement s'est fixé à **17,94%**. Par ailleurs, avec des capitaux propres de **75,39** milliards FCFA, la société Côte d''Ivoire Télécom est autonome financièrement.





Faits Marquants de CÔTE D'IVOIRE TELECOM 2013

- nouvelle baisse du tarif de l'interconnexion qui passe de 32 XOF à 30 XOF entre 2012 et 2013 ;
- création d'une nouvelle direction dénommée direction global services ;
- début des travaux de construction du data center de MTN Yopougon ;
- perte progressive du trafic entrant de MTN ;
- augmentation des taxes dans le secteur des télécommunications ;
- augmentation de l'impôt BIC qui passe de 25% à 30%.

SECTEUR TOURISME ET HÔTELLERIE

La consolidation de la paix sociale en 2013 a favorisé au niveau du secteur «Tourisme et Hôtellerie», la reprise effective des professionnels du secteur dans la vente de la destination Côte d'Ivoire ainsi que la reprise des activités de la Société des Palaces de Cocody (SPDC). En outre, de nouveaux établissements ont vu le jour. Cet environnement favorable a contribué au maintien du dynamisme dudit secteur.

Ainsi, au titre des performances commerciales, le chiffre d'affaires de la SPDC a progressé de **165,98%** sur la période en s'établissant à **13,14** milliards FCFA en 2013. Quant à la SODERTOUR-LACS, son chiffre d'affaires s'est stabilisé à un montant de **3,6** milliards FCFA en 2012 et en 2013.

Au niveau financier, la SDPC a enregistré une amélioration de **13,04**% de son résultat net qui s'est établi à **2,08** milliards FCFA en 2013, contre **1,84** milliard FCFA en 2012. Contrairement à la SPDC, le résultat net de la SODERTOUR-LACS s'est davantage détérioré en passant d'un déficit de **651,87** millions FCFA en 2012 à un déficit de **1,08** milliard FCFA en 2013.

En définitive, le chiffre d'affaires global de ces deux sociétés est passé de **8,53** milliards FCFA en 2012 à **17,71** milliards FCFA au 31 décembre 2013, soit une hausse de **107,62%**. Quant au résultat net global, il a connu une baisse de **183,14** millions FCFA en passant de **1,19** milliard FCFA en 2012 à **1,01** milliard FCFA en 2013 en raison du déficit important enregistré par la SODERTOUR-LACS.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1961

Capital social : 7,14 milliards FCFA

Capitaux propres : -14,44 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffres d'Affaires 2013 : 13,14 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 2,09 milliards FCFA

PCA : FOFANA Zémogo

Directeur Général : DIARRASSOUBA épse TOURE Maférima

Adm. Min Tourisme : KAMARA Mohamed

Adm. Min Eco & Fin : ADOU Kobena

La Société des Palaces de Cocody (SPDC) fut créée en 1961 par l'Etat de Côte d'Ivoire en partenariat avec le groupe MAFIT TRUST CORPORATION, sous la forme d'une Société Anonyme. Le patrimoine de la société était constitué uniquement de l'Hôtel Ivoire. En 1979, l'Etat devient l'actionnaire unique de la société. Le Golf Hôtel et l'Ivoire Golf Club sont intégrés dans le patrimoine de la SPDC.

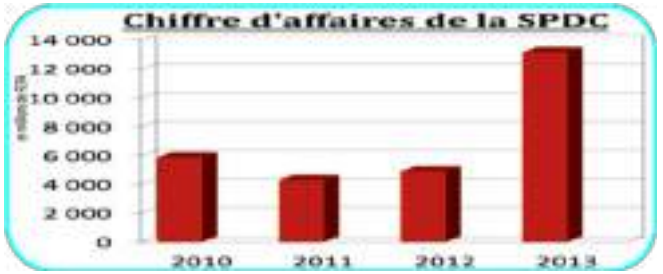
En 1997, la SPDC est transformée en société d'Etat et a, également, la gestion de l'Hôtel Président de Yamoussoukro. Enfin, par décret n° 2008-162 du 28 avril 2008, la SPDC devient une société de promotion et de développement touristiques avec un patrimoine restreint à l'Hôtel Ivoire, le Golf Hôtel et l'Ivoire Golf Club.

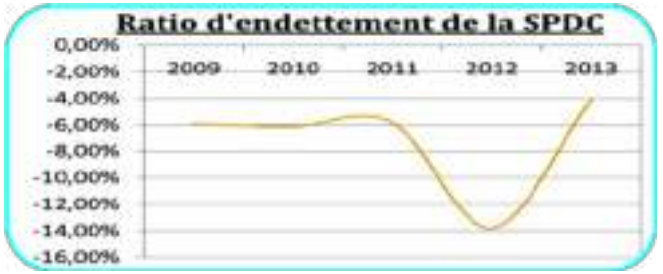
Au 31 décembre 2013, les comptes de la SPDC, font ressortir une forte progression du chiffre d'affaires. En effet, celui-ci est passé de **4,94** milliards FCFA en 2012 à **13,14** milliards FCFA en 2013, soit une hausse de **165,99%**. Cette embellie de l'activité de la SPDC est due, essentiellement, à la réouverture de l'Hotel Ivoire.

Le résultat net de la SPDC, en 2013, est ressorti positif de **2,08** milliards FCFA, contre **1,84** milliard FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **13,04**%. Ce bon résultat est dû au bénéfice de **1,99** milliard FCFA enregistré par l'Hôtel Ivoire en 2013.

Enfin, malgré les bénéfices réalisés ces deux (2) dernières années, les capitaux propres de la SPDC sont restés négatifs. Toutefois, le déficit s'est réduit en s'affichant à **-14,44** milliards FCFA en 2013, contre **-16,57** milliards FCFA en 2012. Avec des ressources stables inexistantes, le financement de la SPDC est basé sur l'endettement à court terme qui s'est accru de **19,67%** en passant de **44,54** milliards FCFA en 2012 à **53,30** milliards FCFA en 2013.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la société, ils sont passés de **653,01** millions FCFA en 2012 à **1,31** milliard FCFA en 2013 (**837,24** millions FCFA d'impôts et taxes et **476,11** millions FCFA d'impôts sur le résultat), soit une hausse de **100,61%**.





Faits Marquants de la SPDC 2013

- démarrage du contrat de management signé en juillet 2012 avec le Groupe Accor pour la gestion de l'Hôtel Ivoire ;
- ouverture de l'Hôtel Ivoire le 1er janvier 2013 ;
- mise en exécution du plan de déflation du personnel initié en 2011 ;
- installation d'un nouveau Conseil d'Administration ;
- définition du projet de délimitation et d'évaluation du patrimoine foncier de la SPDC.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 14 avril 2008
Capital social : 10 milliards FCFA
Capitaux propres : 8,95 milliards FCFA
Part de l'Etat : 100%
Chiffres d'Affaires : 3,56 milliards FCFA
Résultat Net : -1,08 millions FCFA
Subvention d'exploitation 2013 : 1,24 milliard FCFA
Subvention d'investissement 2013 : 951,42 millions FCFA
PCA : DOSSO ADAMA
Directeur Général : MALEKAH MOURAD CONDE
Adm. Min Tourisme : Guy Francis KODJO & Check Ibrahim BAKAYOKO
Adm. Min Eco & Fin : AHOUSSI Augustin Arthur

La SODERTOUR-LACS est une société d'Etat, créée par décret n°2008-137 du 14 avril 2008. Elle a pour mission de contribuer au développement touristique de la région des Lacs. A cet effet, elle a en charge, la gestion des complexes, sites et infrastructures touristiques de la Région des Lacs.

Pour son fonctionnement, la SODERTOUR-LACS tire ses revenus de trois (3) principales sources ; à savoir :

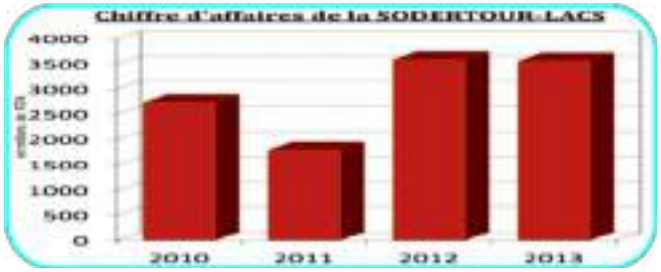
- l'exploitation du patrimoine mis à sa disposition ;
- l'appui financier de l'Etat ;
- les appuis des collectivités territoriales (quote-part de la taxe de développement touristique).

Au 31 décembre 2013, le taux d'occupation des chambres de la SODERTOUR-LACS a connu une légère baisse en passant de **31,92%** en 2012 à **30,05%** en 2013. Ainsi, le chiffre d'affaires de la société est passé de **3,59** milliards FCFA en 2012 à **3,56** milliards FCFA en 2013**.**

Par ailleurs, au titre de l'exercice 2013, la SODERTOUR-LACS a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **1,24** milliard FCFA et d'une subvention d'investissement de **951,42** millions FCFA, contre une subvention totale de **2,04** milliards FCFA en 2012.

Toutefois, le résultat net s'est détérioré en passant d'un déficit de **651,87** millions FCFA en 2012 à un déficit plus accru de **1,08** milliard FCFA en 2013.

En ce qui concerne les impôts dus par la société, ils sont passés de **216,6** millions FCFA en 2012 à **420,01** millions FCFA en 2013, soit une hausse de **93,91%** liée à la prise en compte de l'impôt foncier de l'hôtel des parlementaires et de l'hôtel Carrefour de Séguéla.



Faits Marquants de la SODERTOUR-LACS 2013

- non libération, à ce jour, de l'intégralité du capital social de la société ;
- désignation de la SODERTOUR-LACS en qualité de deuxième meilleure administration numérique en Côte d'Ivoire ;
- signature d'un protocole d'accord avec le centre européen des professionnels de la cuisine en vue de la formation du personnel ;
- licenciement de 87 agents à l'issue d'une grève.

SECTEUR INDUSTRIE ET AUTRES SERVICES

Au 31 décembre 2013, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hors extraction a affiché une hausse de **6%**, traduisant un dynamisme de ce secteur. A ce titre, les différentes branches qui le composent, à l'exception des industries métalliques et de l'industrie du verre, de la céramique et des matériaux, ont connu une embellie. Ainsi, les activités des industries textiles et cuirs ont progressé de **37,6%** grâce à la bonne tenue de la production cotonnière (**+24,0%**). La branche « Electricité, gaz et eau » a connu une hausse de **6,9%** sous l'impulsion de la production et de la distribution d'électricité et d'eau potable. L'activité des industries pétrolières, chimiques et caoutchouc s'est, également, accru de **9,5%** grâce à la sous-branche «Produits caoutchouc et matières plastiques».

Les sociétés du portefeuille de l'Etat opérant dans ce secteur ont suivi cette tendance. Ainsi, avec la reprise de la demande intérieure et des ventes extérieures, ces sociétés ont intensifié leurs activités. Cela s'est traduit par la hausse de **12,66%** du chiffre d'affaires global du secteur qui est passé de **113,49** milliards FCFA en 2012 à **127,86** milliards FCFA en 2013.

Le dynamisme de l'activité commerciale du secteur a été porté, principalement, par la SODECI, avec un chiffre d'affaires en progression de **11,47** milliards FCFA en 2013 et par la LONACI, avec un chiffre d'affaires en hausse de **1,24** milliard FCFA en 2013.

Ces sociétés ont contribué à hauteur de **91,93%** au chiffre d'affaires consolidé du secteur.

En ce qui concerne les performances financières, le secteur a enregistré une baisse de **4,12%** de son résultat net global qui est passé de **5,58** milliards FCFA en 2012 à **5,35** milliards FCFA en 2013 en raison de la chute de **46,04%** du résultat net de la SODECI qui s'est affiché à **2,45** milliards FCFA en 2013, contre **4,54** milliards FCFA enregistré en 2012.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 16 septembre 1996

Capital social : 3,06 milliards FCFA

Capitaux propres : 6,46 milliards FCFA

Part de l'Etat : 1,83%

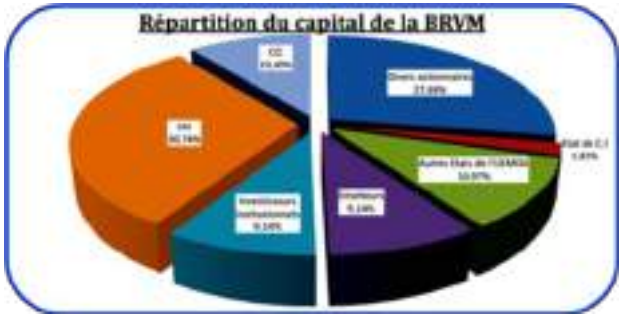
Produits Titres & Ingénierie 2013 : 3,82 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 1,25 milliard FCFA

Ressources durables 2013 : 7,63 milliards FCFA

PCA : Gabriel FAL

Directeur Général : Edoh Kossi AMENOUNVE



La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est un marché boursier régional commun aux huit (8) pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Elle a pour mission de favoriser l'intégration régionale et de mobiliser les ressources longues nécessaires au financement de la production et de l'investissement.

Durant l'exercice 2013, le marché boursier a connu de fortes progressions des cours avec pour corollaire l'amélioration des performances de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM). Ce regain d'activités est consécutif à la reprise économique en Côte d'Ivoire ainsi qu'à la politique monétaire accommodante menée par la BCEAO.

Ainsi, les produits des opérations sur titres et de l'ingénierie financière de la BRVM ont enregistré une hausse de **15,76%** en passant de **3,30** milliards FCFA en 2012 à **3,82** milliards FCFA en 2013 en raison de la progression de l'indice BRVM 10 de **33,85%** et de l'indice BRVM composite de **39,28%**.

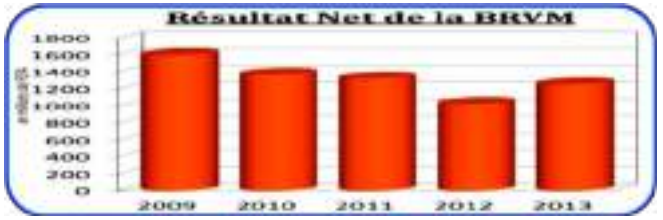
Au niveau des obligations, la capitalisation boursière s'est élevée à **1 072,78** milliards FCFA en 2013, contre **831,81** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **28,97%** due à l'admission de onze (11) nouveaux emprunts obligataires et à la hausse des cours de certains emprunts.

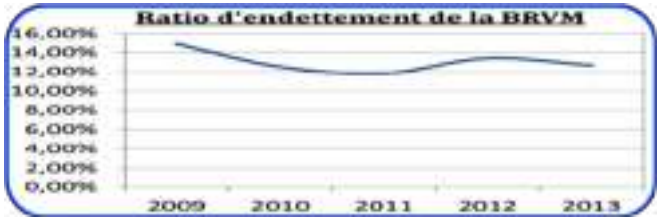
Par ailleurs, le volume de tous les types de transactions a connu une progression de **60,49%**, passant de **40,91** millions de titres échangés en 2012 à **65,66** millions de titres échangés en 2013. En termes de valeurs, ces transactions ont rapporté **193,50** milliards FCFA en 2013, contre **145,84** milliards FCFA en 2012.

Grâce à ces performances, le résultat net de la BRVM a connu une hausse de **21,36%** en passant de **1,03** milliard FCFA en 2012 à **1,25** milliard FCFA en 2013.

En ce qui concerne les impôts dus par la BRVM, ils sont passés de **11,79** millions FCFA en 2012 à **11,64** millions FCFA en 2013, soit une baisse de **1,27%**.

Enfin, au cours des trois (3) dernières années, la prudence observée par la BRVM dans sa politique d'endettement ne lui a pas permis de capter des capitaux pour financer son activité.





Faits Marquants de la BRVM 2013

- baisse de 25 points de base du taux directeur de la BCEAO ;
- record historique de la capitalisation pour le marché des obligations de 1 075,25 milliards FCFA ;
- record historique de la capitalisation pour le marché des actions de 5 633,47 milliards FCFA.

DC/BR

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 18 décembre 1996

Capital social : 1,56 milliard FCFA

Capitaux propres : 2,33 milliards FCFA

Part de l'Etat : 1,84%

Produit Titres & Ingénierie 2013 : 1,19 milliard FCFA

Résultat Net 2013 : 450,82 millions FCFA

Ressources durables 2013 : 3,45 milliards FCFA

PCA : Amadou KANE

Directeur Général : Edoh Kossi AMENOUNVE

Adm. Min Eco & Fin : KANATE Valy

Le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) est une entité privée chargée de la conservation et de la circulation des valeurs mobilières pour le compte des émetteurs et des intermédiaires financiers agréés par le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.

Il assure la centralisation de la conservation des comptes courants des valeurs mobilières pour le compte de ses adhérents.

Au cours de l'exercice 2013, les performances du DC/BR se sont à nouveau améliorées en raison de la reprise économique en Côte d'Ivoire.

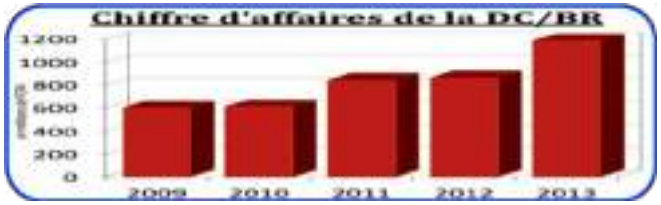
Ainsi, les produits des opérations sur titres et de l'ingénierie financière sont passés de **670,03** millions FCFA en 2012 à **1,19** milliard FCFA en 2013, soit une hausse de **77,60%** due à la progression de l'indice BRVM 10 de **33,85%** et de l'indice BRVM composite de **39,28%**.

Au niveau du marché des actions, la capitalisation boursière s'est chiffrée à **5 633,47** milliards FCFA en 2013, contre **4 031,38** milliards FCFA en 2012, soit une progression de **39,74%**. De même, le volume de tous les types de transactions a connu une progression de **60,49%**, passant de **40,91** millions de titres échangés en 2012 à **65,66** millions de titres échangés en 2013.

Grâce à ces performances, le résultat net du DC/BR a enregistré un bond de **127,50%**, passant d'un bénéfice de **198,16** millions FCFA en 2012 à un bénéfice de **450,82** millions FCFA en 2013.

Concernant les impôts dus à l'Etat en 2013, ils se sont élevés à **3,14** millions FCFA, contre **1,60** million FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **96,25%**.

Enfin, le DC/BR a adopté au cours des trois (3) dernières années, une bonne politique d'endettement avec un ratio d'endettement fixé à **47,86%** au 31 décembre 2013.



Faits Marquants du DC/BR 2013

- approbation de la nouvelle grille tarifaire du DC/BR par le CREPMF ;
- baisse de 25 points de base du taux directeur de la BCEAO.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 02 octobre 1997

Capital social : 100 millions FCFA

Capitaux propres 2013 : -310,68 millions FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2013 : 193,84 millions FCFA

Résultat Net 2013 : -132,79 millions FCFA

PCA : DJIBO Youssouf Nicolas

Directeur Général : DJIBO Youssouf Nicolas

Adm. Min Eco & Fin : TIA Kra Michel

Adm. Min Commerce : MOH épouse TANO Kassi

La société d'exploitation du Marché de Gros de Bouaké (MGB) est une société anonyme à participation financière public minoritaire. Son capital social se fixe à 100 millions FCFA et est détenu à hauteur de 10% par l'Etat.

Cette société a pour activité principale la location d'emplacements commerciaux pour le commerce et la distribution de produits vivriers en gros.

Au 31 décembre 2013, le chiffre d'affaires du MGB s'est établi à **193,84** millions FCFA, contre **209,66** millions FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **7,55%**.

Toutefois, grâce à une baisse de **9,23%** des charges d'exploitation, la société a réduit le déficit de son exploitation qui s'est affiché à **-132,85** millions FCFA en 2013, contre **-150,46** millions FCFA réalisé en 2012.

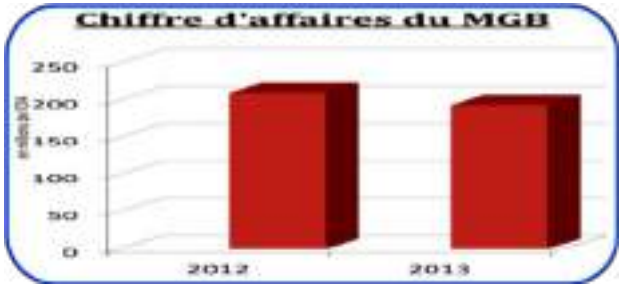
Ainsi, le résultat net du MGB, bien que déficitaire, a connu une légère amélioration en passant d'un déficit de **139,22** millions FCFA en 2012 à un déficit de **132,79** millions FCFA en 2013.

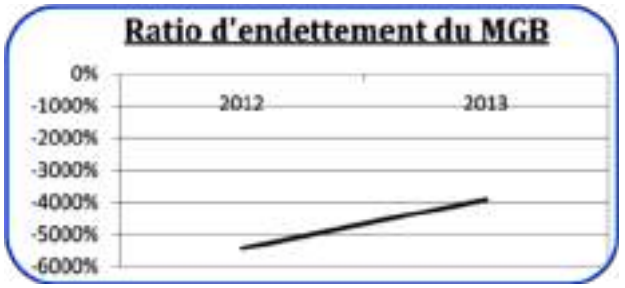
Du fait de ces déficits successivement enregistrés par la société au cours des exercices précédents, les capitaux propres sont demeurés négatifs et ont atteint **-310,68** millions FCFA au 31 décembre 2013. Quant aux dettes financières, elles se sont élevées à **12,18** milliards FCFA en 2013.

Au regard de cette situation bilancielle, le Marché de Gros de Bouaké ne dispose d'aucune ressource stable. La capacité d'autofinancement est, également, inexistante pour la troisième année consécutive.

En ce qui concerne les impôts dus par la société, ils se sont établis à **85,76** millions FCFA en 2013 (**83,76** millions FCFA d'impôts et taxes et **2** millions FCFA d'impôts BIC), contre **86,58** millions FCFA en 2012, soit une baisse de **0,95%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement du MGB sur les trois (3) dernières années, révèle l'inexistence de fonds propres. La situation nette de la société demeure, donc, très préoccupante.





Faits Marquants du MGB 2013

- amortissements non pratiqués pendant dix (10) ans ;
- problèmes de valorisation des Immobilisations ;
- tenue de l'atelier sur le renforcement du dispositif réglementaire du MGB ;
- mission du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME relative à la réhabilitation du MGB.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 30 août 2004

Capital social : 3 milliards FCFA

Capitaux propres 2013 : -2,06 milliards FCFA

Part de l'Etat : 17%

Chiffre d'Affaires 2013 : 778,44 millions FCFA

Résultat Net 2013 : 363,33 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 600 millions FCFA

PCA : AKA Boni Léon

Directeur Général : Dr Philippe Pango

Adm. Min Eco & Fin : YAO Drissa Patrick.

Adm Min Poste & TIC : GUIBESSONGUI N'datien Sévérin

Le Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie (VITIB) est une société anonyme à participation financière public minoritaire. Son capital social se fixe à 3 milliards FCFA et est détenu à hauteur de 17% par l'Etat et certaines entreprises publiques. Lié à l'Etat par une convention de concession de service public, le VITIB a pour mission l'aménagement des sites, la construction d'infrastructures immobilières, techniques et technologiques, l'exploitation et la promotion de la Zone Franche.

Au 31 décembre 2013, le chiffre d'affaires du VITIB s'est établi à **778,44** millions FCFA, contre **619,03** millions FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **25,75%**.

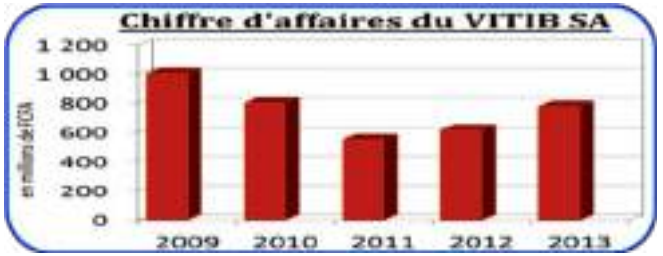
De même, le résultat net de la société a connu une nette amélioration en 2013 en ressortant bénéficiaire de **363,33** millions FCFA, contre un déficit de **789,52** millions FCFA enregistré en 2012.

Toutefois, en raison des déficits successifs enregistrés au cours des exercices précédents, les capitaux propres de la société sont demeurés négatifs et ont atteint **-2,06** milliards FCFA au 31 décembre 2013.

Au regard de cette situation bilancielle, le VITIB ne dispose d'aucune ressource stable. Au 31 décembre 2013, les ressources stables de la société sont négatives de **1,38** milliard FCFA. La capacité d'autofinancement est, également, inexistante pour la troisième année consécutive.

En ce qui concerne les impôts dus, ils sont à niveau minimal et s'établissent à **195 000** FCFA en 2013, contre **324 048** FCFA en 2012.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement du VITIB sur les trois (3) dernières années, révèle l'inexistence de fonds propres. La situation nette de la société demeure, donc, très préoccupante.



Faits Marquants du VITIB SA 2013

Situation financière préoccupante de la société, caractérisée par des capitaux propres négatifs et des ressources stables inexistantes.

LONACI

Loterie Nationale de Côte d'Ivoire

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 26 mars 1970

Capital social : 400 millions FCFA

Capitaux propres : 3,10 milliards FCFA

Part de l'Etat : 80%

Chiffre d'Affaires 2013 : 41,14 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 200,68 millions FCFA

PCA : TRAORE Adam-Kolia

Directeur Général : Issiaka FOFANA

Adm. Min Eco & Fin : TRAORE Adam-Kolia, ABINAN Kouakou Pascal, KALOU Emmanuel

La Loterie Nationale de Côte d'Ivoire a vu le jour à la faveur de la Loi n°70-208 du 20 mars 1970. Elle bénéficie, depuis le 31 mai 1996, d'une convention de concession du service public d'exploitation des Jeux de hasard sur toute l'étendue du territoire ivoirien.

Le dynamisme de l'économie et l'environnement apaisé dans lequel s'est déroulé l'exercice 2013 de la LONACI, ont permis à la société d'enrégistrer une meilleure performance commerciale.

Ainsi, son chiffre d'affaires s'est accru de **3,11%** en passant de **39,9** milliards FCFA en 2012 à **41,14** milliards FCFA en 2013. Cette hausse est due à la bonne tenue des activités relatives aux produits sportcash (**+73%**) et loto (**+127%**) et à la mise sur le marché de nouveaux produits tels qu'africamillion et club des millionnaires.

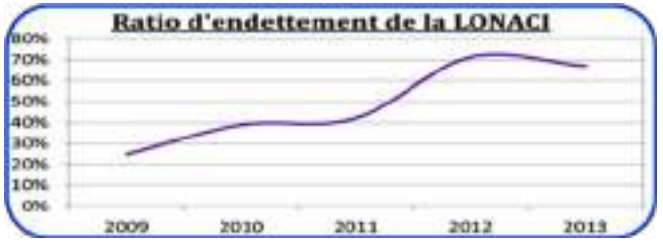
Par ailleurs, les soldes intermédiaires de gestion ont connu une évolution positive, traduisant une amélioration de la performance économique de la LONACI.

Toutefois, l'augmentation de **3,30%** des charges ordinaires et le déficit accentué du résultat financier (**-139,19** millions FCFA) en 2013, ont entrainé une réduction de **27,29%** du résultat net qui est ressorti à **200,68** millions FCFA en 2013, contre **276,01** millions FCFA en 2012.

Les capitaux propres de la société ont, également, connu une baisse de **12,43%** pour atteindre **3,10** milliards FCFA en 2013, contre **3,54** milliards FCFA en 2012 en raison d'une reprise de subventions d'investissement d'un montant de **445,62** millions FCFA.

Quant aux impôts dus par la LONACI, ils sont passés de **557,92** millions FCFA en 2012 à **615,61** millions FCFA en 2013 (**490,13** millions FCFA d'impôts et taxes et **125,48** millions d'impôts BIC), soit une hausse de **10,34%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la LONACI sur les trois (3) dernières années, révèle que la société a une bonne politique d'endettement. Son ratio d'endettement est descendu à **67,10%** en 2013 suite à la baisse de **17,19%** des dettes financières.



Faits Marquants de la LONACI 2013

- progression de l'activité commerciale et percée des nouveaux produits ;
- lancement d'un nouveau produit à grattage ;
- accentuation du déficit du résultat financier ;
- réduction des capitaux propres ;
- baisse de la subvention d'investissement.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1997

Capital social : 1,3 milliard FCFA

Capitaux propres : -3,34 milliards FCFA

Part de l'Etat : 74,76%

Chiffre d'Affaires 2013 : 823,42 millions FCFA

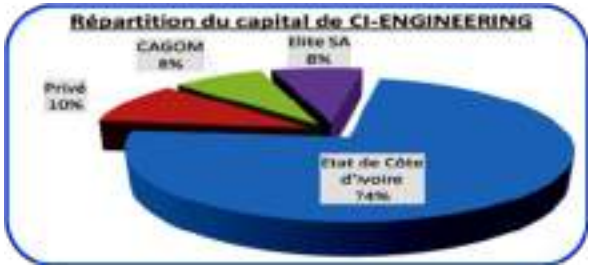
Résultat Net 2013 : 5,62 millions FCFA

PCA : NIAMIEN N. Guillaume

Directeur Général : GOHI BI DOBAU Jean Marcel

Adm. Min des Mines & Ind : KOMENAN Mougo, N'DA FREDERIC

Adm. Min Eco & Fin : BAMBA Seydou



La société Côte d'Ivoire Engineering est née de la privatisation de l'ex PALMINDUSTRIE. L'Etat de Côte d'Ivoire détient 74,76% du capital social de l'entreprise qui se fixe à un montant de 1,3 milliard FCFA.

En 2013, la situation financière de la société a connu une légère amélioration avec la réduction du déficit d'exploitation et la réalisation d'un bénéfice net au 31 décembre 2013.

En effet, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **823,42** millions FCFA en 2013, contre **627,87** millions FCFA enregistré en 2012, soit une hausse de **31,14%**.

Par ailleurs, grâce à une baisse de **10,61%** des charges d'exploitation, la société a réduit le déficit de son exploitation qui s'est affiché à **-26,63** millions FCFA en 2013, contre **-317,23** millions réalisé en 2012.

Toutefois, en raison du profit exceptionnel de **41,91** millions FCFA réalisé en 2013, le résultat net de la société CI-Engineering s'est soldé par un bénéfice de **5,62** millions FCFA en 2013, contre un résultat net déficitaire de **317,92** millions enregistré en 2012.

Quant aux capitaux propres, du fait des déficits successifs des exercices antérieurs, ils sont négatifs de **3,34** milliards FCFA en 2013. De même, le ratio de liquidité de **13,92%** atteste de l'incapacité de la société à faire face aux dettes à court terme évaluées à **4,08** milliards FCFA au 31 décembre 2013.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la société, ils sont passés de **61,68** millions FCFA en 2012 à **63,74** millions FCFA en 2013, soit une hausse de **3,34%**.

Faits Marquants de CI-ENGINEERING 2013

- capitaux propres négatifs et ressources stables inexistantes ;
- amélioration de la performance commerciale ;
- résultat net positif en liaison avec le Résultat Hors Activité Ordinaire excédentaire.

Société Ivoirienne de Technologie Tropicale

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 02 octobre 1979

Capital social : 250 millions FCFA

Capitaux propres 2013 : 608,81 millions FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2013 : 174,43 millions FCFA

Résultat Net 2013 : -247,33 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2013 : 965,43 millions FCFA

Subvention d'investissement 2013 : 140,89 millions FCFA

PCA : TANO Adjegny Paulin

Directeur Général : DIARRA Amara Oumar

Adm. Min Mines & Ind: KONE BRIGHT Brahima

Adm. Mini Eco & Fin : AKE Epouse ACKA Virginie

La société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T) a été créée par décret n°79-720 du 02 octobre 1979. Cette société de recherche et de développement technologique vise à optimiser les acquis, à valoriser et à renforcer les capacités des PME/PMI en vue de la création d'emplois et de richesses. Ainsi, elle accompagne la Côte d'Ivoire dans son développement agro-industriel.

Au niveau du fonctionnement de la société, l'exercice 2013 a consacré le redémarrage effectif de toutes ses activités. Cela s'est traduit par la hausse simultanée des ventes d'équipements (**+500%**), des revenus des prestations de services (**+40%**) et des prestations sur projets (**+223%**).

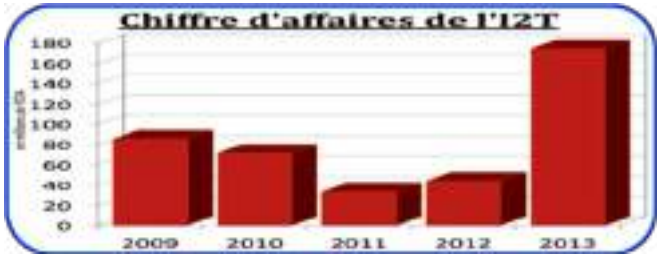
Cette relance des activités de la société I2T a favorisé une forte augmentation du chiffre d'affaires qui s'est établi à **174,43** millions FCFA en 2013, contre **44,52** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **291,80%**.

Par ailleurs, l'Etat a accordé au cours de l'exercice 2013, des subventions d'exploitation à la société I2T d'un montant de **965,43** millions FCFA, contre un montant de **706,51** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **36,65%**.

Toutefois, les effets de cette performance commerciale ont été atténués par la non maîtrise de certaines charges d'exploitation (charge du personnel, autres charges, services extérieurs). En effet, les charges d'exploitation (**+28,10%**) en progression identique aux produits d'exploitation (**+28,67%**), ont occasionné un déficit du résultat d'exploitation qui est passé de **-296,55** millions FCFA en 2012 à **-373,91** millions FCFA en 2013. Le déficit net de la société s'est accentué en ressortant à **-247,33** millions FCFA en 2013, contre **-182,99** millions FCFA en 2012.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la société, au titre de l'exercice 2013, ils se sont élevés à **67,79** millions FCFA (**62,15** millions FCFA d'impôts et taxes et **5,64** millions FCFA d'impôts BIC), contre **44,81** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **51,28%**.

Enfin, du fait du résultat net déficitaire, les fonds propres de l'I2T évalués à **608,81** millions FCFA en 2013, sont en régression de **29,76%** par rapport à ceux de l'exercice 2012. Toutefois, la société a une bonne politique d'endettement avec un ratio d'endettement fixé à **47,37%** en 2013.



Faits Marquants de l'I2T 2013

- redémarrage effectif des activités ;
- renforcement des capacités des ressources humaines (formation, recrutement et transferts de compétences) ;
- création d'une direction technique ;
- conception d'un outil mécanique d'écabossage du cacao ;
- baisse de 29,76% des capitaux propres.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 27 septembre 1959

Capital social : 4,5 milliards FCFA

Capitaux propres : 12,70 milliards FCFA

Part de l'Etat : 3,25%

Participations : divers Ivoiriens (38,60%)

Chiffre d'Affaires 2013 : 76,74 milliards FCFA

Résultat Net 2013 : 2,45 milliards FCFA

Dividendes net Etat 2013 : 70,99 millions FCFA

PCA : AHOUNE Firmin

Directeur Général : EBAH Basile

Les activités menées par la SODECI sont régies d'une part, par la convention de concession du service public de distribution urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire et d'autre part, par la convention d'affermage pour l'entretien et l'exploitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage d'Abidjan.

En 2013, la production totale d'eau s'est établie à **207 870** km^3, contre **199 866** km^3 en 2012, soit une progression de **4,0%**. Cette évolution est liée aux investissements effectués par l'Etat pour le renforcement des installations de production. Le ratio de facturation de cette production a été de **76%**, soit **1,3%** de plus qu'en 2012.

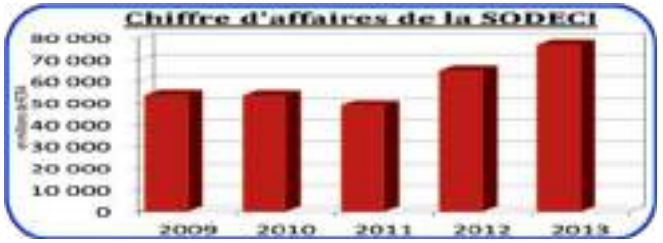
Le chiffre d'affaires qui en découle est en hausse de **17,57%**, passant de **65,27** milliards FCFA en 2012 à **76,74** milliards FCFA en 2013.

Toutefois, le résultat net de la SODECI, bien que bénéficiaire, est en baisse de **46,04%**, passant de **4,54** milliards FCFA en 2012 à **2,45** milliards FCFA en 2013. Ce fléchissement est dû à la non prise en compte en 2013 de l'impact exceptionnel de la reconnaissance des coûts d'exploitation en zone Centre Nord Ouest (CNO), comptabilisée en 2012.

En raison de la baisse du résultat net, les capitaux propres de la SODECI sont passés de **13,76** milliards FCFA en 2012 à **12,70** milliards FCFA en 2013. Par ailleurs, ceux-ci ont été absorbés par les dettes financières qui s'élèvent à **25,92** milliards FCFA, soit un ratio d'endettement de **204%**, signe d'un endettement risqué.

Les dividendes perçus par l'Etat ont également connu une baisse de **82,75%**, passant de **102,54** millions FCFA en 2012 à **70,99** millions FCFA en 2013.

Les impôts dus à l'Etat par la SODECI au titre de l'exercice2013, se sont élevés à **2,19** milliards FCFA (**1,5** milliard FCFA d'impôts et taxes et **693,35** millions FCFA d'impôts BIC), contre **3,57** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **38,66%**.



Faits Marquants de la SODECI

- accroissement du nombre d'abonnés de 4,1% grâce au projet 10 000 branchements ;
- hausse de 9% de la production total grâce au renforcement des installations de production par l'Etat ;
- progression de 12,9% de la facturation.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 23 août 2006
Capital social : 150 millions FCFA
Capitaux propres : 672,88 millions FCFA
Part de l'Etat : 100%
Chiffre d'Affaires 2013 : 538,94 millions FCFA
Résultat Net 2013 : -32,34 millions FCFA
Subventions d'exploitation : 1,78 milliard FCFA
Subventions d'investissement : 116,90 millions FCFA
PCA : N'DIORE Adèle
Directeur Général : BERTE Ibrahiman
Adm. Min Infr & Eco : N'DIORE Adèle
Adm. Min Eco & Fin : GBANE Abou

L'Office National de l'Eau Potable est une société d'Etat dont la mission est d'apporter à l'Etat et aux collectivités territoriales, son assistance pour assurer à l'ensemble de la population, l'accès à l'eau potable de manière durable et à des coûts compétitifs.

Durant l'exercice 2013, l'ONEP a axé ses activités sur le suivi quantitatif des nappes d'Abidjan et du Sud Comoé ainsi que la réalisation du bilan-diagnostic des digues et retenues d'eau des barrages destinés à l'approvisionnement en eau potable. Concernant cette dernière activité, seule la composante « auscultation et inspection des digues » a connu un début d'exécution. En outre, la société a effectué **397** contrôles sur **115** réseaux d'adduction d'eau potable sur l'ensemble des centres des directions régionales de la SODECI. Le nombre total des prélèvements d'échantillons sur les eaux distribuées en vue des analyses bactériologiques et physico-chimiques a été de **1767**. Par ailleurs, l'alimentation en eau potable des localités du Nord-Ouest d'Odienné a été achevée.

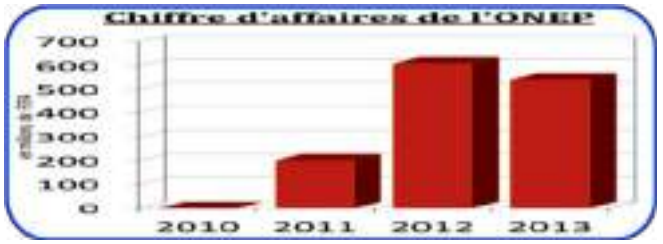
En raison de la non facturation des conventions de maîtrise d'œuvre sur le Programme Présidentiel d'Urgence 2 et les travaux pluriannuels avec la SODECI, le chiffre d'affaires de l'ONEP est passé de **609,8** millions FCFA en 2012 à **538,94** millions FCFA en 2013, soit un recul de **11,62%**.

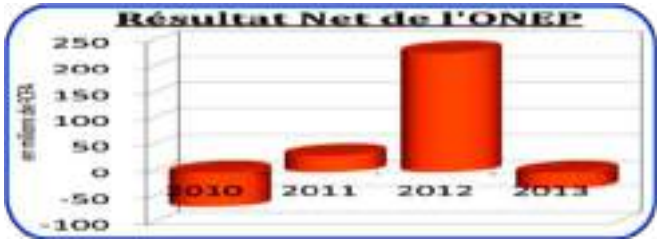
La baisse du chiffre d'affaires et la réduction à hauteur de **100** millions FCFA de la subvention d'exploitation, ont influencé le résultat net de l'ONEP qui s'est soldé par une perte de **32,34** millions FCFA en 2013, contre un bénéfice de **229,91** millions FCFA enregistré en 2012.

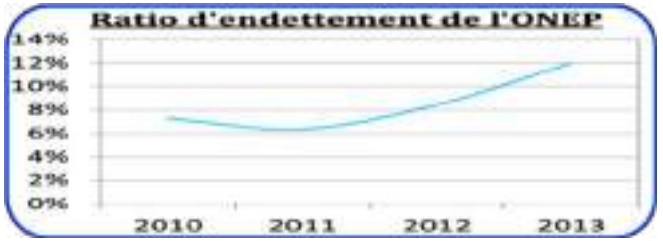
Les subventions accordées à l'ONEP au titre de l'exécution de sa mission de service public sont passées de **840,39** millions FCFA en 2012 à **1,9** milliard FCFA en 2013 (dont **1,78** milliard FCFA en exploitation et **116,90** millions FCFA en investissement).

Quant aux impôts dus à l'Etat par l'ONEP, ils ont connu une hausse de **68,17%** en s'établissant à **214,27** millions FCFA en 2013 (dont **170,41** millions FCFA d'impôts et taxes et **43,86** millions d'impôts BIC), contre **127,41** millions FCFA en 2012**.**

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de l'ONEP sur les trois (3) dernières années révèle une prudence dans les sollicitations des dettes à long terme.







Faits Marquants de l'ONEP 2013

- alimentation en eau de 44 localités ;
- inauguration de la station de production de la Djibi par le Premier Ministre ;
- lancement du projet d'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la nappe de Bonoua ;
- préparation à la négociation du prix de l'eau à Grand-Bassam.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 30 août 1965

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres : 11,19 milliards FCFA

Part de l'Etat : 15%

Chiffre d'Affaires 2013 : 2,46 milliards FCFA

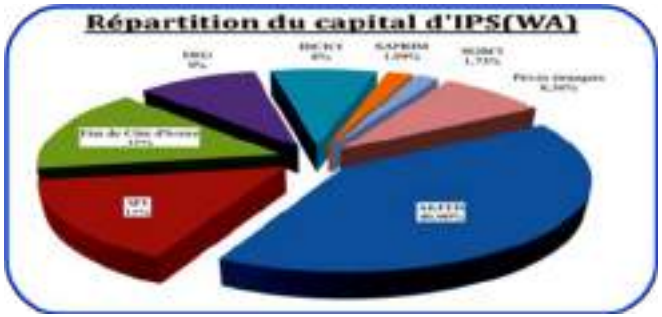
Résultat Net 2013 : 1,04 milliard FCFA

PCA : Christian GODDE

Directeur Général : Mahamadou SYLLA

Adm. Min Comce : Jules Pangni N'GUESSAN

Adm. Min Eco et Fin : Ange-Désiré DANHO



Industrial Promotion Services (IPS) est une institution de promotion qui œuvre dans le domaine de l'industrie et des services. Elle intervient, principalement, dans les infrastructures, les emballages, l'agro-industrie ainsi que les Petites et Moyennes Entreprises (PME).

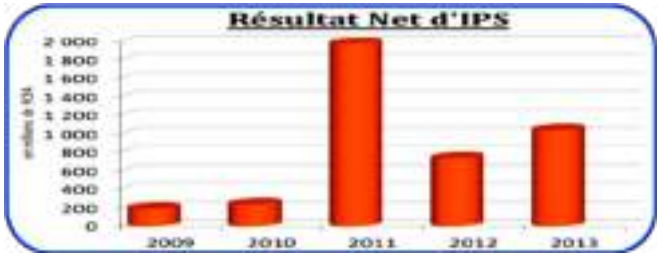
L'année 2013 au niveau d'IPS a été marquée par une progression de **8%** du chiffre d'affaires global des filiales d'IPS, qui a atteint un montant de **156,81** milliards FCFA. Cette variation positive résulte de la hausse des chiffres d'affaires respectifs des sociétés Filtisac (**8%**), Ivoire Cotton (**12%**) et Fasoplast (**16%**). Ces bons résultats ont contribué au maintien du dynamisme de l'activité de l'Institution qui a vu son chiffre d'affaires croître de **9,82%**, passant de **2,24** milliards FCFA en 2012 à **2,46** milliards en 2013 FCFA.

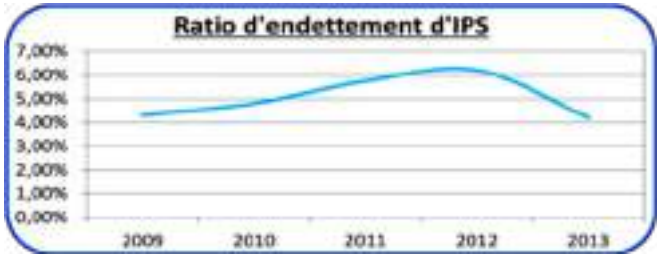
En outre, grâce à la performance financière de ses filiales, le résultat financier d'IPS s'est amélioré de **80,41%** pour s'établir à **969,50** millions FCFA en 2013, contre **537,38** millions FCFA en 2012. En effet, l'Institution a bénéficié au titre de l'exercice 2013, de dividendes évalués à un montant de **968,64** millions FCFA.

Ainsi, au 31 décembre 2013, le résultat net de la société a connu une amélioration de **41,58%** en s'affichant à **1,04** milliard FCFA, contre **736,21** millions FCFA en 2012.

Quant aux impôts dus à l'Etat par IPS, ils ont atteint un montant de **433,51** millions FCFA (**367,85** millions FCFA d'impôts et taxes et **65,66** millions FCFA d'impôts sur le résultat), contre un montant de **250,19** millions FCFA en 2012, soit une hausse de **73,27%**.

Enfin, en 2013, le ratio d'endettement de la société IPS s'est fixé à **4,21%**. L'ensemble des dettes de la société ne représente que **10,29%** de ses ressources stables.





Faits Marquants d'IPS 2013

- démission de Monsieur Mahmoud Rajan en qualité de Directeur Général ;
- opération de fusion/absorption menée par Filitisac avec sa filiale GFI basée à Bouaké ;
- attribution à Filtisac de la note financière de « **A-avec une perspective positive** » par l'agence WARA ;
- création de la société Cajou des Savanes détenue à 60% par IPS ;
- cession partielle par l'Etat de Côte d'Ivoire de 11 750 actions détenues dans le capital de SN SOSUCO au profit de Sucre Participation et de l'Etat du Burkina Faso.

II.1.b) Situation par niveau de participation

De 2012 à 2013, les résultats nets consolidés, par niveau de participation de l'Etat, ont progressé de la manière suivante :

- **Société d'Etat :** d'un bénéfice de **64,89** milliards FCFA en 2012 à un bénéfice de **56,68** milliards FCFA en 2013 ;
- **Société à Participation Financière Publique Majoritaire :** d'un bénéfice de **6,56** milliards FCFA en 2012 à un déficit de **21,56** millions FCFA en 2013 ;
- **Société à Participation Financière Publique avec Minorité de Blocage :** d'un bénéfice de **26,04** milliards FCFA en 2012 à un bénéfice de **42,83** milliards FCFA en 2013 ;
- **Société à Participation Financière Publique Minoritaire :** d'un bénéfice de **123,89** milliards FCFA en 2012 à un bénéfice de **80,56** milliards FCFA en 2013.

Types de sociétés	Capital (millions)	Parts Etat	RN 2012 (millions)	RN 2013 (millions)
sociétés d'Etat	154 898	100%	**64 888**	**56 683**
SPFP majoritaire	58 520	72,15%	**6 557**	**-21 559**
SPFP minorité de blocage	66 725	47,41%	**26 036**	**42 827**
SPFP minoritaire	172 170	14,74%	**123 888**	**80 562**
TOTAL	452 312		**221 369**	**158 513**

II.2 Classement des entreprises

II.2.a) Les meilleures performances

Au 31 décembre 2013, les meilleures performances en termes de résultat net ont été réalisées par les entreprises des secteurs des mines et de l'énergie. Le tableau, ci-dessous, présente les sociétés ayant réalisé les meilleurs résultats au cours de l'exercice 2013.

N°	Sociétés	Part Etat	Secteurs	2012	2013
1	TONGON SA	10%	Mines	**57 717**	**47 830**
2	PETROCI	100%	Energie	**43 292**	**28 838**
3	SMI	40%	Mines	**18 932**	**20 380**
4	PAA	100%	Transports	**20 690**	**15 320**
5	CIPREL	15%	Energie	**15 610**	**13 820**
6	POSTE CI	100%	Com. et Etudes	**-358**	**13 330**
7	CIT	48%	Com. et Etudes	**14 857**	**11 690**
8	SIB	49%	Banques	**8 665**	**10 520**
9	CIE	15%	Energie	**8 394**	**8 280**
10	BIAO	10%	Banques	**6 641**	**5 250**

Il ressort de l'examen du tableau, ci-dessus, qu'en 2013, les dix (10) meilleurs performances en termes de résultats nets se repartissent dans trois (3) catégories de sociétés dans la proportion de quatre (4) sociétés à participation financière publique minoritaire, trois (3) sociétés à participation financière publique avec minorité de blocage et trois (3) sociétés d'Etat.

Cette situation, imputable en partie à la conjoncture favorable, témoigne d'une part, des efforts entrepris au niveau de la gestion de ces sociétés et d'autre part, des mesures prises par les autorités pour assurer une gestion saine de ces sociétés publiques.

En termes de performance individuelle, bien qu'en régression par rapport à l'exercice 2012, les sociétés TONGON SA, PETROCI, SMI, PAA et CIPREL ont réalisé les meilleurs résultats au 31 décembre 2013, avec une contribution cumulée de plus de **48%** à la formation du résultat généré par les sociétés bénéficiaires du portefeuille.

II.2.b) Les pertes les plus importantes

Au 31 décembre 2013, les pertes les plus importantes ont été réalisées par la société Air Côte d'Ivoire (Transports), la LGL (Mines), la CNCE et la BFA (Banques) avec un total de résultat déficitaire de **54,94** milliards FCFA sur les **61,47** milliards FCFA de pertes enregistrées globalement par les entreprises déficitaires.

N°	Sociétés	Parts Etat	Secteurs	2012	2013
1	AIR CÔTE D'IVOIRE	65%	Transports	**-3 947**	**-20 605**
2	LGL	10%	Mines	**11 284**	**-16 666**
3	CNCE	100%	Banques	**-10 795**	**-9,41**
4	BFA	93%	Banques	**-6 148**	**-8 210**
5	PALMAFRIQUE	30%	Agro-industrie	**-6 253**	**-1 430**
6	ARECA	100%	Agro-industrie	**-692**	**-1 300**
7	SODERTOUR-LACS	100%	Tourisme et Hôtellerie	**-652**	**-1 080**
8	INS	100%	Com-Etudes	**-344**	**-640**
9	SAS	35%	Construction	**-403**	**-447**
10	SONITRA	55%	Construction	**-102**	**-326**

Il ressort du tableau, ci-dessus, que sur les dix (10) importantes pertes réalisées par les entreprises du portefeuille de l'Etat au titre de l'exercice 2013, quatre (04) sont des sociétés d'Etat et trois (03) des sociétés à participation financière publique majoritaire.

La compagnie Air Côte d'Ivoire, la LGL, la CNCE, la BFA et la société PALMAFRIQUE ont enregistré les plus grandes pertes avec, respectivement, des résultats nets négatifs de **20,61** milliards FCFA, **16,67** milliards FCFA, **8,21** milliards FCFA, **1,43** milliard FCFA et **1,3** milliard FCFA. Avec une contribution de près de **92%** aux résultats déficitaires, ces cinq (5) sociétés ont réalisé la quasi-totalité des pertes enregistrées sur l'ensemble du portefeuille de l'Etat au cours de l'exercice 2013.

III. CONTRIBUTION AU BUDGET DE L'ETAT

A l'instar des entreprises nationales, les sociétés du portefeuille participent au financement du budget de l'Etat. La contribution de celles-ci s'opère à travers des ressources fiscales et non fiscales (dividendes).

III.1 Recettes fiscales[4]

Les ressources fiscales dues à l'Etat par les sociétés du secteur parapublic proviennent :

- des impôts et taxes ;
- des impôts sur le résultat (BIC).

Ces recettes sont liées à l'exercice sous revue et constituent des créances de l'Etat sur ces sociétés.

[4] Annexe 4 la liste exhaustive des impôts dus par les entreprises du portefeuille

En 2013, les impôts dus par les sociétés du portefeuille se sont élevés à **126,54** milliards FCFA, contre **118,70** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **6,60%**. Ce montant est reparti comme suit :

- au titre des impôts et taxes, **61,30** milliards FCFA en 2013, contre **58,85** milliards FCFA en 2012 ;
- au titre des impôts sur le résultat, **65,24** milliards FCFA, contre **59,86** milliards FCFA en 2012.

La hausse observée au niveau des impôts dus à l'Etat, au titre de l'exercice 2013, est due à l'expansion des activités des entreprises de son portefeuille.

III.1.a) Situation fiscale en fonction du secteur d'activités

- Secteur Agro-industriel

En 2013, le montant des impôts dus par le secteur agro-industriel s'est établi à **7,28** milliards FCFA, contre **12,28** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **40,72%**.

La régression observée au niveau des impôts dus par ce secteur est, principalement, le fait de l'impôt BIC qui a connu une baisse de **3,73** milliards FCFA en raison de la baisse importante du résultat net de la SUCAF-CI, de la TRCI, de l'ANADER et de la société SUCRIVOIRE. Quant aux impôts et taxes, ils ont connu un fléchissement à hauteur de **1,27** milliard FCFA.

En outre, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat s'est dégradée en passant d'une contribution de **10,35%** en 2012 à une contribution de **5,76%** en 2013.

Par ailleurs, en dépit de la baisse de son résultat net, la TRCI avec un montant de **2,42** milliards FCFA, représente le plus gros contributeur à la formation de l'impôt total dû par le secteur agro-industriel au titre de l'exercice 2013.

- Secteur Énergie

Le Secteur Energie constitue le plus gros contributeur à la formation de l'impôt total dû par les sociétés du portefeuille de l'Etat, avec **47,42%** du montant total dû à l'Etat. Au titre de l'exercice 2013, le montant des impôts collectés sur ce secteur s'est établi à **60** milliards FCFA, contre **47,30** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **26,85%**.

Cette progression est le fait de la hausse de **7,59** milliards FCFA des impôts collectés sur le bénéfice réalisé par la PETROCI.

- Secteur Mines

Second contributeur à la formation du total des impôts dus par les sociétés (**17,19%** du montant total dû à l'Etat), le secteur Mines a enregistré, au titre de l'exercice 2013, des impôts évalués à **21,76** milliards FCFA, contre **23,32** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **6,69%** imputable aux impôts et taxes collectés sur la société LGL dont le montant a connu une baisse de **82,68** millions FCFA en 2013.

Par ailleurs, la mine de TONGON qui réalise les plus importants résultats du secteur est, depuis l'exercice 2012, bénéficiaire d'une exonération temporaire du BIC.

- Secteur Construction et Habitat

Le montant total des impôts dus par le secteur Construction et Habitat s'est établi à **1,09** milliard FCFA en 2013, contre **1,18** milliard FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **7,63%**.

La faible contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat (**0,86%**) s'explique par la situation nette déficitaire dudit secteur en 2013.

❖ Secteur Transports et Infrastructures

Au titre de l'exercice 2013, le montant des impôts dus par le secteur «Transport et Infrastructures de transport» s'est établi à **5,94** milliards FCFA, contre **5,74** milliards FCFA en 2012. Ce secteur contribue à hauteur de **4,69%** à la formation du montant total des impôts dus par les entreprises du portefeuille.

La reprise des activités dans ce secteur a été suivie d'une légère hausse du montant des impôts et taxes qui est passé de **3,81** milliards FCFA en 2012 à **3,96** milliards FCFA en 2013.

Cette progression résulte de la hausse des impôts et taxes collectés en 2013, sur la SOTRA (**156,05** millions FCFA) et sur le Port Autonome de San Pedro (**142,19** millions FCFA).

❖ Secteur Industrie et Autres services

Le montant des impôts dus par le secteur industriel est passé de **4,71** milliards FCFA en 2012 à **3,69** milliards FCFA en 2013, soit une baisse de **21,66%**.

Celle-ci est imputable à la SODECI dont le montant des impôts dus a chuté de **1,37** milliard FCFA en 2013 en relation avec la baisse de son résultat net de **46,04%**.

La contribution du secteur au montant total des impôts dus est passée de **3,97%** en 2012 à **2,92%** en 2013.

❖ Secteur Communication et Etudes

Le montant des impôts dus par le secteur «communication et études» est passé de **17,04** milliards FCFA en 2012 à **17,70** milliards FCFA en 2013.

Toutefois, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus a régressé, passant de **14,35%** en 2012 à **13,98%** en 2013.

❖ Secteur Tourisme et Hôtellerie

Avec la reprise des activités de la SPDC, le montant des impôts dus à l'Etat par le secteur « tourisme et hôtellerie » est passé de **869** millions FCFA en 2012 à **1,73** milliard FCFA en 2013, soit une hausse de **99,08%.**

En outre, la contribution du secteur au montant total des impôts dus est passée de **0,73%** en 2012 à **1,37%** en 2013.

❖ Secteur Banque et Finances

Le montant total des impôts dus par le secteur Banque et Finances s'est établi à **7,35** milliards FCFA en 2013, contre **6,25** milliards FCFA enregistré en 2012, soit une baisse de **17,60%**.

La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat est passée de **5,27%** en 2012 à **5,81%** en 2013 grâce à la hausse de **861,14** millions FCFA d'impôts dus par la SIB s'explique par la situation nette déficitaire dudit secteur en 2013.

Tableau 3 : Impôts par secteur d'activités (millions FCFA)

SECTEURS	IMPOTS ET TAXES			IMPOT BIC			TOTAL IMPOT DUS		
	2012	2013	Variation	2012	2013	Variation	2012	2013	Variation
AGRO-INDUSTRIE	**6 625**	**5 352**	**-19,22%**	**5 658**	**1 931**	**-65,87%**	**12 283**	**7 283**	**-40,71%**
Proportion	*11,26%*	*8,73%*		*9,45%*	*2,96%*		*10,35%*	*5,76%*	
COMMUNICATION et ETUDES	**9 676**	**9 687**	**0,11%**	**7 364**	**8 009**	**8,76%**	**17 040**	**17 696**	**3,85%**
Proportion	*16,44%*	*15,80%*		*12,30%*	*12,28%*		*14,36%*	*13,98%*	
ENERGIE	**14 979**	**18 875**	**26,01%**	**32 323**	**41 130**	**27,25%**	**47 302**	**60 005**	**26,86%**
Proportion	*25,45%*	*30,79%*		*54,00%*	*63,04%*		*39,85%*	*47,42%*	
MINES	**16 624**	**14 367**	**-13,58%**	**6 702**	**7 390**	**10,27%**	**23 326**	**21 757**	**-6,73%**
Proportion	*28,25%*	*23,44%*		*11,20%*	*11,33%*		*19,65%*	*17,19%*	
TRANSPORT et INFRASTRUCTURES	**3 815**	**3 960**	**3,80%**	**1 922**	**1 977**	**2,86%**	**5 737**	**5 937**	**3,49%**
Proportion	*6,48%*	*6,46%*		*3,21%*	*3,03%*		*4,83%*	*4,69%*	
CONSTRUCTION et HABITAT	**415**	**550**	**32,53%**	**764**	**537**	**-29,71%**	**1 179**	**1 087**	**-7,80%**
Proportion	*0,71%*	*0,90%*		*1,28%*	*0,82%*		*0,99%*	*0,86%*	
INDUSTRIE	**2 153**	**2 750**	**27,73%**	**2 559**	**941**	**-63,23%**	**4 712**	**3 691**	**-21,67%**
Proportion	*3,66%*	*4,49%*		*4,28%*	*1,44%*		*3,97%*	*2,92%*	
BANQUE et FINANCES	**3 711**	**4 522**	**21,85%**	**2 543**	**2 828**	**11,21%**	**6 254**	**7 350**	**17,52%**
Proportion	*6,31%*	*7,38%*		*4,25%*	*4,33%*		*5,27%*	*5,81%*	
TOURISME et HOTELLERIE	**848**	**1 236**	**45,75%**	**21**	**497**	**2266,67%**	**869**	**1 733**	**99,42%**
Proportion	*1,44%*	*2,02%*		*0,04%*	*0,76%*		*0,73%*	*1,37%*	
TOTAL	**58 846**	**61 299**	**4,17%**	**59 856**	**65 240**	**8,99%**	**118 702**	**126 539**	**6,60%**

III.1.b) Situation fiscale en fonction du niveau de participation financière publique

En 2013, les impôts dus, en fonction du niveau de participation se présentent de la manière suivante :

- **Sociétés d'Etat** : les impôts dus se sont établis à **47,07** milliards FCFA en 2013, contre **39,07** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **20,480%**. Les impôts dus par les sociétés d'Etat ont constitué **37,20%** du total des impôts dus. Le plus important contributeur est la PETROCI avec **37,01** milliards FCFA d'impôts dus.

- **Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire** : les impôts dus sont passés de **11,61** milliards FCFA en 2012 à **3,93** milliards FCFA en 2013, soit une baisse de **66,15%**. La SOTRA a été la plus importante société contributrice en 2013 avec **877,95** millions FCFA d'impôt dus. Les Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire ont représenté **3,11%** du total des impôts dus.

- **Sociétés à Participation Financière Publique avec Minorité de Blocage** : les impôts dus se sont établis à **36,63** milliards FCFA en 2013, contre **22,90** milliards FCFA en 2012, soit une hausse de **59,96%**. Les impôts dus par ces sociétés, au cours de l'exercice 2013, ont représenté **28,95%** du total des impôts dus. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés en 2013 a été la société Côte d'Ivoire TELECOM avec un montant de **15,47** milliards FCFA d'impôts dus.

- **Sociétés à Participation Financière Publique Minoritaire** : les impôts dus se sont établis à **38,91** milliards FCFA en 2013, contre **45,12** milliards FCFA en 2012, soit une baisse de **13,76%**. Cette catégorie de sociétés a représenté **30,75**% du total des impôts dus au titre de l'exercice 2013. Les sociétés CIE (**7,26** milliards FCFA), TONGON (**5,83** milliards FCFA) et LGL (**5,26** milliards FCFA) ont constitué les plus importants contributeurs en 2013 au niveau des sociétés à participation financière publique minoritaire.

Tableau 4 : Impôts dus par les sociétés publiques en fonction du niveau de participation de l'Etat (millions FCFA)

	IMPOTS ET TAXES			IMPOT BIC			IMPOTS DUS		
TYPES DE SOCIETES	**2 012**	**2 013**	**Variation**	**2 012**	**2 013**	**Variation**	**2012**	**2 013**	**Variation**
Sociétés d'Etat	**9 704**	**9 965**	**2,69%**	**29 365**	**37 104**	**26,35%**	**39 069**	**47 069**	**20,48%**
Ratio	*16,49%*	*16,26%*		*49,06%*	*56,87%*		*32,91%*	*37,20%*	
SPFP Majoritaire	**4 128**	**3 215**	**-22,12%**	**7 483**	**719**	**-90,39%**	**11 611**	**3 934**	**-66,12%**
Ratio	*7,01%*	*5,24%*		*12,50%*	*1,10%*		*9,78%*	*3,11%*	
SPFP avec Minorité de blocage	**13 602**	**18 845**	**38,55%**	**9 302**	**17 782**	**91,16%**	**22 904**	**36 627**	**59,92%**
Ratio	*23,11%*	*30,74%*		*15,54%*	*27,26%*		*19,30%*	*28,95%*	
SPFP Minoritaire	**31 412**	**29 274**	**-6,81%**	**13 706**	**9 635**	**-29,70%**	**45 118**	**38 909**	**-13,76%**
Ratio	*53,38%*	*47,76%*		*22,90%*	*14,77%*		*38,01%*	*30,75%*	
TOTAL PORTEFEUILLE	**58 846**	**61 299**	**4,17%**	**59 856**	**65 240**	**8,99%**	**118 702**	**126 539**	**6,60%**

III.2 Recettes non fiscales

En plus des impôts, l'État collecte des ressources non fiscales provenant des entreprises de son portefeuille. Il s'agit, principalement, des dividendes.

Au titre de l'exercice 2013, les dividendes collectés par l'Etat se sont élevés à un montant de **22,07** milliards FCFA, contre **21,94** milliards enregistrés en 2012, soit une hausse de **0,59%**.

Ces dividendes, ordonnancés au cours de la gestion 2014, connaissent un écart positif au regard de l'objectif de **17,1** milliards FCFA fixé dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE 2014) ; le taux de réalisation s'élève à **129,06%**.

Toutefois, ce niveau de dividende paraît faible au regard du résultat net consolidé de **158,51** milliards FCFA enregistré par les entreprises du portefeuille de l'Etat en 2013.

Cette situation s'explique, principalement, par :

- l'affectation en report à nouveau des bénéfices réalisés par certaines entreprises pour reconstituer leurs fonds propres. Il s'agit, notamment, de la Poste de Côte d'Ivoire (PCI) et de la Société des Transports Abidjanais (SOTRA) dont les résultats nets sont passés respectivement de **-358,13** millions FCFA et **-160,52** millions FCFA en 2012 à **13,93** milliards FCFA et **193,6** millions FCFA en 2013 ;
- le faible niveau de dividende distribué par la PETROCI, principale distributrice de dividendes, en raison de la baisse de **33,39%** de son résultat net ;
- le changement du taux d'IRVM qui est passé de **12%** en 2012 à **15%** en 2013.

En dépit de la baisse du résultat net consolidé en 2013, le taux de distribution des dividendes a connu une hausse comparativement à l'exercice 2012. En effet, ce taux s'est établi à **43,61%** en 2013, contre **37,57%** réalisé en 2012.

Par ailleurs, à l'instar de l'exercice 2012, le niveau de dividende perçu par l'Etat en 2013 a été, principalement, favorisé par la société PETROCI, dont le dividende distribué s'est élevé à un montant de **12,73** milliards FCFA (**57,73%** du montant global des dividendes), contre **13,20** milliards FCFA au titre de l'exercice 2012 (**60,17%** du montant global des dividendes).

Tableau 5 : Dividendes perçus par l'Etat actionnaire (millions FCFA)

N°d'ordre	Sociétés	Part Etat (%)	RN 2012	Montant net d'IRVM 2012	RN 2013	Montant net d'IRVM 2013	Taux de distribution 2012 (%)	Taux de distribution 2013 (%)
1	PETROCI HOLDING	100	43 292	13 200	28 838	12 726	30,49	44,13
2	CI-TELECOM	48,47	14 857	3 839	11 693	4 532	53,31	79,96
3	SIB	49,00	8 664	1 811	10 522	2550	42,65	49,46
4	CIE	15	8 394	1 130	8 285	1121	89,75	90,20
5	CIPREL	14,70	15 610	730	13 824	623	31,81	30,66
6	SMI	40	18 932	616	20 378	204	8,13	2,50
8	TRCI	20,00	1 611	176	79	170	54,62	1075,95
9	SODECI	3,25	4 538	103	2 448	71	69,84	89,24
10	AERIA	10	2 278	25	2 580	48	10,97	18,60
11	BIAO-CI	10	6 641	284	5 249	0	42,76	0
12	BRVM	1,83	1 027	22	1 255	0	117,06	0
13	DC/BR	1,84	198	3	451	0	82,35	0
TOTAL			***126 043***	***21 939***	***98 647****	***22 045***	**37,57**	**43,61**

** N'inclut pas les résultats de BIAO-CI, BRVM et BC/BR, qui n'ont pas distribué de dividendes en 2013*

IV. SOUTIEN APPORTE PAR L'ETAT AUX ENTREPRISES PUBLIQUES

Il s'agit des subventions accordées par l'Etat aux entreprises de son portefeuille dans le cadre de leurs activités.

Au titre de l'exercice 2013, vingt neuf **(29)** entreprises du portefeuille ont bénéficié de subventions de l'Etat, contre vingt huit **(28)** en 2012. Le montant total des subventions octroyées s'est établi à **132,89** milliards FCFA, contre **131,75** milliards FCFA en 2012, soit une légère hausse de **0,86%**.

Ce montant se décompose comme suit :

- subventions d'exploitation et d'équilibre : **125,89** milliards FCFA en 2013, contre **120,82** milliards FCFA en 2012 ;
- subventions d'investissement : **7** milliards FCFA en 2013, contre **10,93** milliards FCFA en 2012.

Ce montant global des subventions intègre les arriérés de subventions au titre des exercices antérieurs et des appuis financiers de certaines structures autres que l'Etat (bailleurs de fonds).

Ainsi, en 2013, les subventions prévues au budget de l'Etat au profit des entreprises publiques se sont élevées à un montant de **76,42** milliards FCFA, contre un montant de **83,35** milliards FCFA inscrit au budget 2012, soit une baisse de **8,32%**.

Ce montant se décompose comme suit :

- subvention d'exploitation et d'équilibre **: 59,67** milliards FCFA ;
- subvention d'investissement : **16,75** milliards FCFA.

Le niveau des subventions octroyées par l'Etat aux entreprises de son portefeuille s'explique par la volonté de l'Etat Ivoirien de renforcer les capacités financières et opérationnelles de certaines d'entre elles, en particulier celles présentant des situations nettes préoccupantes.

Outre la situation déficitaire de certaines entreprises publiques, l'état de dégradation avancée des infrastructures routières, a conduit l'Etat ivoirien à mettre en place un programme d'urgence pour la réhabilitation des routes.

Ainsi, en sa qualité de maître d'œuvre, le Fonds d'Entretien Routier (FER) a bénéficié en 2013 tout comme en 2012, de subventions importantes pour la mise en œuvre dudit programme. Ces subventions se sont élevées à **72,73** milliards FCFA en 2013, contre **33,82** milliards FCFA en 2012.

En ce qui concerne la répartition des subventions versées par entreprise publique, sur les vingt six (26) entreprises bénéficiaires des subventions d'exploitation et d'équilibre, le FER, l'ANADER, et la SOTRA sont celles qui ont bénéficié des montants les plus élevés en raison de leurs missions régaliennes.

En effet, l'ANADER dont la mission principale est l'encadrement du monde paysan, bénéficie de subventions d'exploitation pour le financement de son activité.

Quant à la SOTRA, elle reçoit des subventions d'équilibre d'une part, en compensation des tarifs sociaux pratiqués et d'autre part, pour le transport des groupes subventionnés (élèves, étudiants et fonctionnaires) ainsi que le transport gratuit des policiers, gendarmes et militaires.

En ce qui concerne les subventions d'investissement, sur les dix sept (17) sociétés bénéficiaires, la CIDT est la société qui a obtenu le montant le plus important évalué à **1,03** milliard FCFA.

Du point de vue sectoriel, le Transport est le secteur qui a bénéficié de la subvention totale la plus élevée, avec un montant de **84,72** milliards FCFA, soit **63,74%** du montant global des subventions accordées par l'Etat.

Tableau 6 : Sociétés ayant bénéficié des subventions les plus importantes en 2013 (millions FCFA)

N°	SOCIETES	Capital	Total parts (%)	Subventions totales 2012	Subventions totales 2013
1	FER	300	100	**33 820**	**72 733**
2	ANADER	500	35,00	**8 755**	**9 779**
3	SOTRA	3 000	60,17	**9 000**	**8 000**
4	RTI	6 000	100	**7 021**	**7 844**
5	CI-ENERGIES	20 000	100	**0**	**5 322**
6	GESTOCI	240	12,50	**6 500**	**5 262**
7	INS	2 000	100	**3 609**	**2 205**
8	SODERTOUR-LACS	10 000	100	**3 574**	**2 188**
9	PCI	600	100	**3 114**	**2 129**
10	CIDT	7 200	99,99	**2 869**	**2 072**
11	SODEXAM	1 000	100	**3 498**	**1 998**
12	ONEP	150 000	100	**1 762**	**1 901**
13	ANARE	1 500 000	100	**1 501**	**1 632**

V. ETAT ACTIONNAIRE ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES

V.1 Actions menées pour l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des entreprises

V.1.a) La réforme du portefeuille bancaire public ivoirien

Dans le cadre de la restructuration du portefeuille bancaire public, il a été procédé à la sélection, à l'issue d'un appel d'offres restreint, de trois (3) consultants pour la réalisation des études de valorisation et de mode de cession des parts de l'Etat dans le capital social des banques à participation financière publique majoritaire et minoritaire.

Les propositions issues de ces études ont été traduites en des options stratégiques dans une Communication en Conseil des Ministres, adoptée par le Gouvernement en mai 2014.

V.1.b) La finalisation du cadre juridique des entreprises publiques

La réalisation de cette action s'est traduite par la rédaction des projets de textes d'application des Lois n°97-519 et n°97-520 du 4 septembre 1997, relatives aux sociétés d'Etat et aux sociétés à participation financière publique.

Par ailleurs, il a été élaboré des projets de décrets relatifs :

- à l'exercice de la tutelle technique et financière dans les sociétés d'Etat et dans les sociétés à participation financière publique ;
- aux conditions de service et de rémunération des dirigeants sociaux des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique majoritaire ;
- aux conditions et modalités d'acquisition et d'aliénation d'immeubles par les sociétés d'Etat et les sociétés à participation financière publique majoritaire.

V.1.c) Le renforcement des capacités des agents de la DPP

Cinquante cinq (55) agents sur soixante sept (67) que compte la Direction des Participations et de la Privatisation (DPP) ont bénéficié d'une formation dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Appui Ciblé de la Banque Africaine de Développement (BAD) dans sa composante finances publiques. Cette formation qui s'est déroulée sur une période de trois (3) mois, a porté sur sept (7) modules en rapport avec l'analyse financière et comptable des sociétés anonymes.

V.1.d) La mise en place des Conseils d'Administration des sociétés d'Etat

En 2012, sur instruction de son Excellence Monsieur le Président de la République, les Conseils d'Administration des sociétés d'Etat ont été recomposés par voie de décrets pris en Conseil des Ministres. Ces Conseils d'Administration sont, désormais, composés de cinq (5) à huit (8) membres dont un représentant par ministère ou par structure siégeant au sein desdits conseils.

En 2013, environ **70%** des Conseils d'Administration des sociétés d'Etat ont été renouvelés par décret conformément aux dispositions législatives et règlementaires régissant lesdites sociétés.

V.1.e) Le renforcement du cadre de travail entre la DPP et les entreprises

Le renforcement du cadre de travail entre la Direction des Participations et de la Privatisation (DPP) et les entreprises publiques a abouti, en 2013, à l'amélioration du canevas de présentation des projets de budget de ces entreprises publiques. Ces innovations ont, principalement, porté sur :

- les plans d'actions issus des plans stratégiques ;
- les mécanismes de maîtrise des charges de fonctionnement ;
- les budgets trimestriels ;
- les investissements prioritaires et leur mode de financement.

V.1.f) Le renforcement du cadre de travail entre la DPP et la Direction du Budget de l'Etat

Pour disposer des notifications de crédits budgétaires accordées aux entreprises publiques à temps réel, en 2013, un cadre de travail entre la Direction des Participations et de la Privatisation et la Direction du Budget de l'Etat a été mis en place. Ce cadre de travail permet, par le biais des données de la Loi des finances, d'affiner l'analyse des projets de budget des entreprises publiques.

V.2 Perspectives pour l'exercice 2014

- la finalisation du cadre juridique des entreprises publiques ;
- le renforcement des capacités des agents de la DPP ;
- le suivi de la politique d'endettement des entreprises publiques ;

- l'élaboration des fiches projets des entreprises publiques ;
- la rédaction d'une note de cadrage budgétaire ;
- le suivi des filiales des entreprises publiques ;
- la mise en œuvre du système d'informations et de Gestion des entreprises publiques (SIGEP) ;
- l'optimisation du suivi et du contrôle des conventions de concession ;
- l'amélioration du taux de transmission des états financiers ;
- l'amélioration du taux de passation des marchés des entreprises publiques ;
- le renforcement du contrôle et du suivi budgétaire des entreprises publiques.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES D'ETAT

N°	SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	TOTAL PARTS	CAPITAL DE L'ETAT
1	AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes	300 000 000	100%	300 000 000
2	AGETU	Agence des Transports Urbains	300 000 000	100%	300 000 000
3	ANARE	Autorité Nationale de Régulation de l'Electricité	1 500 000 000	100%	1 500 000 000
4	BNETD	Bureau National d'Études Techniques et de Développement	2 000 000 000	100%	2 000 000 000
5	BNI	Banque Nationale d'Investissement	20 500 000 000	100%	20 500 000 000
6	CI-NERGIES	Energies de Côte d'Ivoire	20 000 000 000	100%	20 000 000 000
7	CNCE	Caisse Nationale des Caisses d'Épargne	35 000 000 000	100%	35 000 000 000
8	FER	Fonds d'Entretien Routier	300 000 000	100%	300 000 000
9	INS-SODE	Institut National de la Statistique	2 000 000 000	100%	2 000 000 000
10	I2T	Société Ivoirienne de Technologie Tropicale	250 000 000	100%	250 000 000
11	ONEP	Office National de l'Eau Potable	150 000 000	100%	150 000 000
12	PAA	Port Autonome d'Abidjan	16 000 000 000	100%	16 000 000 000
13	PASP	Port Autonome de San-Pedro	2 000 000 000	100%	2 000 000 000
14	PETROCI HOLDING	Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire	20 000 000 000	100%	20 000 000 000
15	PCI	Poste de Côte d'Ivoire	600 000 000	100%	600 000 000
16	RTI	Radio Diffusion Télévision Ivoirienne	6 000 000 000	100%	6 000 000 000
17	SIPF	Société Ivoirienne de Gestion du Patrimoine Ferroviaire	3 000 000 000	100%	3 000 000 000
18	SNDI	Société Nationale de Développement Informatique	200 000 000	100%	200 000 000
19	SNPECI	Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire	175 000 000	100%	175 000 000
20	SODEFOR	Société de Développement des Forêts	383 152 581	100%	383 152 581
21	SODEMI	Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire	600 000 000	100%	600 000 000
22	SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique	1 000 000 000	100%	1 000 000 000
23	SONATT	Société Nationale d'Exploitation des Transports Terrestres	300 000 000	100%	300 000 000
24	VERSUS BANK	Versus Bank	3 000 000 000	100%	3 000 000 000
25	ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage	1 000 000 000	100%	1 000 000 000
26	AIGF	Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences Radio électriques	500 000 000	100%	500 000 000
27	ANSUT	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC	500 000 000	100%	500 000 000
28	SOCOJAC	Société de Construction du Pont de Jacqueville	100 000 000	100%	100 000 000
29	SODASE	Société de Développement de l'Autoroute du Sud Est	100 000 000	100%	100 000 000
30	SODERTOUR-LACS	Société de Développement Touristique de la Région des Lacs	10 000 000 000	100%	10 000 000 000
31	SPDC	Société des Palaces de Cocody	7 140 220 000	100%	7 140 220 000
32	ARECA	Autorité de Régulation du Coton et de l'Anacade	200 000 000	100%	200 000 000
TOTAL			**155 098 372 581**	**100%**	**155 098 372 581**

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES A PARTICIPATION FINANCIERE PUBLIQUE MAJORITAIRE

N°	SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	TOTAL PARTS	CAPITAL DE L'ETAT
1	CIDT	Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles	7 200 000 000	99,99%	7 192 800 000
2	LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics	1 000 000 000	95,20%	952 000 000
3	BFA	Banque pour le Financement de l'Agriculture	5 533 851 040	92,70%	5 133 200 225
4	LONACI-SEM	Loterie Nationale de Côte d'Ivoire	400 000 000	80%	320 000 000
5	CI- ENGINEERING	Côte d'Ivoire Engineering	1 301 000 000	74,80%	972 627 600
6	AIR CÔTE D'IVOIRE	Air Côte d'Ivoire	25 000 000 000	65%	16 250 000 000
7	INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise	120 000 000	63%	75 000 000
8	SONITRA	Société Nationale Ivoirienne de Travaux	2 272 500 000	55%	1 249 875 000
9	CML	Compagnie Minière du Littoral	600 000 000	61%	366 000 000
10	SGMT	Société de Gestion du Grand Marché de Treichville	250 000 000	85,76%	250 000 000
11	SICOGI	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière	4 566 200 000	84,18%	3 843 827 160
12	SILS TECHNOLOGY	Sils Technology	100 000 000	75%	75 000 000
13	SOTRA	Société des Transports Abidjanais	3 000 000 000	60,17%	1 805 100 000
14	AGEF	Agence de Gestion Foncière	400 000 000	57,15%	228 609 600
15	BHCI	Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	6 776 000 000	50,84%	3 444 281 766
TOTAL			**58 519 551 040**	**72,05%**	**42 161 481 040**

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES A PARTICIPATION FINANCIERE PUBLIQUE AVEC MINORITE DE BLOCAGE

N°	SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	TOTAL PARTS	CAPITAL DE L'ETAT
1	SIB	Société Ivoirienne de Banque	10 000 000 000	49%	4 900 000 000
2	CI Télécom	Côte d'Ivoire Télécom	15 000 000 000	48,47%	7 270 500 000
3	CNRA	Centre National de Recherche Agronomique	500 000 000	40%	200 000 000
4	ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	500 000 000	35%	175 000 000
5	SAS	Société Abidjanaise de Salubrité	1 000 000 000	35%	350 000 000
6	EDIPRESSE	EDIPRESSE SARL	25 000 000	50%	12 500 000
7	FOREMI	Société de Forage Minier	100 000 000	49%	49 000 000
8	SIR	Société Ivoirienne de Raffinage	39 000 000 000	47,28%	18 443 100 000
9	SMI	Société des Mines d'Ity	600 000 000	40%	240 000 000
TOTAL			**66 725 000 000**	**47,41%**	**31 636 200 000**

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES A PARTICIPATION FINANCIERE PUBLIQUE MINORITAIRE

N°	SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	TOTAL PARTS	CAPITAL DE L'ETAT
1	SIVAC	Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie	38 000 000	31,58%	12 000 400
2	PALMAFRIQUE	PALMAFRIQUE	5 714 880 000	30%	1 714 464 000
3	COTIVO	Société la Cotonnière Ivoirienne	3 600 000 000	26,70%	961 200 000
4	TRCI	Tropical Rubber Côte d'Ivoire	2 000 000 000	20%	400 000 000
5	OIC	Office Ivoirien des Chargeurs	500 000 000	20%	100 000 000
6	SOCOPRIM	Société Concessionnaire du Pont Riviera-Marcory	18 366 900 000	25,20%	4 628 458 800
7	SUCRIVOIRE	Sucrivoire	24 500 000 000	23%	5 635 000 000
8	IPS(WA)	Industrial Promotion Services (West Africa)	1 000 000 000	15%	150 000 000
9	CIE	Compagnie Ivoirienne d'Electricité	14 000 000 000	15%	2 100 000 000
10	CIPREL	Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité	29 200 000 000	14,70%	4 292 400 000
11	NEI-CEDA	NEI-CEDA	255 316 500	12,40%	31 659 246
12	LGL	Lihir Gold Limited	90 000 000	10%	9 000 000
13	Yaouré Mining SA	Yaouré Mining SA	1 000 000 000	10%	100 000 000
14	TONGON SA	Société des Mines de Tongon SA	10 000 000	10%	1 000 000
15	BIAO-CI	Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale en Côte d'Ivoire	20 000 000 000	10%	2 000 000 000
16	MGB	Marché de Gros de Bouaké	100 000 000	10%	10 000 000
17	AERIA	Aéroport International Abidjan	1 418 040 000	10%	141 804 000
18	SODECI	Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire	4 500 000 000	3,25%	146 250 000
19	BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières	3 062 040 000	1,83%	56 035 332
20	DCBR	Dépositaire Centrale Banque de règlement	1 520 390 000	1,84%	27 975 176
21	SIFAL	Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiant	560 000 000	32,14%	179 984 000
22	VITIB SA	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie	21 200 000 000	5%	1 060 000 000
23	SITARAIL	Société International de Transport Africain par RAIL	3 000 000 000	17%	510 000 000
24	GESTOCI	Société de Gestion des Stocks Pétroliers	5 000 000 000	15%	750 000 000
25	SUCAF-CI	SUCAF Côte d'Ivoire	240 000 000	12,50%	30 000 000
26	VIVO ENERGY-CI	VIVO ENERGY Côte d'Ivoire	3 150 000 000	5%	157 500 000
27	SN SOSUCO	Nouvelle Société Sucrière de la Comoé	8 144 000 000	9,04%	296 512 000
TOTAL			**172 169 566 500**	**14,74%**	**25 383 863 622**

TOTAL PORTEFEUILLE	**452 512 490 121**	**56,19%**	**254 279 917 243**

ANNEXE 2 : CHIFFRE D'AFFAIRES ET RESULTATS NETS DES SOCIETES REPARTIS EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITES

SECTEUR AGRO-INDUSTRIE

N°	SOCIETES	CA 2012	CA 2013	Variation (%)	RN 2012	RN 2013	Variation (%)
1	ARECA	1 469 270 648	1 760 800 257	19,84	-691 725 952	-1 295 744 069	-87,32
2	SODEFOR	9 789 862 591	5 443 591 818	-44,40	61 656 227	30 161 129	-51,08
3	CIDT	11 491 267 109	16 532 557 662	43,87	729 420 658	3 848 727 598	427,64
4	CNRA	9 791 591 590	9 538 864 309	-2,58	256 573 176	-429 570 966	-267,43
5	ANADER	3 460 208 727	5 085 897 752	46,98	2 010 723 955	487 898 730	-75,74%
6	SIVAC	158 406 715	121 285 371	-23,43	2 688 500	6 124 613	127,81
7	PALMAFRIQUE	15 382 840 147	12 382 254 439	-19,51	-6 253 209 325	-432 239 044	93,09
8	TRCI	57 148 372 032	43 830 748 820	-23,30	1 611 477 579	78 623 214	-95,12
9	SUCRIVOIRE	44 472 491 034	53 144 259 450	19,50	5 562 636 451	4 139 925 367	-25,58
10	SUCAF - CI	57 525 755 259	52 600 145 894	-8,56	10 014 400 376	5 133 706 173	-48,74
11	SN SOSUCO	13 160 028 709	13 423 959 545	2,01	-901 598 834	16 607 624	101,84
TOTAL		**223 850 094 561**	**213 864 365 317**	**-4,46**	**12 403 042 811**	**10 584 220 369**	**-14,66%**

SECTEUR BANQUES ET FINANCES

N°	SOCIETES	PNB 2012	PNB 2013	Variation (%)	RN 2012	RN 2013	Variation (%)
1	BNI	25 938 321 238	25 441 704 803	-1,91	8 690 700 598	6 407 088 116	-26,28
2	CNCE	8 700 371 484	10 933 400 000	25,67	-10 795 410 603	-9 410 926 481	12,82
3	VERSUS BANK	2 694 000 000	3 168 000 000	17,59	464 159 080	625 000 000	34,65
4	BFA	779 000 000	-1 280 000 000	-264,31	-6 148 000 000	-8 210 000 000	-33,54
5	CGRAE	95 012 335 830	NA	NA	- 3 467 798 416	NA	NA
6	BHCI	4 864 000 000	4 978 000 000	2,34	-318 960 000	100 000 000	31,35
7	SIB	32 193 000 000	34 598 000 000	7,47	8 665 000 000	10 522 000 000	21,43
8	BIAO -CI	33 239 000 000	36 000 000 000	8,31	6 641 000 000	5 249 000 000	-20,96
TOTAL		**203 420 028 552**	**113 839 104 803**	**-44,04**	**3 730 690 659**	**5 282 161 635**	**41,59**

SECTEUR TOURISME-HOTELLERIE

N°	SOCIETES	CA 2012	CA 2013	Variation (%)	RN 2012	RN 2013	Variation (%)
1	SODERTOUR-LACS	3 592 410 756	3 564 947 554	-0,76	- 651 872 990	-1 076 760 784	-65,18
2	SPDC	4 941 185 148	13 142 439 421	165,98	1 843 681 089	2 085 421 866	13,11
TOTAL		**8 533 595 904**	**16 707 386 975**	**95,78**	**1 191 808 099**	**1 008 661 082**	**-15,37**

SECTEUR COMMUNICATION-ETUDES

N°	SOCIETES	CA 2012	CA 2013	Variation (%)	RN 2012	RN 2013	Variation (%)
1	BNETD	18 967 045 940	19 160 176 948	1,02	-436 158 207	98 790 158	122,65
2	INS-SODE	1 111 882 356	1 372 019 283	23,40	-344 545 853	-639 809 946	-71,90
3	PCI	3 128 701 884	9 248 978 505	195,62	- 358 131 711	13 934 429180	3990,87
4	RTI	8 971 126 749	9 079 581 422	1,21	1 489 538 047	794 152 484	-46,68
5	SNDI	6 025 906 241	6 822 305 889	13,22	580 482 680	195 353 226	-66,35
6	SNPECI	3 657 934 557	4 565 698 408	24,82	77 542 252	-156 247 915	-301,50
7	ATCI	21 534 446 967	NA	NA	3 292 251 423	NA	NA
8	INIE	719 040 414	224 000	-99,97	174 286 350	-320 479 273	-862,66
9	Côte d'Ivoire Télécom	158 347 688 987	166 169 237 492	4,94	14 856 876 533	11 693 317 622	-21,29
10	EDIPRESSE	7 910 520 376	6 852 926 596	-13,37	103 281 693	-99 828 148	-196,66
11	NEI-CEDA	4 818 623 083	45 23 000 000	-6,14	44 972 891	40 155 398	-10,71
TOTAL		**235 192 917 554**	**227 794 148 543**	**-3,15**	**19 811 675 870**	**25 539 832 786**	**28,91**

SECTEUR ENERGIE

N°	SOCIETES	CA 2012	CA 2013	variation (%)	RN 2012	RN 2013	variation (%)
1	CI-ENERGIES	NA	1 591 352 996	NA	NA	0	NA
2	ANARE	0	0	NA	0	0	NA
3	PETROCI HOLDING	234 385 855 245	266 477 069 043	13,69	43 292 309 125	28 837 641 546	-33,39
4	SIR	1 608 557 283 510	1 527 461 069 726	-5,04	151 141 139	384 519 235	154,41
5	CIE	324 600 262 459	372 617 363 201	14,79	8 393 862 205	8 284 538 714	-1,30
6	CIPREL	34 797 728 880	31 524 479 293	-9,41	15 610 375 539	13 824 000 000	-11,44
7	SIFAL	21 954 450 292	18 709 350 074	-14,78	1 175 452 831	359 564 073	-69,41
8	GESTOCI	13 448 374 979	13 963 447 158	3,83	1 862 362 501	274 936 299	-85,24
9	VIVO ENERGY	151 142 579 135	214 350 169 161	41,82	2 313 624 568	3 043 367 608	31,54
TOTAL		**2 388 886 534 500**	**2 44 6694 300 652**	**2,42**	**72 799 127 908**	**55 008 567 475**	**-24,44**

SECTEUR CONSTRUCTION-HABITAT

N°	SOCIETES	CA 2012	CA 2013	Variation (%)	RN 2012	RN 2013	variation (%)
1	SODASE	0	0	NA	-197 850 323	-96 692 414	51,13
2	LBTP	7 716 013 798	7 112 128 536	-7,83	902 050 057	504 383 486	-44,08
3	SONITRA	1 881 658 780	2 895 491 865	53,88	-102 508 062	-32 641 617	68,16
4	SGMT	867 243 676	699 711 224	-19,32	4 729 093	406 153 127	8488,39
5	SICOGI	6 544 205 921	21 509 236 206	228,68	-3 220 418 995	514 376 845	115,97
6	AGEF	2 758 703 554	7 058 380 395	155,86	508 701 774	855 606 083	68,19
7	SAS	0	230 879 519	NA	-402 621 845	-446 806 116	-12,97
8	SOCOPRIM	36 273 180 000	64 441 478 000	77,66	46 904 000	19 386 000	-58,67
TOTAL		**56 041 005 729**	**103 947 305 745**	**85,48**	**-2 461 014 301**	**1 723 765 394**	**174,25**

SECTEUR INDUSTRIE

N°	SOCIETES	CA 2012	CA 2013	variation (%)	RN 2012	RN 2013	variation (%)
1	ONEP	609 801 166	538 938 143	-11,62	229 910 343	-32 341 388	-114,07
2	LONACI-SEM	39 896 678 728	41 136 435 136	3,11	276 007 175	200 675 290	-27,29
3	CI- ENGINEERING	627 867 327	823 423 196	31,15	-317 916 815	5 622 859	101,77
4	I2T	44 523 732	174 426 196	291,76	-182 994 021	-247 328 390	-35,16
5	IPS (WA)	2 244 653 324	2 460 773 991	9,63	736 208 441	1 042 685 530	41,63
6	SODECI	65 271 732 490	76 744 317 204	17,58	4 538 103 032	2 447 793 868	-46,06
7	BRVM	3 296 755 492	3 825 045 600	16,02	1 027 155 314	1 254 786 982	22,16
8	DCBR	670 033 866	1 187 794 301	77,27	198 161 478	450 816 279	127,50
9	VITIB SA	619 035 351	778 439 799	25,75	213 515 594	363 333 716	70,17
10	MGB	209 656 076	193 836 146	-7,55	-139 216 065	-132 793 681	4,61
TOTAL		**113 490 737 552**	**127 863 429 712**	**12,66**	**5 575 903 288**	**5 353 251 065**	**-3,99**

SECTEUR MINES

N°	SOCIETES	CA 2012	CA 2013	variation (%)	RN 2012	RN 2013	variation (%)
1	SODEMI	269 092 772	293 356 285	9,02	497 770 393	-8 339 472	-101,68
2	CML	0	8 224 169 520	NA	-572 113 206	980 340 398	271,35
3	SMI	45 099 152 717	57 330 174 805	27,12	18 932 174 823	20 378 292 997	7,64
4	FOREMI	6 533 080 794	5 906 754 904	-9,59	395 111 782	337 445 657	-14,59
5	LGL	71 738 305 436	61 870 535 830	-13,76	11 284 011 161	-16 666 301 198	-247,70
6	Yaouré Mining SA	11 464 662 868	ND	NA	-952 672 337	ND	NA
7	TONGON SA	182 799 691 774	163 241 529 214	-10,70	57 716 586 247	47 830 423 290	-17,13
TOTAL		**317 903 986 361**	**296 866 520 558**	**-6,62**	**87 300 868 863**	**52 851 861 672**	**-39,46**

SECTEUR TRANSPORTS

N°	SOCIETES	CA 2012	CA 2013	variation (%)	RN 2012	RN 2013	variation (%)
1	AGEROUTE	1 898 237 991	2 657 764 108	40,01	38 426 427	37 467 496	-2,50
2	AGETU	537 180 500	590 651 100	9,95	-253 191 775	-115 127 342	54,53
3	FER	0	0	NA	0	0	NA
4	PAA	63 298 317 447	72 087 460 297	13,89	20 689 715 414	15 321 232 050	-25,95
5	PASP	5 446 809 167	6 477 000 000	18,91	298 846 340	330 507 583	10,59
6	SIPF	1 080 828 102	1 208 145 309	11,78	98 351 553	110 595 653	12,45
7	SODEXAM	4 106 370 360	5 292 861 126	28,89	-92 740 081	700 917 734	855,79
8	SONATT	4 425 733 299	4 572 002 759	3,30	200 250 000	253 740 192	26,71
9	AIR CÔTE D'IVOIRE	8 539 005 083	33 095 841 466	287,58	-3 946 701 882	-20 605 729 416	-422,10
10	SOTRA	29 085 353 368	28 313 484 407	-2,65	-160 518 182	193 602 000	220,61
11	OIC	2 661 884 640	2 221 898 716	-16,53	-264 503 793	-19 477 355	92,64
12	AERIA	14 039 717 753	17 117 381 000	21,92	2 278 408 455	2 579 885 000	13,23
13	SITARAIL	35 978 450 515	36 971 893 569	2,76	2 130 633 507	2 373 310 287	11,39
TOTAL		**171 097 888 225**	**210 606 383 857**	**23,09**	**21 016 975 983**	**1 160 923 882**	**-94,48**

TOTAL PORTEFEUILLE	**3 718 416 788 938**	**3 758 182 946 162**	**1,07%**	**221 369 079 180**	**158 513 245 360**	**-28,39**

ANNEXE 3 : SOCIETES AYANT REALISE UN RESULTAT NET BENEFICIAIRE OU NUL EN 2013

N°	SOCIETES	2012 (pour mémoire)	2013
1	TONGON SA	57 716 586 247	47 830 423 290
2	PETROCI HOLDING	43 292 309 125	28 837 641 546
3	SMI	18 932 174 823	20 378 292 997
4	PAA	20 689 715 414	15 321 232 050
5	PCI	-358 131 711	13 934 429 180
6	CIPREL	15 610 375 539	13 824 000 000
7	Côte d'Ivoire TELECOM	14 856 876 533	11 693 317 622
8	SIB	8 665 000 000	10 522 000 000
9	CIE	8 393 862 205	8 284 538 714
10	BNI	8 690 700 598	6 407 088 116
11	BIAO-CI	6 641 000 000	5 249 000 000
12	SUCAF-CI	10 014 400 376	5 133 706 173
13	SUCRIVOIRE	5 562 636 451	4 139 925 367
14	CIDT	729 420 658	3 848 727 598
15	VIVO ENERGY	2 313 624 568	3 043 367 608
16	AERIA	2 278 408 455	2 579 885 000
17	SODECI	4 538 103 032	2 447 793 868
18	SITARAIL	2 130 633 507	2 373 310 287
19	SPDC	1 843 681 089	2 085 421 866
20	BRVM	1 027 155 314	1 254 786 982
21	IPS-WA	736 208 441	1 042 685 530
22	CML	-572 113 206	980 340 398
23	AGEF	508 701 774	855 606 083
24	RTI	1 489 538 047	794 152 484
25	SODEXAM	-92 740 081	700 917 734
26	VERSUS BANK	464 159 080	625 000 000
27	SICOGI	-3 220 418 995	514 376 845
28	LBTP	902 050 057	504 383 486
29	ANADER	2 010 723 955	487 898 730
30	DCBR	198 161 478	450 816 279

31	SGMT	4 729 093	406 153 127
32	SIR	151 141 139	384 519 235
33	VITIB SA	-789 515 594	363 333 716
34	SIFAL	1 175 452 831	359 564 073
35	FOREMI	395 111 782	337 445 657
36	PASP	298 846 340	330 507 583
37	GESTOCI	1 862 362 501	274 936 299
38	SONATT	200 250 000	253 740 192
39	LONACI-SEM	276 007 175	200 675 290
40	SNDI	580 482 680	195 353 226
41	SOTRA	-160 518 182	193 602 000
42	SIPF	98 351 553	110 595 653
43	BHCI	-318 960 000	100 000 000
44	BNETD	-104 878 435	98790 158
45	TRCI	1 611 477 579	78 623 214
46	NEI-CEDA	44 972 891	40 155 398
47	AGEROUTE	38 426 427	37 467 496
48	SODEFOR	61 656 227	30 161 129
49	SOCOPRIM	46 904 000	19 386 000
50	SN SOSUCO	-901 598 834	16 607 624
51	SIVAC	2 688 500	6 124 613
52	CI-ENGINEERING	-317 916 815	5 622 859
53	ANARE	0	0
54	FER	0	0
55	CI-ENERGIES	NA	0
TOTAL			**219 988 430 375**

ANNEXE 4 : SOCIETES AYANT REALISE UN RESULTAT NET DEFICITAIRE EN 2013

N°	SOCIETES	2012 (pour mémoire)	2 013
1	AIR COTE D'IVOIRE	- 3 946 701 882	-20 605 729 416
2	LGL	11 284 011 161	-16 666 301 198
3	CNCE	-10 795 410 603	-9 410 926 481
4	BFA	-6 148 000 000	-8 210 000 000
5	PALMAFRIQUE	-6 253 209 325	-1 432 239 044
6	ARECA	-691 725 952	-1 295 744 069
7	SODERTOUR-LACS	-651 872 990	-1 076 760 784
8	INS	- 344 545 853	-639 809 946
9	SAS	- 402 621 845	-446 806 116
10	CNRA	256 573 176	-429 570 966
11	INIE	174 286 350	-320 479 273
12	I2T	- 182 994 021	-247 328 390
13	SNPECI	77 542 252	-156 247 915
14	MGB	-139 216 065	-132 793 681
15	AGETU	-253 191 775	-115 127 342
16	EDIPRESSE	103 281 693	- 99 828 148
17	SODASE	-197 850 323	-96 692 414
18	SONITRA	-102 508 062	-32 641 617
19	ONEP	229 910 343	-32 341 388
20	OIC	-264 503 793	-19 477 355
21	SODEMI	497 770 393	-8 339 472
TOTAL			**-61 475 185 015**

ANNEXE 5 : SOCIETES AYANT BENEFICIE DE SUBVENTIONS EN 2013

N°	SOCIETES	SE 2012	SE 2013	SI 2012	SI 2013	ST 2012	ST 2013
SECTEUR AGRO-INDUSTRIE		**17 112 625 370**	**5 005 694 299**	**32 253 148**	**1 566 218 649**	**17 144 878 518**	**15 252 102 948**
1	ARECA	0	0	0	400 000 000	0	**400 000 000**
2	SODEFOR	3 062 125 252	1 082 321 182	0	0	3 062 125 252	**1 082 321 182**
3	CIDT	2 869 433 714	1 040 786 762	0	1 032 013 822	2 869 433 714	**2 072 800 584**
4	CNRA	2 163 504 407	1 495 450 343	32 253 148	0	2 195 757 555	**1 495 450 343**
5	ANADER	8 755 344 272	964 465 728	0	134 204 827	8 755 344 272	**9 778 860 555**
6	TRCI	262 217 725	167 903 425	0	0	262 217 725	**167 903 425**
7	SIVAC	0	254 766 859	0	0	0	**254 766 859**
8	SN SOSUCO	0	0	0	0	0	**0**
SECTEUR BANQUES ET FINANCES		**29 494 000 000**	**0**	**0**	**0**	**29 494 000 000**	**0**
1	CGRAE	29 494 000 000	0	0	0	29 494 000 000	**0**
SECTEUR COMMUNICATION-ETUDES		**16 567 231 832**	**12 613 777 176**	**1 269 016 111**	**1 496 853 831**	**17 836 247 943**	**14 110 631 007**
1	BNETD	1 739 520 000	0	0	0	1 739 520 000	**0**
2	INS-SODE	3 259 117 530	1 991 107 921	350 207 736	214 094 941	3 609 325 266	**2 205 202 862**
3	PCI	3 114 079 408	2 128 844 718	0	0	3 114 079 408	**2 128 844 718**
4	RTI	6 439 675 434	6 872 020 315	581 183 375	972 166 213	7 020 858 809	**7 844 186 528**
5	SNPECI	644 839 460	778 320 972	337 625 000	159 592 677	982 464 460	**937 913 649**
6	INIE	1 370 000 000	843 483 250	0	151 000 000	1 370 000 000	**994 483 250**
SECTEUR ENERGIE		**9 262 099 192**	**11 026 946 161**	**385 246 685**	**1 189 534 002**	**9 647 345 877**	**12 216 479 963**
1	CI-ENERGIES	0	5 322 403 559	0	0	0	**5 322 403 559**
2	ANARE	1 350 259 468	1 404 254 661	151 004 065	227 420 717	1 501 263 533	**1 631 675 178**
3	PETROCI HOLDING	1 645 849 502	0	0	0	1 645 849 502	**0**
4	GESTOCI	6 265 990 222	4 300 287 941	234 242 620	962 113 285	6 500 232 842	**5 262 401 226**
SECTEUR CONSTRUCTION-HABITAT		**274 515 280**	**324 515 280**	**19 541 667**	**0**	**294 056 947**	**324 515 280**
1	SODASE	274 515 280	324 515 280	19 541 667	0	294 056 947	**324 515 280**

SECTEUR INDUSTRIE		**2 951 482 765**	**3 350 230 759**	**273 500 912**	**257 788 568**	**3 224 983 677**	**3 608 019 327**
1	ONEP	1 644 978 057	1 784 804 723	116 900 000	116 900 000	1 761 878 057	**1 901 704 723**
2	LONACI-SEM	0	0	0	0	0	**0**
3	I2T	706 504 708	965 426 036	156 600 912	140 888 568	863 105 620	**1 106 314 604**
4	VITIB SA	600 000 000	600 000 000	0	0	600 000 000	**600 000 000**
SECTEUR MINES		**0**	**0**	**0**	**465 681 700**	**0**	**465 681 700**
1	SODEMI	0	0	0	465 681 700	0	**465 681 700**
SECTEUR TOURISME-HOTELLERIE		**1 203 865 270**	**1 236 176 201**	**2 370 277 957**	**951 420 635**	**3 574 143 227**	**2 187 596 836**
1	SODERTOUR-LACS	1 203 865 270	1 236 176 201	2 370 277 957	951 420 635	3 574 143 227	**2 187 596 836**
SECTEUR TRANSPORTS		**43 956 510 763**	**83 648 614 657**	**6 583 323 353**	**1 076 892 959**	**50 539 834 116**	**84 725 507 616**
1	AGEROUTE	600 000 000	507 166 474	122 167 968	48 774 990	722 167 968	**555 941 464**
2	AGETU	100 000 000	200 000 000	0	0	100 000 000	**200 000 000**
3	FER	33 384 747 662	72 578 732 274	435 359 551	154 298 179	33 820 107 213	**72 733 030 453**
4	PASP	0	0	2 357 784 091	473 699 790	2 357 784 091	**473 699 790**
5	SODEXAM	1 098 433 335	1 598 433 335	2 400 120 000	400 120 000	3 498 553 335	**1 998 553 335**
6	SONATT	76 568 000	46 201 025	267 891 743	0	344 459 743	**46 201 025**
7	SOTRA	8 000 000 000	8 000 000 000	1 000 000 000	0	9 000 000 000	**8 000 000 000**
8	OIC	0	0	0	0	0	**0**
9	SITARAIL	696 761 766	718 081 549	0	0	696 761 766	**718 081 549**
TOTAL		**120 822 330 472**	**125 886 144 333**	**10 933 159 833**	**7 004 390 344**	**131 755 490 305**	**132 890 534 677**

NB : SE Subvention d'Exploitation et d'Equilibre **; SI** Subvention d'Investissement **; ST** Subvention Totale
Note : les montants de subventions dans ce tableau comprennent aussi bien les subventions directes que les ressources allouées

ANNEXE 6 : SOCIETES AYANT DISTRIBUE DES DIVIDENDES A L'ETAT (en millions FCFA)

N° d'ordre	Sociétés	Part Etat (%)	RN 2012	Dividende net d'IRVM 2012 Perçu par l'Etat	RN 2013	Dividende global 2013	Dividende net d'IRVM 2013 Perçu par l'Etat	Taux de distribution 2012 (%)	Taux de distribution 2013 (%)
1	PETROCI	100	43 292	13 200	28 838	15 000	12 726	30,49	44,13
2	CI-TELECOM	48,47	14 857	3 839	11 693	11 000	4 532	53,31	79,96
3	SIB	49,00	8 665	1 811	10 522	6 122	2 550	42,65	49,46
4	CIE	15,00	8 394	1 130	8 285	8 302	1 121	89,75	90,20
5	CIPREL	14,70	15 610	730	13 824	4 985	623	31,81	30,66
6	SMI	40	18 932	616	20 378	2 400	204	8,13	2,50
8	TRCI	20	1 611	176	79	1 000	170	54,62	1075,95
9	SODECI	3,25	4 538	103	2 448	2 430	71	69,84	89,24
10	AERIA	10	2 278	25	2 580	567	48	10,97	18,60
7	BIAO-CI	10	6 641	284	5 249	0	0	42,76	0,00
11	BRVM	1,83	1 027	22	1 255	0	0	117,06	0,00
12	DC/BR	1,84	198	3	451	0	0	82,35	0,00
TOTAL SOCIETES AYANT DISTRIBUE DES DIVIDENDES			**126 043**	**21 939**	**98 647***	**51 806**	**22 045**	**37,57**	**43,61**

** N'inclut pas les résultats de BIAO-CI, BRVM et BC/BR, qui n'ont pas distribué de dividendes en 2013*

ANNEXE 7 : RESULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITES

Secteurs (millions FCFA)	Agro-industrie	Energie	Mines	Transports	Construction et Habitat	Banque et Finances	Communication et Etudes	Industrie	Tourisme et Hôtellerie	Total
Résultats positifs 2013	**13 742**	**55 009**	**69 526**	**21 901**	**2 300**	**22 903**	**26 756**	**5 766**	**2 085**	**219 988**
ratio(%)*	*6,25*	*25,01*	*31,6*	*9,96*	*1,05*	*10,41*	*12,16*	*2,62*	*0,95*	*100*
Résultats positifs 2012	**20 249**	**72 799**	**88 826**	**25 735**	**1 462**	**24 461**	**20 619**	**7 005**	**1 844**	**263 000**
ratio(%)*	*7,70*	*27,68*	*33,77*	*9,79*	*0,56*	*9,30*	*7,84*	*2,66*	*0,70*	*100*
Résultats négatifs 2013	**-3 158**	**0**	**-16 675**	**-20 740**	**-576**	**-17 621**	**-1 216**	**-412**	**-1 077**	**-61 475**
ratio(%)*	*5,14*	*0*	*27,12*	*33,74*	*0,94*	*28,66*	*1,98*	*0,67*	*1,75*	*100*
Résultats négatifs 2012	**-7 846**	**0**	**-1 525**	**-4 718**	**-3 923**	**-20 730**	**-807**	**-1 430**	**-652**	**-41 631**
ratio(%)*	*18,85*	*0*	*3,66*	*11,33*	*9,42*	*49,79*	*1,94*	*3,43*	*1,57*	*100*
Résultats nets 2013	**10 584**	**55 009**	**52 851**	**1 161**	**1 724**	**5 282**	**25 540**	**5 354**	**1 008**	**158 513**
ratio(%)*	*6,68*	*34,7*	*33,34*	*0,73*	*1,09*	*3,33*	*16,11*	*3,38*	*0,64*	*100*
Résultats nets 2012	**12 403**	**72 799**	**87 301**	**21 017**	**-2 461**	**3 731**	**19 812**	**5 575**	**1 192**	**221 369**
ratio(%)*	*5,60*	*32,89*	*39,44*	*9,49*	*-1,11*	*1,69*	*8,95*	*2,52*	*0,54*	*100*

** Contribution du secteur, en pourcentage, à la formation du résultat net total des sociétés du portefeuille*